



Gazette officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 16 JUILLET 1938.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 16th JULY, 1938.

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE OFFICIELLE DE QUÉBEC".

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle de Québec" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.
3. Toute annonce doit être publiée dans les deux langues.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion: 15 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

Insertions subséquentes: 5 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction: 50 cents par 100 mots.

Livraison séparée: 30 cents chacune.

Feuilles volantes: \$1.00 la douzaine.

Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque accepté, payable au pair à Québec, ou mandat de banque ou de poste.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce, est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur

TO ADVERTISERS IN THE "QUEBEC OFFICIAL GAZETTE".

Parties sending advertisements to be inserted in the "Quebec Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.
3. Every advertisement has to be published in both languages.

ADVERTISING RATES

First insertion: 15 cents per line (agate measure) each version.

Subsequent insertions: 5 cents per line (agate measure) each version.

Tabular matter at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single number: 30 cents each.

Slips: \$1.00 per dozen.

Remittance must be made to the order of the King's Printer, either by accepted cheque, payable at par in Quebec, or by Bank or Postal money order.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notice which require two or more insertions, payment must be made upon re-

réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera annulée si ces conditions n'ont pas été remplies.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle de Québec" du samedi suivant, mais dans la livraison subséquente.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7. par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la Gazette sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'une livraison de la Gazette, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la Gazette pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi.
REDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. 3291-26-9-o

ception of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Quebec Official Gazette" on the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7. per annum is invariably payable in advance, and that the Gazette will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the Gazette, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the Gazette number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

REDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. 3292-26-9-o

Lettres Patentes

"Central Clericy Mines Limited"

(Libre de Responsabilité Personnelle)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de juin 1938, constituant en corporation: Simonne Bastien, fille majeure, Roland Pinard et Roger Pinard, avocats, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais;

2. Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer;

3. Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mine, droits de préemption, ou tout intérêt en ces droits ou propriétés; des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées pour les objets ci-dessus mentionnés;

4. Construire, entretenir et exploiter sur ces propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées dignes, biefs, canaux, forces hydrauliques, forces électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

5. Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 105 à 112 de la Loi des Mines de Québec, (chap. 80), en la manière y prescrite;

6. Fabriquer, acheter, vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils, requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

Letters Patent

"Central Clericy Mines Limited"

(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of June, 1938, incorporating: Simonne Bastien, spinster, Roland Pinard, and Roger Pinard, advocates, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. Prospect and explore for mines and minerals;

2. Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof;

3. Acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, pre-emption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights for the aforesaid purposes;

4. Build, maintain and exploit upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, waterworks, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations;

5. Exercise all the powers enumerated in section 105 to 112 of the Quebec Mining Act (chap. 80), in the manner therein prescribed;

6. Manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen;

7. Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

8. Recevoir en paiement de minerais, de terrains, de marchandises ou d'ouvrages faits, des actions, bons, obligations ou autres valeurs émis par une compagnie minière, et les garder ou en disposer;

9. Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce qu'elle peut exercer elle-même en vertu de la loi des compagnies minières de Québec, et les payer, en tout ou en partie, par la remise d'actions libérées, et assumer les dettes et charges y afférentes;

10. Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation;

11. Le bureau de direction de cette compagnie sera composé de cinq (5) membres qui seront élus comme directeurs à la première assemblée générale des actionnaires;

Les actionnaires de la compagnie n'encourent aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions, sous le nom de "Central Clericy Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital-total de trois millions cinq cent mille dollars (\$3,500,000.00), divisé en trois millions cinq cent mille (3,500,000) actions d'une valeur au pair de un dollar chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province ce vingt-neuvième jour de juin 1938.

JEAN BRUCHESI,

3457

Sous-secrétaire de la Province.

7. Build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

8. Receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures, or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or work;

9. Acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of persons or companies carrying on any industry or business which it itself may carry on under this Act and pay for the same, in whole or in part, if such persons or companies consent thereto, by paid up shares, and undertake the debts and charges of the same;

10. Do all such acts and operations accessory to those above mentioned or which may facilitate the attainment of the object for which it was incorporated;

11. The board of directors of this company shall be composed of five (5) members who shall be elected as directors at the first general meeting of the shareholders;

Any shareholder of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares, under the name of "Central Clericy Mines Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of three million five hundred thousand dollars (\$3,500,000.00) divided into three million five hundred thousand (3,500,000) shares of the par value of one dollar each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-ninth day of June, 1938.

JEAN BRUCHESI,

3458-o

Under Secretary of the Province.

"Club du Lac Saint Louis, Inc."

"Lake St. Louis Club, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de juin 1938, constituant en corporation: Joseph H. Deslauriers, ingénieur civil, et Raoul Deslauriers, tavernier, de la cité de Lachine, et Frederick Jos. McHugh, dessinateur, et la ville de Strathmore, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Pour établir et tenir un club social pour l'accommodation et le bien-être de ses membres, avec pouvoir de passer des règlements concernant l'admission, la suspension ou l'expulsion desdits membres, et concernant leur conduite, ce pour l'établissement des diverses classes de membres et concernant la perception d'honoraires et de modifier, amender ou révoquer tels règlements; pouzvu toutefois qu'aucun jeu de hasard ou mixte de hasard et d'habileté ne soit permis sur les propriétés du club et leurs dépendances;

2. Pour tenir des salles de rafraichissements et chambres à coucher, salles de danse et salles à manger pour l'accommodation des membres du club et de leurs invités;

3. Pour demander et détenir tous les permis, licences, ou patentes de la Commission des Liqueurs de la province de Québec, en vertu de la Loi des liqueurs alcooliques de Québec;

4. Pour acquérir sous quelque titre que ce soit tout immeuble utile et nécessaire pour les fins du club;

"Club du Lac Saint-Louis, Inc."

"Lake St. Louis Club, Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of June, 1938, incorporating: Joseph H. Deslauriers, civil engineer, and Raoul Deslauriers, tavern keeper, of the city of Lachine, and Frederick Jos. McHugh, draftsman, of the town of Strathmore, all of the district of Montreal, for the following purposes:

1. To establish, and conduct a social club for the accommodation and welfare of its members with power to adopt by-laws, for the admission, suspension or expulsion of its members, and for their conduct, and for the establishment of different classes of membership, and for the collection of fees, and to change, revoke, or amend such by-laws; provided however, that no games of hazard, or of chance and skill mixed, be allowed upon the properties of the club or the dependencies thereof;

2. To operate refreshment rooms, bed rooms, dance halls and dining rooms, for the accommodation of the members and their guests;

3. To apply for and hold any permits licenses or patents from the Province of Quebec Liquor Commission, under the Quebec Alcoholic Liquor Act;

4. To acquire under any title whatsoever any immoveable useful and necessary for the purposes of the club;

5. Pour utiliser, en entier ou en partie, les fonds du club pour l'achat d'actions d'autres clubs, compagnies ou sociétés, si telles actions deviennent utiles ou nécessaires ou profitables aux intérêts du club;

6. Pour se fusionner, s'unir et se joindre avec toute autre personne, compagnie ou corporation dont le commerce est similaire à celui du club et d'en assumer les responsabilités;

7. Pour faire toutes conventions pour participer dans les profits ou intérêts avec toute personne, société ou compagnie, conduisant ou engagé ou en état d'engager dans une industrie ou commerce que le club est autorisé à conduire, ou engager ou autrement, et de prélever ou assister dans le prélèvement de fonds pour toute corporation, société ou personne avec laquelle le club peut avoir des relations d'affaires et les assister par voie de bonus, prêt, promesse, endossement, garantie ou autrement;

8. Pour émettre des actions, débetures ou obligations du club, complètement ou en partie acquittées, à toute personne, société ou corporation, pour toute propriété ou droits acquis par le club et à rémunérer soit en argent ou en actions, obligations ou débetures tel que susdit, toute personne, société ou corporation pour services rendus ou à être rendus au club en rapport avec son incorporation, sa promotion ou son organisation ou en rapport avec la conduite des affaires du club;

9. De faire tout acte ou exercer tout pouvoir ou/et transiger toute affaire qui serait avantageuse pour la poursuite des objets pour lesquels le club est incorporé ou nécessaires pour permettre la poursuite de son entreprise, sous le nom de "Club du Lac Saint-Louis, Inc." "Lake St. Louis Club, Inc.", avec un capital total de cinq mille dollars (\$5,000.00), divisé en cent (100) actions de cinquante dollars (\$50.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Lachine, dans le district de Montréal.

✓ Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce sixième jour de juin 1938.

JEAN BRUCHESI,

3459-0

Sous-secrétaire de la Province.

5. To utilize, in whole or in part, the funds of the club for the purchase of shares in other clubs, companies or partnerships, if such shares become useful or necessary or profitable in the interest of the club;

6. To amalgamate, unite and join with any other person, company or corporation carrying on any similar business and to undertake all the liabilities thereof;

7. To enter into arrangements for the sharing of profits or interests with any person, partnership or company, carrying on or engaged in or about to engage in any industry or business which the club is authorized to carry on or engage in or otherwise, and to raise or assist in raising fund for any corporation, partnership or person with which or with whom the club may have business dealings and to aid them by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee or otherwise;

8. To issue shares, debentures or bonds of the club, fully or partly paid up, to any person, partnership or corporation, for any property or rights acquired by the club and to remunerate either in cash or in shares, bonds or debentures as aforesaid any person, partnership or corporation for services rendered or to be rendered to the club in connection with its incorporation, its promotion or its organization in with regard to the conduct of the business of the club;

9. To do any act or exercise any power or/and transact any business which may be advantageous in the pursuit of the objects for which the club is incorporated or necessary to permit the carrying on of its undertaking, under the name of "Club du Lac Saint-Louis, Inc.", "Lake St. Louis Club, Inc.", with a total capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into one hundred (100) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The head office of the company will be at Lachine, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of June, 1938.

JEAN BRUCHESI,

3460

Under Secretary of the Province.

"Club Mirador Inc."

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour de juin 1938, constituant en corporation sans capital-actions: Armand Mignolet, boulanger-pâtissier, et Robert Jouglet, restaurateur, de la cité de Montréal, Jules Dupré, avocat, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

a) Former une association, un club pour la récréation et le divertissement du corps et de l'esprit, procurer à ses membres, visiteurs, leurs hôtes et amis l'avantage de relations sociales en général; d'organiser des jeux de bridge, euche et autres jeux de cartes et de société; offrir tous les privilèges, avantages, convenances et accommodations habituels d'un club et promouvoir les relations sociales et amicales entre ses membres;

b) Acquérir, louer, entretenir et diriger un restaurant, salle à manger et de rafraichissements pour les membres du club leurs hôtes et amis; fournir les pavillons, restaurants, plages et autres dépendances et salles de rafraichissements pour l'accommodation de ses membres, leurs hôtes

"Club Mirador Inc."

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of June, 1938, incorporating as a corporation without share capital: Armand Mignolet, baker, pastry-cook, and Robert Jouglet, restaurant keeper, of the City of Montreal, Jules Dupré, advocate, of the City of Outremont, all of the District of Montreal, for the following purposes:

a) To form an association, a club for the recreation and amusement of both body and mind, to provide for its members, visitors, guests and friends the advantage of social intercourse in general; to organize games of bridges, euche and other card and society games; to offer the usual privileges, advantages, conveniences and accommodations of a club and promote social and friendly intercourse among its members;

b) To acquire, lease, maintain and conduct a restaurant, dining-room and refreshment booth for the members of the club, their guests and friends; to equip pavilions, restaurants, beaches and other dependencies and refreshment booths for the accommodation of its members, their guests

et amis; avoir le pouvoir d'obtenir une licence de club ou toute autre licence qui sera jugée avantageuse pour la vente de la bière, des vins et autres boissons alcooliques de même que des eaux gazeuses, minérales, artificielles et autres breuvages, dont la vente est actuellement ou pourra plus tard être permise par les lois de la Province de Québec;

c) Avoir le pouvoir de construire, promouvoir et diriger les salles de billards, de pool et de quilles, salle de danse, jeux de tennis et jeux de palets, piscines, plages artificielles ou naturelles, service de bateaux, embarcations de plaisance et autres véhicules terrestres, aquatiques et aériens; maisons de club pour l'exercice de tous les sports, organiser des combats de boxe ou de lutte, ouvrir un gymnase, faire l'entraînement de boxeurs et de lutteurs; procurer à ses membres, leurs hôtes et amis toutes les facilités pour pratiquer les sports, exercices, divertissements, représentations et récréations; pourvoir à leurs besoins et les loger, le tout gratuitement ou aux termes qui pourront être fixés par les directeurs;

d) Pour les fins du club acquérir, recevoir, posséder et louer, échanger et aliéner, des terrains et propriétés de nature mobilières ou immobilières ainsi que tous droits dans ou se rapportant aux propriétés mobilières ou immobilières et disposer desdits biens de toute façon, hypothéquer les immeubles du club et donner en gage ou nantissements les biens meubles dudit club;

e) Entrer en négociations et conclure des conventions avec tous gouvernements, départements ou corporations dans le but d'obtenir tous privilèges qui peuvent être considérés de nature à promouvoir les intérêts du club;

f) Souscrire, tirer, accepter, endosser, escompter et négocier tous les chèques, billets promissoires, lettres de change et autres effets négociables;

g) Acheter, vendre, servir toutes sortes de produits alimentaires, provisions et breuvages pour l'usage des membres du club, leurs hôtes et amis;

h) Acquérir par achat, bail ou autrement toutes sortes d'appareils et propriétés mobilières y compris les animaux qui peuvent être utilisés pour le sport et la récréation et pour toutes les fins du club; vendre, louer et aliéner en aucune manière lesdits appareils, biens mobiliers et animaux;

i) Imposer des honoraires d'admission, et autres contributions pour commodités et fournitures et usage d'aucune propriété du club et toutes sortes de souscriptions et cotisations aux membres et visiteurs et accorder tous droits, privilèges aux dits membres et visiteurs avec pouvoir d'établir différentes catégories de membres et de déterminer leurs privilèges;

j) Emprunter des deniers des membres ou de toutes autres personnes sur toutes garanties et en vertu des termes qui seront de temps à autre convenus; accepter des dons et legs en espèces et en nature de ses membres ou des étrangers en autant que les conditions éventuellement stipulées par les donateurs soient conformes aux objets du club;

k) Établir des succursales de cette corporation;

l) Souscrire, s'affilier et co-opérer avec toutes autres associations soient constituées en corporation ou non dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de cette corporation;

m) Adopter, faire et édicter des règlements, ordonnances, ou règles, non incompatibles avec les lois d'ordre public, de la province de Québec, pour l'administration et la règle générale des

and friends; to have the power of securing a club license or any other license which may be deemed advantageous for the sale of beer, wine and other alcoholic beverages, as well as aerated, mineral, artificial and other beverages, the sale whereof is actually permitted or may, later on, be permitted by the laws of the Province of Quebec;

c) To have power to build, promote and conduct billiard rooms, pool rooms and bowling alleys, dance halls, tennis courts and games of quoits, swimming pools, artificial or natural beaches, boat service, pleasure craft and other land, aquatic and aerial vehicles; club houses for the practice of all sports; to organize boxing and wrestling matches, open a gymnasium, engage in the training of boxers and wrestlers; to provide for its members, their guests and friends all facilities for the practice of sports, exercise, amusement, performances and recreation; to provide for their requirements and lodging, the whole gratuitously or upon such terms as may be fixed by the Directors;

d) For the purposes of the club, to acquire, receive, own and lease, exchange and alienate lands and properties, whether moveable or immoveable and also any rights in or incidental to such moveable or immoveable property and dispose of the said assets in any manner, hypothecate the club's immoveables and mortgage or pledge the said club's moveable property;

e) To enter into negotiations and agreements with any governments, departments or corporations for the purpose of securing any privileges which may be calculated to promote the interests of the club;

f) To subscribe for, draw, accept, endorse, discount and negotiate any cheques, promissory notes, bills of exchange and other negotiable instruments;

g) To purchase, sell, serve all kinds of food products, provisions and beverages for the use of the members of the club, their guests and friends;

h) To acquire by purchase, lease or otherwise all kinds of apparatus and moveable property including any animals capable of being used for sports and recreation, and for any of the club's purposes; to sell, lease and alienate in any manner the said apparatus, moveable property and animals;

i) To levy admission fees and other contributions for conveniences and furnishings and for the use of any property of the club and any other kind of subscriptions and assessments from the members and visitors, with power to establish different classes of membership and to determine the privileges thereof;

j) To borrow money from the members or from any other persons, upon such security and in virtue of such terms as may be agreed upon, from time to time; to accept, donations and legacies, in specie or in kind, from members or strangers, inasmuch as the conditions eventually stipulated by the donator be in conformity with the purposes of the club;

k) To establish branches of this corporation;

l) To subscribe to, affiliate and co-operate with any other associations, whether incorporated or otherwise, having purposes altogether or partly similar to those of this corporation;

m) To adopt, make and enact by-laws, rules and regulations not incompatible with the laws of public order of the Province of Quebec, and for the general administration and government of

affaires et choses de la corporation et de ses membres, pour la discipline, la suspension, et l'expulsion de ses membres, pourvu cependant que la corporation puisse de temps à autre amender, modifier, abroger et changer en tout ou en partie ses règlements, règles et ordonnances selon que la corporation le jugera convenable;

n) Faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées comme mandants ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres et faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités;

o) Les pouvoirs mentionnés dans l'un quelconque des paragraphes précédents ne devront en aucune façon inférer que la corporation est autorisée à organiser, exploiter ou à permettre qu'on organise ou qu'on exploite ou que l'on joue à considération pécuniaire ou autre des jeux à l'argent ou des jeux de hasard ou des jeux mixtes de hasard et d'habileté dans les locaux occupés par le club ou dans leurs dépendances;

p) Les pouvoirs mentionnés dans l'un quelconque des paragraphes précédents ne seront en aucune manière limités ou restreints par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe, sous le nom de "Club Mirador Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de vingt mille dollars (\$20,000.00).

Le bureau principal de la corporation sera à un endroit connu sous le nom de Estérel, de la municipalité de Ste-Marguerite, Lac Masson, comté de Terrebonne, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province ce vingt et unième jour de juin 1938.

JEAN BRUCHESI,

3461-o

Sous-secrétaire de la Province.

the business and operations of the corporation and its members, for the discipline, suspension and expulsion of its members, provided however that the corporation may from time to time amend, modify, repeal and change in whole or in part said by-laws, rules and regulations, as the corporation may deem fit;

n) To do all or any of the foregoing things as principals or otherwise and either alone or in conjunction with others and to do any other things which may be incidental or conducive to the attainment of the foregoing purposes;

o) The powers mentioned in any one of the preceding paragraphs shall not, in any manner, infer that the corporation is authorized to organize, carry on or allow the organizing or carrying on or playing, for pecuniary or other consideration, gambling games, or games of hazard, or of chance and skill mixed, in the premises occupied by the club, or the dependencies thereof;

p) The powers mentioned in any of the preceding paragraphs shall in nowise be limited or restricted by inference from or reference to the terms of any other paragraph, under the name of "Club Mirador Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may possess is to be limited, is twenty thousand dollars (\$20,000.00).

The head office of the corporation will be at a place known as Estérel, of the Municipality of Ste-Marguerite, Lake Masson, County of Terrebonne, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of June, 1938.

JEAN BRUCHESI,

3462

Under Secretary of the Province.

"Ferndale Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de juin 1938, constituant en corporation: Fred Bridges, vendeur, de Sorel, Qué., et Winnifred Mary Bridges, épouse séparée de biens de Marcel Rollet de Fougerolles, et le dit Marcel Rollet de Fougerolles partie à ces présentes pour autoriser son épouse, et Ben Angen, teneur de livres, des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Manufacturer, acheter, ou autrement acquérir et vendre ou autrement négocier ou faire le commerce de tissu de laine et de coton, lainages, soierie, toiles et vêtement de toutes sortes; exercer le commerce qui consiste à manufacturer, acheter et vendre des vêtements de toute description, et acquérir, acheter, détenir, vendre ou autrement disposer, manufacturer, produire, importer et exporter toutes sortes de worsteds, tissus, lainage et fourrures en particulier;

2. Exercer toute autre industrie (manufacturière ou non) qui pourrait être exercée convenablement par la compagnie en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

3. Acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement disposer de, améliorer, construire, modifier et autrement le trafic et le commerce de propriétés immobilières;

4. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et

"Ferndale Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of June, 1938, incorporating: Fred Bridges, salesman, of Sorel, Que., and Winnifred-Mary Bridges, wife separate as to property of Marcel Rollet De Fougerolles, and the said Marcel Rollet De Fougerolles a party to these presents to authorize his wife, and Ben Angen, bookkeeper, of the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. To manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with wool, cotton fabrics, woollens, silks, linens, and clothing of every sort; to carry on the business of manufacturing, buying, and selling clothing of every description, and to acquire, purchase, hold, sell, or otherwise dispose of, manufacture, produce import and export all kinds of worsted, fabrics, woollens and furs in particular;

2. To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the company's property or rights;

3. To buy, or otherwise acquire and sell or otherwise dispose of, improve, construct, alter and otherwise deal in or with immoveable property;

4. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property, and liabilities of

engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

5. Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions, et choses semblables, conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité, d'utiliser toute invention, ou aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, qui paraîtront susceptibles de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements acquis;

6. Faire aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autrement avec aucune personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent à telle personne ou compagnie; garantir leurs contrats ou autrement aider telle personne ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, revendre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

7. Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

8. Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

9. Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

10. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété personnelle et tous les droits et privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel, fonds de commerce;

11. Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par ces dites personnes;

12. Tirer, faire accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables;

13. Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie trouvera convenable, particulièrement, pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement semblables à ceux de la compagnie;

14. Solliciter, se procurer, acquérir, par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exer-

any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

5. To apply for, purchase, or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop, or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information required;

6. To enter into union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, resell with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

7. To enter into arrangements with any authority, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges, and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise, and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

8. To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company;

9. To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any other purpose, which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

10. To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights and privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business, and in particular, any machinery, plant, stock-in-trade;

11. To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such person;

12. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warranty and other negotiable or transferable instruments.

13. To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether similar to those of the company;

14. To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to

cice, l'exécution et la jouissance de licence, de pouvoir, d'une autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation ou aucun autre corps public peut accorder, et les payer et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie, et obligations et valeurs à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

15. Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie assignation d'aucune procédure dans toute poursuite ou action;

16. Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner ou faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

17. Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, entrepreneurs, agents ou en une autre qualité, et soit seuls, soit conjointement avec d'autres;

18. Hypothéquer, donner en gage ou autrement grever les biens mobiliers ou immobiliers de la compagnie, pour garantir le paiement des emprunts ou le paiement ou la satisfaction de toute autre dette, contrat ou obligations de la compagnie;

19. Émettre, livrer et répartir comme entièrement libérées toutes actions, débetures, actions, débetures ou autres valeurs de cette compagnie, soit en paiement ou paiement partiel de toutes propriétés ou droits que cette compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes ou autrement;

20. Hypothéquer, nantir ou gager toutes propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, pour garantir toutes obligations, débetures ou actions-débetures que cette compagnie est autorisée par la loi à émettre;

21. Vendre, gager, nantir, hypothéquer, aliéner, louer la totalité ou aucune des propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, et des droits en aucun temps possédés par cette compagnie ou dont elle a la jouissance, ou en disposer autrement, aux termes et conditions que cette compagnie croira acceptables;

22. Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie dans telles valeurs, de la manière qui seront de temps à autre déterminées;

23. Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Ferndale Limited", avec un capital-total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-huitième jour de juin 1938.

JEAN BRUCHESI,

2463 Sous-Secrétaire de la Province.

exercise, carry out, and enjoy, license, power, authority, franchise, concession, right or privilege which any government or authority or corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for and contribute towards carrying the same into effect and to appropriate any of the company's shares and bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

15. To procure the company to be registered and recognized in any foreign country, and to designate persons therein according to the laws of such foreign country and to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

16. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, or turn account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

17. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

18. To hypothecate, pledge or otherwise affect the moveable or immoveable property of the company, to secure the payment of loans or the payment or performance of any other debt, contract or obligations of the company;

19. To issue, hand over and allot as fully paid up any shares, debentures, debenture stock or other securities of this company either in payment or part payment of any property or rights which this company may lawfully acquire by virtue hereof or otherwise;

20. To hypothecate, mortgage or pledge any property, moveable or immoveable, present or future for the purpose of securing any bonds, debentures, or debenture stock which the company is by law entitled to issue;

21. To sell, pledge, mortgage, hypothecate, alienate, lease or otherwise dispose of any or all of the property, moveable or immoveable, and rights at any time owned or enjoyed by this company upon such terms and conditions as this company may see fit;

22. To invest and deal with the monies of the company not immediately required on such securities and in such manner as may from time to time be determined;

23. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Ferndale Limited," with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montréal, in the district of Montréal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of June, 1938.

JEAN BRUCHESI,

3464-o Under Secretary of the Province.

"Franceen's Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitres 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du vingtième jour de juin, 1938, constituant en corporation: Max Liverman, avocat, Jack

"Franceen's Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the twentieth day of June, 1938, incorporating: Max Liverman, advocate, Jack Klineberg, notary, and Leonard

Klineberg, notaire, et Leonard Liverman, étudiant en droit, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Exercer les opérations d'un établissement de détail, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement faire le commerce ou le négoce de tissus de laine, de coton, lainages, soies, toiles et draps de toute sorte; exercer les opérations qui consistent à manufacturer, acheter et vendre des robes, manteaux de dames, et autres vêtements semblables aussi bien que la lingerie, les articles de modes et des vêtements de toute description, et acquérir, acheter, détenir, vendre ou autrement disposer, manufacturer, produire, importer et exporter toutes sortes d'articles, effets et marchandises alliés à ce qui précède;

2. Exercer toute industrie semblable, manufacturière ou autre, qui est alliée à ce qui précède et qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en même temps que les opérations précitées ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

3. Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie dans telles valeurs et de la manière qui seront de temps à autre déterminées;

4. Ouvrir et exploiter des succursales, manufactures, magasins, boutiques, agences privées, comptoirs dans des magasins à rayon et toutes sortes d'endroits de commerce où les opérations de la compagnie peuvent être exercées;

5. Prendre des agences pour toute compagnie, corporation, société ou personne exerçant un commerce dans toutes lignes se rapportant à l'un quelconque des objets de la présente compagnie;

6. Conclure des conventions avec toutes autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront susceptibles de conduire aux objets de la compagnie ou à l'un quelconque des dits objets et obtenir des dites autorités tous droits, privilèges et concessions que la compagnie croira désirable d'obtenir, et exécuter, exercer les dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

7. Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans tout pays étranger et désigner les personnes conformément aux lois de ce dit pays étranger pour représenter cette compagnie et accepter assignation pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

8. Acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement disposer, améliorer, construire, modifier et autrement faire le commerce ou le négoce de propriétés immobilières;

9. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque du commerce, des biens ou engagements de toute personne ou compagnie exerçant aucune industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie;

10. Demander, acheter ou autrement acquérir tous brevets, brevets d'invention, permis, concessions et choses de même nature conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention ou aucun secret ou autre renseignement au sujet d'une invention qui sembleront susceptibles d'être utilisés pour l'une quelconque des fins de la compagnie ou dont l'acquisition semblera de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer ou accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements acquis de cette manière;

Liverman, law student, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. To carry on the business of a retail establishment to buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with wool, cotton, fabrics, woollens, silks, linens and clothing of every sort; to carry on the business of manufacturing, buying and selling dresses, ladies coats, and other similar garments as well as lingerie, millinery and clothing of every description; and to acquire, purchase, hold, sell or otherwise dispose of, manufacture, produce, import and export all kinds of goods, wares and merchandise, germane to the foregoing;

2. To carry on any similar business whether manufacturing or otherwise which is germane to the foregoing and which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the above business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

3. To invest and deal with moneys of the company not immediately required on such securities and in such manner as may from time to time be determined;

4. To open and operate branches, manufactories, stores, shops, private agencies, counters in departmental stores and all kinds of places of business where the business of the company may be carried on;

5. To take agencies for any company, corporation, partnership or person carrying on business in any line connected with any of the present company's objects;

6. To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's object or any of them and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights and privileges and concessions;

7. To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

8. To buy or otherwise acquire and sell or otherwise dispose of, improve, construct, alter and otherwise deal in or with immoveable property;

9. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property or liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

10. To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, brevets d'invention, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right of use, or any secret or any other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company and to use, exercise, develop, or grant licenses in respect of or otherwise to turn to account the property rights or information so acquired;

11. Prendre ou autrement acquérir et détenir les actions de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie ou exerçant aucune industrie susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

12. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir toutes propriétés réelles ou personnelles et tous droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou convenables pour les fins de ses opérations, et particulièrement toutes machineries ou fonds de commerce;

13. Vendre ou aliéner la totalité ou une partie quelconque de l'entreprise de la compagnie pour la considération que la compagnie croira convenable et particulièrement pour les actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

14. Prendre les moyens jugés nécessaires pour faire connaître les produits de la compagnie et particulièrement par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art et généralement par toutes sortes de publicité;

15. Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement faire le commerce de la totalité ou d'une partie quelconque des biens et droits de la compagnie;

16. Faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

17. Se joindre ou se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

18. S'ils y sont autorisés par règlement, sanctionné par un vote de pas moins des deux-tiers du capital souscrit de la compagnie, représenté à une assemblée générale convoquée pour considérer le règlement, les directeurs pourront de temps à autre:

(a) Emprunter des deniers sur le crédit de la compagnie;

(b) Emettre des débetures ou toutes valeurs de la compagnie et les nantir ou les vendre pour les sommes et au prix qui seront jugés convenables;

(c) Notwithstanding l'article 2017 du Code Civil, hypothéquer, gager ou nantir les propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures de la compagnie, pour garantir et se porter garants à ces fins et constituer l'hypothèque, le gage ou le nantissement mentionné dans le sous-paragraphe, par acte de fiducie conformément aux articles 11 et 12 ch. 227, S.R.Q., 1925, ou de toute autre manière;

(d) Hypothéquer ou gager les propriétés mobilières de la compagnie ou nantir ou autrement grever les propriétés mobilières ou donner toutes telles garanties pour garantir le remboursement de prêts faits autrement que par l'émission de débetures, aussi bien que le paiement ou la satisfaction de toute autre dette, contrat ou obligation de la compagnie;

Les limitations contenues dans cet article et leurs restrictions ne s'appliqueront pas à l'emprunt de deniers par la compagnie sur lettres de change ou billets promissaires, faits, tirés, acceptés ou endossés par ou au nom de la compagnie;

Les opérations de la compagnie pourront être exercées dans toute la province de Québec, sous le nom de "Franceen's Inc.", avec un capital

11. To take or otherwise acquire, and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being so conducted as directly or indirectly to benefit the company;

12. To purchase, take on lease, or in exchange, hire or otherwise acquire any personal or real property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business and in particular machinery or stock-in-trade;

13. To sell or dispose of the undertaking of the company, or of any part thereof, for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

14. To adopt means of making known the products of the company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art and generally all kinds of advertising;

15. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

16. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

17. To consolidate or amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

18. If authorized by by-law, sanctioned by a vote of not less than two-thirds of the subscribed stock of the company represented at a general meeting called for considering the by-laws, the directors may from time to time:

(a) Borrow money upon the credit of the company;

(b) Issue debentures or any securities of the company and pledge or sell same for such sum and at such prices as may be deemed expedient;

(c) Notwithstanding Article 2017 of the Civil Code, hypothecate, mortgage, or pledge the moveable or immoveable property, present or future, of the company, to secure and guarantee for such purposes and constitute the hypothec, mortgage or pledge mentioned in the sub-paragraphe, by trust deed in accordance with Articles 11 and 12 Ch. 227, R.S.Q., 1925, or in any other manner;

(d) Hypothecate or mortgage the moveable property of the company or pledge or otherwise effect the moveable property to give all such guarantees to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures, as well as the payment or performance of any other debt, contract or obligation of the company;

The limitations contained in this clause and the restriction therein shall not apply to the borrowing of money, by the company, on bills of exchange or promissory notes, made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the company;

The operations of the company can be carried on throughout the Province of Quebec, under the name of "Franceen's Inc." with a total capital

total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingtième jour de juin 1938.

JEAN BRUCHESI,

3465 Sous-secrétaire de la Province.

stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montréal, in the district of Montréal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of June, 1938.

JEAN BRUCHESI,

3466-o Under Secretary of the Province.

"J. J. Brodeur Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de juin 1938, constituant en corporation: Conrad Boyer, comptable, et Roland Bélanger, commis, de la cité de Montréal, et Marie-Jacques Turcotte, fille majeure, sténographe, de St-Lambert, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

a. Exercer l'industrie et le commerce d'entrepreneurs et constructeurs en général, importateurs, négociants, fabricants de matériaux de construction de toutes descriptions, outillages et aménagements et autres matériaux qui peuvent être directement ou indirectement utilisés par les entrepreneurs et constructeurs, avec pouvoir d'agir comme agents pour d'autres personnes ou corporations exerçant une industrie ou un commerce semblable, et aussi exercer toute industrie ou tout commerce de nature semblable ou toute autre industrie ou tout autre commerce avantageux aux objets susdits;

b. Construire, ériger, exploiter, louer, posséder et mettre en opération des maisons à appartements, maisons d'habitation, plain-pied, cottages, magasins, garages, manufactures, entrepôts et fabriques, et généralement bâtir, posséder, louer, maintenir et mettre en opération toutes sortes d'édifices utilisés pour toutes fins, avec ensemble toutes sortes de commodités utiles ou nécessaires pouvant être avantageusement fournies ou obtenues en rapport avec iceux;

c. Faire tout commerce et industrie et spécialement le commerce de bois et autres matériaux de construction, la fabrication d'ouvertures et de toutes pièces de construction et d'objets quelconques, et faire la construction de bâtisses, édifices et autres entreprises;

d. Agir comme agents-manufacturiers, de producteurs et de commerçants;

e. Agir comme courtiers en immeubles et exercer un commerce général d'agence d'immeubles;

f. Acheter, posséder, louer, arrenter, subdiviser, améliorer, mettre en valeur, échanger, vendre des terrains ou autres propriétés immobilières, construire, acheter, détenir, posséder, louer, échanger, vendre toutes sortes de constructions ou autres propriétés immobilières et prêter et emprunter des deniers sur des terrains, constructions ou autres propriétés immobilières;

g. Aliéner, vendre ou échanger ou autrement disposer, en tout ou en partie, de ces immeubles, acquérir par achat, bail ou autrement tous immeubles que la dite compagnie jugera nécessaires pour les besoins de son industrie ou de son commerce ou même pour faire le commerce d'immeubles ou le paiement de ce qui pourra lui être dû;

h. Hypothéquer ces immeubles pour garantir tous emprunts, engagements et responsabilités

"J. J. Brodeur Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of June, 1938, incorporating: Conrad Boyer, accountant, and Roland Bélanger, clerk, of the city of Montréal, and Marie-Jacques Turcotte, spinster of age, stenographer, of St-Lambert, all of the district of Montréal, for the following purposes:

a. To carry on the business and trade of general contractors and builders, importers, merchants, manufacturers of building materials of every kind, equipment and furnishings, and of other materials which may be, directly or indirectly, utilized by contractors and builders, with power to act as agents for other persons or corporations carrying on a similar business or trade, and also to carry on any business or trade of similar kind or any other business or any other trade deemed advantageous for the aforesaid purposes;

b. To build, erect, exploit, lease, own and operate apartment houses, dwelling houses, flats, cottages, shops, garages, manufactories, warehouses and factories and generally to build, own, lease, maintain and operate all kinds of buildings used for any purposes, together with all kinds of useful or necessary commodities, capable of being advantageously supplied or obtained in connection therewith;

c. To carry on any business and trade in general, and specially to deal in lumber and other building materials, the manufacturing of doors and sashes and of all building requisites and articles whatsoever, and to carry on the construction of buildings, structures and other undertakings;

d. To act as agents for manufacturers, producers and dealers;

e. To act as real estate brokers and carry on a general real estate agency business;

f. To buy, own, lease, rent, subdivide, improve, turn to account, exchange and sell land, or other immoveable property, and build, buy, hold, own, lease, exchange, sell all kinds of buildings or other immoveable property, and to lend and borrow money on land, buildings and other immoveable property;

g. To alienate, sell or exchange or otherwise dispose of its immovables in whole or in part, to acquire by purchase, lease or otherwise any immovables which the said company may deem or trade or even to carry on the real estate business, or as payment for what may be due to the company;

h. To hypothecate its immovables as guarantee for any loans, obligations and liabilities under-

souscrites par la compagnie; même engager tous ses biens pour obtenir les crédits dont elle aura besoin;

i. Emettre des actions libérées de la compagnie en paiement partiel ou intégral d'achats de propriétés ou de marchandises et en règlement et rémunération des déboursés, salaires, honoraires, commissions et tous services rendus, soit dans la promotion et organisation de la compagnie soit dans ses opérations;

j. Acquérir ou entreprendre la totalité ou toute partie du commerce des biens et obligations de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens qui conviennent aux fins de cette compagnie;

k. Demander, acheter, requérir, solliciter ou acquérir tous brevets, inventions, licences, marques ou noms de commerce, permis, concessions et choses semblables conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention ou quelque secret ou autre renseignement au sujet de telle invention qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie, dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer ou permettre l'usage ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

l. Prendre ou acquérir ou autrement et détenir des actions ou obligations de toute autre compagnie dont les objets sont semblables à ceux de la présente compagnie ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

m. Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirables d'obtenir, et exécuter et exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

n. Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins, de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

o. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir tous les biens mobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et, en particulier, toutes machineries, matériel et fonds de commerce;

p. Consentir des avances d'argent aux clients et autres personnes ou compagnies ayant des relations d'affaires avec la compagnie et garantir l'exécution de ces contrats par aucune de ces personnes ou compagnies;

q. Prendre et détenir des hypothèques, privilèges, charges, pour garantir le paiement des prix d'achat de toute propriété vendue par la compagnie aux acheteurs ou à d'autres, de même que pour garantir le paiement de tous montants ou sommes acquis par la compagnie soit par suite de transports, cessions, fusion, coopération, promotion, concentration ou autrement de façon quelconque;

r. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter, négocier et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

s. Vendre, troquer ou autrement disposer de la totalité ou de toute partie de la propriété ou

written by the company; even to pledge all its property for the obtaining of the credits which it may require;

i. To issue paid-up shares of the company in whole or part payment for the purchase of property or merchandise, and as settlement or remuneration for disbursements, salaries, fees, commissions and for any services rendered, either in or about the promotion of the company or the operations thereof;

j. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

k. To apply for, purchase, demand, solicit or acquire any patents, inventions, licenses, trademarks or names, permits, concessions or similar things, conferring any exclusive, non-exclusive or limited right to use or any secret or other information respecting such invention which may be used for any of the purposes whatever of the company, the acquisition of which may be of a nature to directly or indirectly benefit the present company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information acquired in such manner;

l. To take or otherwise acquire and hold shares and bonds in any other company having objects similar to those of the present company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

m. To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority, any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

n. To promote one or more companies with the purpose of acquiring the whole or any part whatever of the property and liabilities of the company or for any other purposes, so as to directly or indirectly benefit the present company;

o. To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

p. To make advances of money to clients and other persons or companies having business dealings with the company and to guarantee the execution of such contracts by any such persons or companies;

q. To take and hold hypothecs, liens, charges to guarantee the payment of the purchase price of any property sold by the company to purchasers or others, and also to guarantee the payment of any amounts or sums acquired by the company either through transfers, assignments, amalgamation, co-operation, promotion, consolidation or otherwise in any manner whatever;

r. To draw, make, accept, endorse, execute, negotiate and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable and transferable instruments;

s. To sell, barter or otherwise dispose of the whole or any part of the property or undertaking

de l'entreprise de la compagnie, soit pour de l'argent ou autre considération valable ou pour les actions, obligations ou valeurs de toute autre compagnie ou corporation;

t. Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou aidant à placer ou en garantissant le placement des parts du capital-actions de la compagnie ou toutes débetures, actions-débetures ou autres valeurs de la compagnie ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

u. Lever et contribuer à lever des fonds et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débetures ou autres valeurs ou autrement toute autre compagnie ou corporation avec laquelle la présente compagnie aurait des relations d'affaires, et garantir l'exécution des contrats par ces dites compagnies ou corporations ou par ces personnes ou cette dite personne;

v. Hypothéquer, nantir, engager, transporter, grever ou autrement affecter la propriété immobilière de la compagnie, gager ou autrement affecter la propriété mobilière d'icelle, ou donner telles garanties pour garantir le paiement d'emprunts contracté par l'émission de débetures ou autrement de même que le paiement ou l'exécution d'aucune autre dette, contrat ou engagement de la compagnie;

w. Emettre et répartir comme entièrement libérées des actions du capital-actions de la compagnie en paiement intégral ou partiel de tous services rendus avant ou après son incorporation, le prix d'achat de toute propriété mobilière ou immobilière, brevets ou droits brevetés, franchises, clientèle, affaires, entreprises, propriétés, réelles ou personnelles, droits, pouvoirs, privilèges, baux, licences, contrats, stocks, bons, débetures ou autres propriétés ou droits qu'elle peut légalement acquérir en vertu des pouvoirs présentement conférés;

x. Contrôler, promouvoir, organiser, administrer ou développer toute corporation, compagnie ou syndicat;

y. Se fusionner à toute autre compagnie ou compagnies poursuivant des fins totalement ou en partie semblables à celles ci-dessus énumérées et prendre des actions dans telles compagnies;

z. Distribuer, en espèces ou autrement, comme dividendes déclarés légalement à même le surplus ou bénéfices nets de la compagnie, ou de la manière prévue dans l'article 81 de la "Loi des compagnies de Québec", les biens quelconques de la compagnie entre ses membres ou actionnaires, et, en particulier, les actions, les obligations, les débetures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie;

aa. Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie, et émettre des bons, débetures ou autres valeurs de la compagnie ou les engager ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

bb. Faire tous les actes nécessaires pour l'entreprise, l'exécution ou la réalisation de chacune des affaires que la compagnie est autorisée à faire, ou dans lesquelles elle a le droit de s'engager, et pour tous services, devoirs et crédits, charger, collecter et recevoir une rémunération convenable, les frais, charges et dépenses légaux, coutumiers et usuels;

of the company, either for cash or other lawful consideration or for the shares, bonds or securities of any other company or corporation;

t. To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

u. To raise and assist in raising funds and aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise any company or corporation with which the present company may have business dealings, and to guarantee the execution of contracts by such said companies or corporations or by such persons or person;

v. To hypothecate, mortgage, pledge, transfer, encumber or otherwise affect the immovable property of the company, pledge or otherwise affect the movable property thereof, or give such securities to guarantee the payment of loans contracted by the issue of debentures or otherwise as well as the payment or execution of any other debt, contract or engagement of the company;

w. To issue and allot as fully paid up, shares of the capital stock of the company in full or part payment for any services rendered before or after its incorporation, the purchase price of any movable or immovable property, patents, or patent rights, franchises, goodwill, business, undertakings, property, real or personal, rights, powers, privileges, leases, licenses, contracts, stock, bonds, debentures or other property or rights which it may lawfully acquire in virtue of the powers hereby conferred;

x. To control, promote, organize, manage or develop any corporation, company or syndicate;

y. To amalgamate with any other company or companies having purposes wholly or partly similar to those hereabove enumerated and to take shares in such companies;

z. To distribute, in specie or otherwise, as dividends legally declared out of the surplus or net profits of the company or in the manner provided for by Section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the company among its members or shareholders, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets and liabilities of present company;

aa. To borrow funds on the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company or pledge or sell same for the amounts and prices deemed fit;

bb. To do any acts necessary for the undertaking, execution or attainment of any business which the company is authorized to carry on or which it has the right to engage in or for any services, duties and credits, to charge, collect and receive suitable remuneration, customary and usual legal costs, charges and expenses;

cc. Faire tous actes, exercer tous pouvoirs, se rapportant ou conduisant à la réalisation des objets ci-dessus ou de quelques-uns ou plus d'entre eux;

dd. Faire toutes ou chacune des choses ci-dessus comme principaux, agents ou procureurs;

ee. Les pouvoirs de chaque paragraphe ne devront être en aucune façon limités ou restreints par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe, et aucune clause des présentes ne sera interprétée comme étant limitée dans son sens général par les termes de toute autre clause ou comme limitant les pouvoirs généraux conférés par les lois de la province de Québec;

ff. Faire toutes ou aucune des affaires présentement autorisées, soit seule ou conjointement avec d'autres, ou comme facteurs ou agents, sous le nom de "J. J. Brodeur Limitée", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Outremont, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-huitième jour de juin 1938.

JEAN BRUCHESI,

3467—0

Sous-secrétaire de la Province.

cc. To do any acts and exercise any powers relating or leading to the attainment of the hereabove objects or any one or more thereof;

dd. To do all or any of the hereabove things as principals, agents or attorneys;

ee. The powers of any paragraph shall in nowise be limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, and no clause herein shall be interpreted as being limited in its general sense by the terms of any other clause or as limiting the general powers conferred by the laws of the Province of Quebec;

ff. To do all or any of the affairs hereby authorized either alone or in conjunction with others or as factors or agents, under the name of "J. J. Brodeur Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Outremont, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of June, 1938.

JEAN BRUCHESI,

3968

Under Secretary of the Province.

"McKay (Quebec) Exploration 1938 Limited"

(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de juin, 1938, constituant en corporation: William Cedric Nicholson, conseil en Loi du Roi, Hugh O'Donnell, avocat, et James Turner Lumsden, commis, tous de la cité de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

1. Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais;

2. Faire toutes les opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer;

3. Acquérir, louer, posséder, et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mine, droits de préemption, ou tout autre intérêt en ces droits ou propriétés; des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées pour les objets ci-dessus mentionnés;

4. Construire, entretenir et exploiter sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de téléphone et de téléphone, jetées, digues, biefs, canaux, forces hydrauliques, forces électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars, nécessaires ou utiles pour les opérations;

5. Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 105 à 112 de la Loi des mines de Québec, (Chap. 80), en la manière y prescrite;

6. Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

7. Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

"McKay (Quebec) Exploration (1938) Limited"

(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of June, 1938, incorporating: William Cedric Nicholson, King's Counsel, Hugh O'Donnell, advocate, and James Turner Lumsden, clerk, all of the city of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

1. To prospect and explore for mines and minerals;

2. To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purposes of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof;

3. To acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights for the aforesaid purposes;

4. To build, maintain and exploit upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, waterpowers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores, necessary or useful to its operations;

5. To exercise all the powers enumerated in sections 105 to 112 of the Quebec Mining Act (Chap. 80) in the manner therein prescribed;

6. To manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus, required by the company or its servants or workmen;

7. To build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

8. Recevoir en paiement de minerais, de terrains, de marchandises, ou d'ouvrages faits, des actions, bons, obligations ou autres valeurs émis par une compagnie minière, et les garder ou en disposer;

9. Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce qu'elle peut exercer ou faire elle-même en vertu de la présente loi, et les payer, en tout ou en partie, si cette personne ou cette compagnie y consent, par la remise d'actions libérées, et assumer les dettes et charges de l'actif ainsi acquis;

10. Faire tous les actes ou opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation;

11. Emettre et disposer d'actions de manière que les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou qu'ils auront convenu de payer à la compagnie pour ses actions, sous le nom de "McKay (Quebec) Exploration (1938), Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille dollars (\$99,000.00), divisé en quatre-vingt-dix-neuf mille (99,000) actions de un dollar (\$1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

✓ Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-deuxième jour de juin 1938.

JEAN BRUCHESI,

3469

Sous-secrétaire de la Province.

8. To receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

9. To acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of persons or companies carrying on any industry or business which it itself may carry on under this act, and pay for the same, in whole or in part, if such persons or companies consent thereto, by paid-up shares and undertake the debts and charges of the same;

10. To do all such acts and operations accessory to those above mentioned or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated;

11. To issue and dispose of shares, so that the shareholders shall incur no personal liability in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares, under the name of "McKay (Quebec) Exploration (1938), Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of ninety-nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into ninety-nine thousand (99,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-second day of June, 1938.

JEAN BRUCHESI,

3470-a

Under Secretary of the Province.

"Mouvement National-Corporatiste, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de juin 1938, constituant en corporation: Gérard Brady, Dostaler O'Leary et Jacques Sauriol, journalistes, tous de Montréal, dans les buts suivants:

Redresser, relever et améliorer la situation sociale, économique et nationale des Canadiens-français, en perfectionnant l'unité paroissiale, l'unité professionnelle et l'unité nationale et en particulier:

a) Grouper les membres du "Mouvement National-Corporatiste, Inc.", en diverses catégories, suivant leur profession, leur occupation, leur métier, le lieu de leur demeure, leur âge, leur sexe, ou autrement;

b) Fonder et maintenir un journal d'action ou d'autres publications destinées à activer l'œuvre, les objets ou le but du "Mouvement National-Corporatiste Inc.";

c) Employer tout autre mode d'actions, faire toute action et exercer tous pouvoirs susceptibles de faciliter les objets, l'œuvre, l'action, les affaires ou l'entreprise de la Compagnie, y compris, sans limiter la généralité de ce qui précède, les pouvoirs suivants:

aa) Exercer toute entreprise et faire tous actes, opérations et affaires utiles aux objets de la Compagnie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la Compagnie ou de son œuvre;

bb) Organiser, fonder, aider, s'unir à, collaborer avec, maintenir ou diriger toutes autres entreprises, sociétés, associations ou compagnies dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la Compagnie, ou exerçant

"Mouvement National-Corporatiste, Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of June, 1938, incorporating: Gérard Brady, Dostaler O'Leary and Jacques Sauriol, journalists, all of Montreal, for the following purposes:

To redress, elevate and improve the social, economical and national situation of French Canadians, by the improvement of parochial, professional and national unity, and in particular:

a) To group the members of "Mouvement National-Corporatiste, Inc." into various classes according to their profession, their occupation, their trade, their place of residence, their age, their sex or otherwise;

b) To found and maintain a newspaper or other publications intended to activate the work, the objects or purposes of the "Mouvement National-Corporatiste Inc.";

c) To use any other means of action, perform all acts and exercise all powers capable of facilitating the purposes, work, action, business or undertaking of the company, including, without limiting the generality of the foregoing, the following powers:

aa) To carry on any undertaking and perform any act, carry on any operations and business, useful for the purposes of the company or calculated to enhance, directly or indirectly, the value of the company's property, rights or work;

bb) To organize, found, aid, amalgamate with, collaborate with, maintain or conduct any other undertakings, partnerships, associations or companies having purposes, in whole or in part, similar to those of the company, or engaged in

une entreprise qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement au Mouvement ou à son œuvre;

cc) Souscrire, détenir, autrement acquérir, vendre ou faire vendre, des actions, des bons ou d'autres biens de ces autres entreprises, sociétés, associations ou compagnies, leur prêter sur autres garanties ou garantir leurs bons, hypothèques ou autres obligations, ou autrement s'associer ou coopérer avec elles;

dd) Payer à même les fonds de la Compagnie la totalité ou toute autre partie des dépenses de la Compagnie ou dépenses incidentes à son incorporation ou organisation;

ee) Faire toutes ou chacune des choses énumérées plus haut, en qualité de mandant, principal, agent, mandataire, courtier, facteur, associé, entrepreneur ou autrement, et soit seul ou conjointement avec d'autres;

1. La Compagnie sera composée d'actionnaires et de membres. Les membres pourront avoir certains privilèges dont jouissent habituellement les membres non-actionnaires de clubs sociaux (fondés, organisés ou possédés par d'autres compagnies) tels qu'ils seront limités dans les Statuts ou les règlements de la Compagnie, et en particulier sans déroger à cette limitation, ils n'auront aucun droit de propriété ou de jouissance sur l'actif, les biens ou les revenus de la Compagnie; ni aucun suffrage ou droit dans la régie, l'administration, la gérance, la politique ou la direction de la Compagnie; mais ils ne seront pas responsables des dettes de la Compagnie;

2. Le Bureau de Direction sera composé de trois directeurs élus annuellement par les actionnaires qui auront droit toujours aux assemblées à autant de votes qu'ils possèdent d'actions de la Compagnie et pourront voter par fondé de procuration. Cette élection de directeurs sera faite par le vote de la majorité des actions émises;

3. Sauf les règlements, qui, selon la loi, doivent être ratifiés par un vote des deux tiers des actions, tous les règlements des directeurs doivent, avant d'entrer en vigueur, être ratifiés par le vote positif de la majorité du nombre total des actions émises, à une assemblée générale de la compagnie convoquée à cette fin. Tout règlement une fois ratifié par les actionnaires ne peut être modifié ou annulé sans le vote positif de la majorité du nombre total des actions émises, à une assemblée convoquée à cette fin. Par le vote de la majorité du nombre total des actions émises on pourra, à une assemblée convoquée à cette fin, passer tout règlement que les directeurs ont le droit de passer;

4. Aucune action de la Compagnie ne pourra, après l'émission des présentes lettres patentes, être vendue, cédée, répartie ou émise par la Compagnie sans un règlement du Bureau de direction approuvé et ratifié par le vote de la majorité en valeur des actions émises, à une assemblée générale spéciale de la Compagnie convoquée à cette fin;

5. Il est interdit de faire appel au public pour la souscription des actions de la Compagnie, et le nombre des actionnaires sera limité à 20;

6. Les dispositions mentionnées dans les cinq paragraphes qui précèdent ne pourront être révoquées ni modifiées que par règlement du bureau de direction ratifié par le vote d'au moins les 2-3 en valeur des actions représentées par les actionnaires présents à une assemblée générale convoquée à cette fin, autorisant les directeurs à demander des lettres patentes supplémentaires, sous le nom de "Mouvement

any undertaking capable of being carried on so as to benefit, whether directly or indirectly, the action of the company or its work;

cc) To subscribe for, hold, otherwise acquire, sell or cause the sale of any shares, bonds or other assets of such other undertakings, partnerships, associations or companies, loan money to them upon other guarantees or guarantee their bonds, mortgages or other liabilities or otherwise enter into partnership or cooperate with the same;

dd) To pay out of the funds of the company the whole or any part of the company's expenses, or any expenses incidental to its incorporation or organization;

ee) To do all or any of the things hereinabove enumerated as mandator, principal, agent, mandatory, broker, factor, partner, contractor or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

1. The company shall be composed of shareholders and members. The members may have certain privileges usually enjoyed by members who are not shareholders in social clubs (founded, organized or owned by other companies) such as they may be limited in the Statutes or by-laws of the company, and in particular, without anything derogatory to the said limitation, they shall hold no right of ownership or enjoyment upon the assets, property or revenues of the company; nor any voting right, nor right in the government, administration, management, policy or direction of the company; but they shall incur no liability for the company's debts;

2. The board of directors shall be composed of three directors elected annually by the shareholders, who shall always be entitled to as many votes as the number of shares they own in the company and they may vote by proxy. Such election of the directors will be made by the vote of the majority of issued shares;

3. Save for those by-laws which, according to law, must be ratified by a vote of two thirds of the shares, any by-laws of the directors shall, before coming into force, be ratified by the positive vote of the majority of the total number of issued shares, at a general meeting of the company called for such purpose. Any by-law, when thus ratified by the shareholders, may not be amended or repealed without the positive vote of the majority of the total number of issued shares, at a meeting called for such purpose. By a vote of the majority of the total number of issued shares, at a meeting called for such purpose, any by-law, which the directors are entitled to enact, may be enacted;

4. After the issue of the present letters patent, no share of the company may be sold, assigned, allotted or issued without a by-law of the board of directors, approved and ratified by the majority in value of the issued shares, at a special general meeting called for such purpose;

5. Any appeal to the public, for subscription to the company's shares, is prohibited and the number of shareholders shall be limited to 20;

6. The provisions mentioned in the five preceding paragraphs may not be repealed or amended save by a by-law of the board of directors, ratified by the vote of at least 2-3 in value of the shares represented by the shareholders present at a general meeting called for such purpose, authorizing the directors to apply for supplementary letters patent, under the name of "Mouvement National-Corporatiste,

National-Corporatiste Inc." avec un capital total de cinq cents dollars (\$500.00), divisé en cinq cents (500) actions d'un dollar (\$1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

✓ Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-huitième jour de juin 1938.

JEAN BRUCHESI,

3471—o

Sous-secrétaire de la Province.

Inc.", with a total capital stock of five hundred dollars (\$500.00), divided into five hundred (500) shares of one dollar (\$1.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of June, 1938.

JEAN BRUCHESI,

3472

Under Secretary of the Province.

"Rosario Bérard Incorporée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de juin 1938, constituant en corporation: Rosario Bérard, marchand, Blanche Desruisseaux, épouse séparée de biens dudit Rosario Bérard, et Lucien Bourbonnais, avocat, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Souscrire, convenir d'acheter et acquérir par achat, échange ou autre titre légal et détenir, soit comme propriétaires, ou par voie de garantie collatérale ou autrement, et vendre, en garantissant la vente, et céder, transporter ou autrement disposer ou faire le commerce d'hypothèques, mortgages, balances de prix, garanties par privilèges ou autrement et réclamations, conventions d'achats ou de ventes et obligations de toute nature et description et aussi d'obligations, débetures, titres, actions et autres valeurs, lettres de change, traites, récépissés d'entrepôt, billets à ordre, conventions de vente conditionnelle, contrats, comptes recevables et toutes sortes d'effets de commerce et de titres de créances de tout gouvernement ou corporation municipale ou scolaire ou de toute corporation de banque ou de services publics, ou compagnie commerciale, industrielle ou autre, ou individu, ou association, et transiger et faire les opérations d'une agence financière générale, de courtiers en placement, et agir comme agents et courtiers pour l'achat, la vente, l'amélioration et l'administration de toute propriété, industrie ou entreprise;

Agir comme courtiers en assurances sujet cependant à l'obtention au préalable de l'assentiment du Surintendant des assurances de cette province et comme agents et courtiers pour le placement, les prêts, les paiements, la transmission et l'encaissement de deniers; et accepter et accomplir comme procureurs, agents ou autrement toute transaction d'affaires, le placement de fonds et le recouvrement de prêts, rentes, intérêts et dividendes, et l'émission et la confection, la manipulation et le recouvrement d'hypothèques, débetures, obligations, comptes, billets, coupons et autres valeurs ou argents;

Acacheter, louer, prendre en échange ou autrement acquérir des propriétés immobilières, ou intérêts en icelles, avec tous les édifices ou constructions qui se trouvent sur lesdites propriétés immobilières ou aucune d'icelles, et vendre, louer ou échanger ou autrement aliéner la totalité ou toute portion des dites propriétés immobilières, et tous ou aucun des édifices ou constructions qui sont présentement ou qui seront à l'avenir érigés sur icelles, et prendre toutes les garanties jugées nécessaires; ériger des édifices et faire le commerce des matériaux de construction, améliorer, modifier ou administrer lesdites propriétés immobilières et édifices, et prendre ou détenir des mortgages et hypothèques pour toute balance

"Rosario Bérard Incorporée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of June, 1938, incorporating Rosario Bérard, merchant, Blanche Desruisseaux, wife separate as to property of said Rosario Bérard, and Lucien Bourbonnais, advocate, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To subscribe for, underwrite and acquire by purchase, exchange or other legal title and hold, either as owner or by way of collateral security or otherwise, and to sell, guarantee the sale of and to assign, transfer or otherwise dispose of or deal in hypothecs, mortgages, balances of price, secured by privilege or otherwise, claims, purchase or sale agreements and obligations of every nature and description and also in bonds, debentures, stocks, shares and other securities, bills of exchange, trade acceptances, warehouses receipts, promissory notes, conditional sale agreements, contracts, accounts receivable and all kinds of commercial paper and evidence of indebtedness of any government or municipal or school corporation or of any banking public utility, commercial, industrial or other company or corporation, individual or association, and to transact and carry on a general financial agency, investment and brokerage business and to act as agents and brokers for the purchase, sale, improvement and management of any property, business or undertaking;

To act as insurance brokers, subject, however to previously securing the consent of the Superintendent of Insurance of this Province, and as agents and brokers, for investments, loans, payments, transmission and collection of money and to accept and fulfil as attorneys, agents or otherwise, any transaction of business, the investment of funds, the collection of loans, rent, interest, dividends and the issuing, making, handling and collecting of mortgages, debentures, bonds, bills, notes, coupons and other securities or monies;

To purchase, lease, take in exchange or otherwise acquire immoveable properties or interest therein, together with any buildings or structures that may be on the said immoveable properties or any of them and to sell, lease or exchange or otherwise dispose of the whole or any portion of such immoveable properties and all or any of the buildings or structures that are now or may be hereafter erected thereon, and to take such security therefore as may be deemed necessary; to erect buildings and deal in building materials, to improve, alter or manage the said immoveable properties and buildings and to take or hold mortgages or hypothecs for any unpaid balance properties, buildings or structures so sold and to

impayée du prix d'achat d'aucune des propriétés immobilières, bâtisses ou constructions ainsi vendues, et vendre lesdits mortgages et hypothèques, ou autrement en disposer;

Contracter des emprunts d'argent pour le ou les montants, au taux d'intérêt, et aux termes et conditions jugés convenables, engager la compagnie au remboursement des sommes ainsi empruntées avec les intérêts et à l'exécution des termes et conditions et, s'il y a lieu, hypothéquer ou donner en gage la totalité ou toute partie des biens mobiliers et immobiliers de la compagnie, pour garantir le remboursement des sommes ainsi empruntées, avec les intérêts et l'exécution des termes et conditions;

Consentir des prêts d'argent aux termes et conditions et au taux d'intérêt jugés convenables et prendre toutes les garanties pour le remboursement du principal et des intérêts et l'exécution des conditions que la compagnie jugera à propos;

Garantir le paiement d'argents garantis par ou payables en vertu ou relativement à toutes obligations, débetures, actions, contrats, hypothèques, charges, obligations ou autres garanties de toute compagnie ou entreprise ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, et prélever et aider à prélever des deniers ou aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, et garantir l'exécution des contrats ou le paiement des obligations ou autrement aider et secourir toute personne, firme ou corporation dans laquelle la compagnie pourrait être financièrement intéressée ou avec lesquelles elle pourrait avoir des relations d'affaires et agir comme employés, agents ou gérants d'aucune de ces opérations ou firmes;

Faire enregistrer, autoriser ou reconnaître la compagnie dans toute autre province du Canada, et dans tout pays ou état étranger, et d'y désigner des personnes d'après les lois de telle province, pays ou état, pour représenter la compagnie et accepter pour et en son nom assignation de toutes procédures ou poursuites;

Acquérir par achat, échange, souscription originale, émission, participation dans les syndicats ou autrement, toutes actions, titres, débetures, bons, obligations ou autres valeurs d'autres compagnies organisées en tout pays quelconque, et des débetures, actions-débetures, bons, obligations et valeurs émis ou garantis par tout souverain, gouvernement, commissaire, corps public ou autorité suprême, municipale, locale ou autre, soit au pays ou à l'étranger, et les détenir absolument comme propriétaires ou par voie de garantie additionnelle ou autrement et les vendre, transporter, nantir, hypothéquer, donner en gage, créer des privilèges ou autrement en disposer ou les négocier et acquérir par achat, échange ou autrement posséder, détenir, vendre, transporter, disposer et autrement négocier des terrains et intérêts sur des terrains, constructions et immeubles et propriétés immobilières de toutes sortes et acheter, négocier, céder, transférer et disposer d'hypothèques, mortgages ou valeurs similaires;

Investir et réinvestir de temps à autre les fonds de la compagnie, y compris les fonds prélevés par des emprunts de la manière et dans des propriétés, réelles et personnelles, y compris des terrains et hypothèques, et dans des valeurs qui seront de temps à autre déterminées, et varier et changer ses placements;

Faire tout acte ou chose que la compagnie croira en aucun temps nécessaire pour sa protection ou son profit, comme détentrice ou intéressée en toutes actions, titres, débetures,

sell or otherwise dispose of the said mortgages or hypothecs;

To borrow money in such sum or sums, at such rate of interest and on such terms and conditions as may be thought proper, to bind the company to the repayment of the sums so borrowed and interest thereon and to the fulfilment of the terms and conditions and, if deemed advisable, to hypothecate or pledge the whole or any part of the company's immoveable and moveable property to secure the repayment of the sums so borrowed, interest and the fulfilment of the terms and conditions;

To lend money on such terms and conditions and at such rates of interest as may be considered advisable and to take such security for the repayment of the principal and interest and the fulfilment of the conditions as the company may think proper;

To guarantee the payment of money secured by or payable under or in respect of bonds, debentures, shares, contracts, mortgages, charges, obligations or other securities of any company or undertaking having objects altogether or in part similar to those of this company, and to raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loans, promise, endorsement and to guarantee the performance of contracts or payment of liabilities or otherwise aid and assist any person, firm or corporation in whom or in which the company may be financially interested or with which it may have business relations and to act as employee, agent or manager of any such corporation or firm;

To procure the company to be registered, licensed or recognized in any other province of Canada or in any foreign country or state and to designate persons therein, according to the laws of such province, country or state, to represent the company and to accept service for and on its behalf of any process or suit;

To acquire by purchase, exchange, original subscription, underwriting, participation in syndicates, or otherwise, any shares, stocks, debentures, bonds, obligations and other securities of other companies, wheresoever organized, and debentures, debenture-stock, bonds, obligations and securities issued or guaranteed by any sovereign ruler, government, commissioners, public body or authority, supreme, municipal, local or otherwise, whether at home or abroad, and to hold, absolutely as owner or by way of collateral security or otherwise and to sell, transfer, mortgage, hypothecate, pledge, create liens on or otherwise dispose thereof or deal therewith and to acquire by purchase, exchange or otherwise own, hold, sell, convey, dispose of and otherwise deal in lands and interest in lands, buildings and real estate and immoveable property of every kind and to purchase, deal in, assign, transfer and dispose of hypothecs, mortgages and similar securities;

To invest and re-invest from time to time the funds of the company, including funds raised by borrowing in such manner and in such properties real and personal, including lands and mortgages and in such securities as may from time to time be determined, and to vary and change such investments;

To do any act or thing which the company shall at any time think necessary for its protection or benefit, as holder of or interested in any share, stocks, debentures, debenture-stock, bonds, obli-

actions-débetures, bons, obligations, ou autres valeurs ou toute propriété, droits, commerces et entreprises;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autre avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exploiter ou d'exercer une industrie ou transactions que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cette dite personne ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie et les vendre, les détenir, les revendre, avec ou sans garantie, et en disposer autrement;

Répartir, émettre et livrer des actions entièrement acquittées et non sujettes à appel, débetures, actions-débetures, obligations ou autres valeurs de la compagnie, en paiement total ou partiel de toutes propriétés, contrats, droits, actions, débetures, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie que cette compagnie peut acquérir pour les fins de son commerce;

Rémunérer toute personne, firme ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus à la compagnie, en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des obligations, débetures, actions-débetures, ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite des opérations; et avec l'approbation des actionnaires, répartir, émettre et livrer des actions entièrement acquittées et non sujettes à appel du capital-actions de la compagnie en paiement partiel ou total de toutes propriétés, droits, actions ou autres valeurs;

Faire des avances de deniers et garantir toutes obligations et contrats ou autrement assister et aider en aucune manière toute compagnie ou corporation dont les actions, titres, débetures, actions-débetures, bons, obligations et autres valeurs sont détenus par cette compagnie et faire tout acte ou chose pour la conservation et la protection, l'amélioration ou l'augmentation de la valeur de toutes telles actions, titres, débetures, actions-débetures, bons, obligations ou autres valeurs;

Promouvoir ou aider à la promotion d'aucune compagnie subsidiaire, auxiliaire ou autre, exerçant ou ayant le droit d'exercer tout commerce en tout ou en partie semblable à celui de cette compagnie, et accepter en paiement de ses services pour l'organisation de telle compagnie, des actions entièrement libérées, des obligations, des garanties de ladite compagnie, acheter, souscrire ou autrement acquérir des actions, obligations ou débetures, et détenir, vendre, revendre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

S'unir et se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie, et acquérir par achat, location ou autrement, les propriétés, franchises, entreprises et commerce de toute compagnie, et en assumer les obligations et les payer en entier ou en partie en argent, actions, bons, obligations ou autres garanties de la compagnie;

Exercer toute autre industrie que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître

gations or other securities or any property rights, business and undertaking;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or engaged, in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company, and to take such company, and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, and otherwise deal with the same;

To allot, issue and deliver fully paid and non-assessable shares, debentures, debenture-stock, bonds or other securities of the company in payment or part payment of any property, contracts, rights, shares, debentures, bonds or other securities of any other company which this company may acquire for the purpose of its business;

To remunerate any person, firm or company for services rendered or to be rendered to the company in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any bonds, debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of the business; and, with the approval of the shareholders, to allot, issue and deliver fully paid and non-assessable shares of the capital stock of the company in whole or part-payment for all or any of the properties, rights; shares or other securities;

To advance money to and to guarantee any obligations and contracts of or otherwise assist and aid in any way any company or corporation any of whose shares, stocks, debentures, debenture-stock, bonds, obligations or other securities are held by the company, and to do any act or thing for the preservation and protection, improvement or enhancement of the value of any such shares, stocks, debenture-stock, bonds, obligations or other securities;

To promote or assist in promoting any subsidiary, allied or other company carrying on or having power to carry on any business altogether or in part similar to that of this company, and to accept in payment of its services in promoting this company, fully paid up shares, bonds or securities of said company, and to purchase, subscribe for or otherwise acquire its shares, bonds and securities of said company, and to purchase, subscribe for or otherwise acquire its shares, bonds or debentures, and to hold, sell, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal in the same;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, and to acquire by purchase, lease or otherwise the property, franchises, undertaking and business of any company, and to assume the obligations thereof and to pay for the same wholly or partly in cash, shares, bonds or other securities of the company;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business,

directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie ou de toute compagnie dans laquelle la compagnie est intéressée comme propriétaire d'aucune de ses actions, titres ou obligations, débetures ou autres valeurs;

Améliorer, gérer, développer, échanger, louer et disposer, faire valoir, ou autrement négocier toute ou aucune partie de la propriété et des droits de la compagnie et sujet de toute manière aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec;

Accepter en paiement de tout travail fait par la compagnie ou dette due à la compagnie, des titres, actions, obligations, débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie;

Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débetures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandants ou autres instruments négociables ou transférables;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de bonis, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débetures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucune autre compagnie et corporation avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires; garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation, par une ou plusieurs autres personnes;

Manufacturer, produire, acheter, importer et exporter, faire le commerce du gros et du détail, avec contrat à réméré, pour du comptant ou à crédit, d'appareils frigorifiques, moteurs, machines mues par l'électricité ou par la gazoline, meubles de ménage et effets mobiliers, instruments de musique, instruments de cuisine, poêles, tapis et prélaris, sous le nom de "Rosario Bérard Incorporée", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions de dix dollars (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-septième jour de juin 1938.

JEAN BRUCHESI,
3473-o Sous-secrétaire de la Province.

or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the present company, or of any company in which the company is interested as the holder of any of its shares, stocks, bonds, debentures or other securities;

To improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company, and subject in all respect to the provisions of the Quebec Companies' Act;

To accept in payment of any work done by or debt due to the company stock, shares, bonds, debentures or other securities of any other company;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, or turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures, or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, or by any other person or persons;

To manufacture, produce, purchase, import and export, deal wholesale and retail with contracts with right of redemption, for cash or credit, refrigerators, motors, machines driven by electricity or gasolene, furniture, musical instruments, kitchen utensils, stoves, carpets and oil cloths, under the name of "Rosario Bérard Incorporée" with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2,000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of June, 1938.

JEAN BRUCHESI,
3474 Under Secretary of the Province.

"Skid Chek (Canada) Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de juin, 1938, constituant en corporation: George Foote Foss, manufacturier, Eric Dawber, agent d'assurances, Kenneth F. Dewar, courtier en placements, Edgar

"Skid Chek (Canada) Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of June, 1938, incorporating: George Foote Foss, manufacturer, Eric Dawber, insurance agent, Kenneth F. Dewar, investment broker, Edgar Hillrich, asst-manager and Lucien Henri

Hillich, gérant-adjoint, et Lucien Henri LaMothe, comptable, tous de Montréal, dans les buts suivants:

Acquérir par achat, contrat, convention ou autrement des formules, pour certains composés chimiques, matériaux et produits destinés à réduire le danger et la possibilité de dérapage ou de glissement des véhicules moteurs lorsqu'appliqués aux pneus, et aussi toutes améliorations d'iceux, modifications ou additions faites à telles formules;

Manufacturer et faire tels composés chimiques, matériaux et produits, et importer et exporter tels produits et tous ingrédients nécessaires à leur fabrication;

Vendre tels produits manufacturés et leurs ingrédients, et les mettre sur le marché et les distribuer, soit en détail ou en gros, ou par l'intermédiaire d'agents, agences, représentants ou de toute autre manière que la compagnie jugera convenable;

Manufacturer, faire, importer ou exporter des "fusils-vaporiseurs" pour être utilisés en rapport avec l'application de composés chimiques ou des récipients spéciaux qui pourront être utilisés pour les composés et en disposer et les vendre et généralement faire toutes choses que la compagnie peut légalement faire dans l'exercice de ses opérations;

Demander, acheter ou autrement acquérir toutes marques de commerce, noms de commerce, brevets, permis, concessions et choses de même nature concernant tout droit exclusif ou non-exclusif ou limité ou illimité de faire usage d'aucun secret ou autre renseignement au sujet d'une invention ou formules, recette ou procédé pouvant paraître susceptible d'être utilisés pour aucune des fins de la compagnie ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter, directement ou indirectement, à la compagnie, et utiliser, exercer et développer ou accorder des permis en ce qui les concerne ou autrement faire valoir les biens, droits ou informations ainsi acquis;

Conclure tous arrangements pour le partage des profits, ou dépenses, l'union des intérêts, coopération, risques conjoints, concessions réciproques ou autrement avec toute personne, associations ou compagnie exerçant ou exploitant toute transaction ou commerce qui semblera devoir être conduit de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie et prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider toute telle personne, association ou compagnie;

Acheter, vendre, échanger, louer ou autrement négocier tous biens réels ou tout intérêt en iceux qui sembleront devoir profiter directement ou indirectement à la compagnie et construire des édifices qui seront utilisés comme manufactures ou pour d'autres fins si, comme et lorsque requis par la compagnie ou ses agents dans l'exercice des opérations de la compagnie;

Acquérir par achat ou autrement et manufacturer, importer, vendre, exporter ou autrement disposer d'améliorations, additions ou accessoires pour moteurs, autocars, autobus, camions ou autres véhicules moteurs et pour les pneus et tubes;

Et tels autres pouvoirs statutaires qui peuvent être accordés à la dite compagnie pour l'exercice légal de ses opérations;

Le capital-actions de la compagnie est de quarante-neuf mille dollars divisé en quatre mille neuf cents actions ordinaires de dix dollars chacune, monnaie courante du Canada;

LaMothe, accountant, all of Montreal, for the following purposes:

To acquire, by purchase, contract, agreement or otherwise formula for certain chemical compounds, materials and products designed to reduce the danger and possibility of motor vehicles "skidding" or side-slipping" when applied to the tires thereof and also all improvements thereof, changes in or additions to such formula;

To manufacture and make such chemical compounds, materials and products, and to import and export such products and all ingredients necessary to the manufacture thereof;

To sell such manufactured products and ingredients thereof, and to market and distribute the same, whether retail or wholesale, or through agents, agencies, representatives or in any other manner that the company deems expedient;

To manufacture, make, import or export "spray-guns" to be used in connection with the applying of the chemical compounds or special containers to be used in connection with the compounds and to dispose and sell the same and generally do all things that the company may lawfully do in the carrying on of the company's business;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like concerning any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process which may seem capable of being used for any purposes of the company or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise and develop or grant licenses in respect thereof or otherwise turn to account the property, rights or information so required;

To enter into any arrangement for sharing of profits, or expense, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, association or company carrying on or engaged in any transaction or business which may seem capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company and to lend money to guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, association or company;

To buy, sell, exchange, lease or otherwise deal in real estate or any interests therein that may be directly or indirectly of benefit to the company and to construct buildings to be used as factories or for other purposes if as and when required by the company or its agents to carry on the business of the company;

To acquire by purchase or otherwise and to manufacture, import, sell, export or otherwise dispose of improvements, additions or accessories to motors, motor cars, busses, trucks or other motor vehicles and to tires and tubes;

And such other statutory powers as may be granted to said company to legally carry on its business;

The capital stock of the company is to be forty-nine thousand dollars divided into forty-nine hundred common shares of ten dollars each, current money of Canada;

Le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de vingt-cinq mille dollars;

Les actions autres que les actions privilégiées seront émises et réparties au prix qui sera fixé par les directeurs.

Le bureau de direction sera composé de cinq membres, sous le nom de "Skid Chek (Canada) Limited", avec un capital-total de quarante-neuf mille dollars (\$49,000.00), divisé en quatre mille neuf cents (4,900) actions de dix dollars (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal, P.Q.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-huitième jour de juin, 1938.

JEAN BRUCHESI,

3475

Sous-secrétaire de la Province.

The amount with which the company will commence its operations will be twenty-five thousand dollars;

Shares other than preferred shares shall be issued and allotted at such price as may be fixed by the directors.

The board of directors shall be composed of five members, under the name of "Skid Chek (Canada) Limited", with a total capital stock of forty-nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four thousand nine hundred (4,900) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal, P.Q.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of June, 1938.

JEAN BRUCHESI,

3476-0

Under Secretary of the Province.

"Ste. Martine Automobiles, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de juin, 1938, constituant en corporation: James Arthur Mathewson et Kenneth Albert Wilson, conseil en Loi du Roi, Ethel May Peirce, secrétaire, fille majeure, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

(a) Exercer un commerce général de marchand d'automobiles, engins, machineries agricoles ou autres, dispositifs et accessoires mécaniques;

(b) Exercer toute autre industrie qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

(c) Acheter ou autrement acquérir et se charger de la totalité ou de l'un quelconque des biens, commerces, propriétés, privilèges, contrats, droits, obligations et engagements de toute autre compagnie ou de toute société, firme ou personne exerçant aucune industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie;

(d) Demander, acheter ou autrement acquérir tous brevets, droits brevetés, droits d'auteur, marques de commerce, formules, permis, droits exclusifs ou limités d'utiliser toute invention ou aucun secret ou autre renseignement au sujet d'une invention qui sembleront susceptibles d'être utilisés pour l'une quelconque des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer ou accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements acquis de cette manière;

(e) Se fusionner ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute autre compagnie ou avec toute société, firme ou personne, exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter ou toute industrie ou transaction susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi prêter des deniers, garantir les contrats ou autrement aider toute telle compagnie, société, firme ou personne, et prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir ou les négocier autrement;

"Ste. Martine Automobiles, Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of June, 1938, incorporating: James Arthur Mathewson, and Kenneth Albert Wilson, King's Counsel, Ethel May Peirce, secretary, spinster, all of the city of Montreal, for the following purposes:

(a) To carry on a general business dealing in automobiles, engines, farm or other machinery, and mechanical appliances and equipment;

(b) To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

(c) To purchase or otherwise acquire and undertake all or any of the assets, business, property, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of any other company or any society, firm or person carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

(d) To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, patent rights, copyrights, trademarks, formulae, licenses, exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account, the property, rights or information so acquired;

(e) To amalgamate or enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any other company or any society, firm or person, carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such company, society, firm or person, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, or otherwise deal with the same;

(f) Prendre ou autrement acquérir et détenir les actions, débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie, ou exerçant aucune industrie susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et les vendre ou les négocier autrement;

(g) Conclure des conventions avec aucun gouvernement ou autorité municipale, locale ou autre qui sembleront susceptibles de conduire aux objets de la compagnie ou à l'un quelconque des dits objets, et obtenir du dit gouvernement ou de la dite autorité tous droits, privilèges et concessions que la compagnie croira désirable d'obtenir, et exécuter, exercer les dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

(h) Promouvoir une ou des compagnies dans le but d'acquérir ou d'assumer la totalité ou l'un quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins qui sembleront de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

(i) Acheter, prendre à bail ou en échange, louer et autrement acquérir et détenir, vendre ou autrement faire le commerce de propriétés réelles et personnelles et tous droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou convenables pour les fins de ses opérations et particulièrement tous terrains, édifices, immunités, machineries, matériels et fonds de commerce;

(j) Prêter des deniers à toute autre compagnie ou à toute société, firme ou personne ayant des relations d'affaires avec la compagnie ou avec lesquelles la compagnie projette d'avoir des relations d'affaires et à toute autre compagnie dont les actions sont détenues par la compagnie;

(k) Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

(l) Vendre ou aliéner la totalité ou une partie quelconque de l'entreprise de la compagnie pour la considération que la compagnie croira convenable, et particulièrement toutes actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

(m) Prélever et contribuer à prélever des deniers et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties ou autrement, toute autre compagnie avec laquelle la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires ou dont les actions, débetures ou autres obligations sont détenues par la compagnie et garantir l'exécution ou l'accomplissement des contrats ou obligations de toute telle compagnie ou de toute personne avec laquelle la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires, et particulièrement garantir le remboursement du capital et les intérêts sur les débetures ou autres valeurs, hypothèques et obligations de toute telle compagnie;

(n) Prendre les moyens jugés nécessaires pour connaître les produits de la compagnie, et particulièrement par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou de valeur, par la publication de livres et revues périodiques;

(o) Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement négocier la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la compagnie;

(p) Émettre et répartir des actions entièrement ou partiellement libérées du capital-actions de la compagnie en paiement intégral ou partiel de toutes propriétés réelles ou personnelles

(f) To take, or otherwise acquire and hold, shares, debentures or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as, directly or indirectly, to benefit the company, and to sell or otherwise deal with the same;

(g) To enter into any arrangements with any government or authority, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such government or authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

(h) To promote any other company or companies for the purpose of acquiring or taking over all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

(i) To purchase, take on lease or in exchange, hire, and otherwise acquire and hold, sell or otherwise deal with any real and personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any land, buildings, easements, machinery, plant and stock-in-trade;

(j) To lend money to any other company, or any society, firm or person, having dealings with the company or with whom the company proposes to have dealings or to any other company any of whose shares are held by the company;

(k) To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

(l) To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company which has objects altogether or in part similar to those of the company;

(m) To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee or otherwise, any other company with which the company may have business relations or any of whose shares, debentures or other obligations are held by the company and to guarantee the performance or fulfilment of any contracts or obligations of any such company or of any person with whom the company may have business relations, and in particular to guarantee the payment of the principal of and interest on debentures or other securities, mortgages and liabilities of any such company;

(n) To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals;

(o) To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

(p) To issue and allot fully or partly paid shares of the capital stock of the company in payment or part payment of any real or personal property purchased or otherwise acquired by the

achetées ou autrement acquises par la compagnie ou de tous services rendus à la compagnie;

(q) Payer à même les fonds de la compagnie toutes ou l'une quelconque des dépenses incidentes ou connexes à sa formation et à son organisation ou que la compagnie peut considérer comme préliminaires;

(r) Établir des agences et succursales;

(s) Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

(t) Prendre et détenir des gages, hypothèques, privilèges et charges pour garantir le paiement du prix d'achat ou toute balance impayée du prix d'achat d'une partie quelconque des biens de la compagnie de quelque nature que ce soit, vendus par la compagnie, ou tous deniers dûs à la compagnie des acheteurs et autres et vendre ou autrement aliéner les dits gages, hypothèques, privilèges et charges;

(u) Exécuter tous ou l'un quelconque des objets de la compagnie et faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres; et

(v) Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets et à l'exercice des pouvoirs de la compagnie, sous le nom de "Ste. Martine Automobiles, Inc."

Le capital-actions de la compagnie est divisé en cinq cents (500) actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant du capital avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de mille quatre cents dollars (\$1,400.00).

Les actions autres que les actions privilégiées seront émises et réparties au prix qui sera fixé par les directeurs.

Le bureau principal de la compagnie sera à Ste. Martine, district de Beauharnois.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-troisième jour de juin 1938.

JEAN BRUCHESI,

3477 Sous-secrétaire de la Province.

company or any services rendered to the company;

(q) To pay out of the funds of the company all or any of the expenses of or incidental to the formation and organization thereof, or which the company may consider to be preliminary;

(r) To establish agencies and branches;

(s) To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

(t) To take or hold mortgages, hypothecs, liens and charges to secure payment of the purchase price of any part of the company's property of whatsoever kind sold by the company, or any money due to the company from purchasers and others and to sell or otherwise dispose of said mortgages, hypothecs, liens and charges;

(u) To carry out all or any of the objects of the company and do all or any of the above things as principal, agent, contractor, or otherwise, and either alone or in conjunction with others; and

(v) To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the objects and the exercise of the powers of the company, under the name of "Ste. Martine Automobiles, Inc."

The capital stock of the company is divided into five hundred (500) shares having no nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be one thousand four hundred dollars (\$1,400.00).

Shares other than preferred shares shall be issued and allotted at such price as may be fixed by the directors.

The head office of the company will be at Ste. Martine, in the district of Beauharnois.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-third day of June, 1938.

JEAN BRUCHESI,

3478-o Under Secretary of the Province.

"St. Hilaire & Roberge Incorporée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de juin 1938, constituant en corporation: Omer Roberge, marchand, Paul-Emile Bélanger, et Pierre Ferland, camionneurs, tous trois de St-Romuald, comté de Lévis, dans les buts suivants:

Fabriquer, manufacturer et faire le commerce, le tout de quelque manière et sous quelque forme et pour quelques fins que ce soit, de la glace et des denrées alimentaires en général;

Acquérir par achat, échange, location ou autrement tout commerce de même nature, y compris les machineries, le fonds de commerce, la clientèle, l'ameublement et les autres accessoires et les payer en argent ou en actions dûment libérées de la compagnie, au prix et pour le nombre d'actions qui seront déterminés par la compagnie;

Acquérir, détenir, louer, vendre ou échanger des actions du capital ou des débetures ou valeurs de toute corporation exerçant un commerce semblable à celui de la présente compagnie;

Acquérir par achat, échange, location ou autrement et posséder, détenir, développer, faire le commerce, vendre ou autrement toutes sortes d'immeubles ou propriétés immobilières, terrains,

"St. Hilaire & Roberge Incorporée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of June, 1938, incorporating: Omer Roberge, merchant, Paul Emile Bélanger, and Pierre Ferland, truckmen, all three of St. Romuald, county of Levis, for the following purposes:

To make, manufacture and deal, the whole in any manner, under any form and for any purposes whatsoever, in ice and food products in general;

To acquire by way of purchase, exchange, lease or otherwise any business of a similar kind, including the machinery, stock in trade, good-will, furniture and other accessories, and pay for same in cash, or duly paid up shares of the company, for such price and for the number of shares as may be determined by the company;

To acquire, hold, lease, sell or exchange shares of stock or debentures or securities of any corporation carrying on a similar business to that of the present company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise and to hold, own, develop, deal in, sell or otherwise dispose of all kinds of real estate and immoveable property, lands, warehouses,

entrepôts, magasins, et édifices et tous intérêts ou droits y afférents;

Exercer toute autre industrie ou entreprise que la compagnie croira pouvoir exercer économiquement ou convenablement en rapport avec toute portion de l'industrie de la compagnie ou susceptible directement ou indirectement de promouvoir les intérêts de la compagnie;

Souscrire, acheter et acquérir, ou accepter, détenir, en faire le commerce et disposer des obligations, débetures ou valeurs de toute compagnie ou corporation, et exercer tous les droits de vote attachés à ces valeurs, par l'entremise de ses officiers dûment autorisés ou par procureur dûment nommé;

Faire des avances de deniers, au moyen de prêts, obligations ou autrement, aux personnes en corporations ayant des relations commerciales avec la compagnie et à d'autres personnes, aux termes et pour les garanties qui seront jugés recommandables, et garantir l'exécution de toutes entreprises par toute autre compagnie, firme ou individu en relations d'affaires avec la compagnie, ou avec lesquels elle est en aucune manière intéressée;

Agir comme administrateurs ou agents pour toute compagnie, société ou personne exerçant un négoce similaire ou semblable;

Se fusionner, s'unir ou se joindre avec toute autre personne, compagnie ou corporation exerçant un commerce semblable ou similaire et en assumer les obligations;

Vendre, louer, transporter ou autrement aliéner la totalité ou toute partie du commerce et de l'entreprise de la compagnie à toute personne, firme, compagnie et corporation, et accepter comme considération de telle vente, location ou transport, de l'argent ou autres actions, titres, débetures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie ou corporation;

Faire toute convention pour le partage des bénéfices, la coopération ou la fusion avec toute autre personne, société ou compagnie;

Emettre des actions entièrement libérées ou partiellement libérées, des obligations, ou débetures de la compagnie, à toute personne, firme ou corporation, pour toute propriété ou pour tout droit acquis par la compagnie, et rémunérer en argent ou en actions, obligations, ou débetures, comme il est dit plus haut, toute personne, firme ou corporation, pour services rendus à la compagnie en rapport avec son incorporation, sa formation ou son organisation ou en rapport avec la conduite des opérations de la compagnie, sous le nom de "St-Hilaire & Roberge Incorporée," avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à St-Romuald, Co. Lévis, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province ce dix-huitième jour de juin 1938.

JEAN BRUCHESI,

3479-o Sous-secrétaire de la Province.

stores and buildings and any interests or rights connected therewith;

To carry on any other business or undertaking which the company may deem capable of being economically or suitably carried on in connection with any part of the company's business, or capable of promoting the interests of the company, whether directly or indirectly;

To subscribe for, purchase, or acquire, or to accept, hold, deal in, and dispose of bonds, debentures or securities of any company or corporation, and to exercise any and all voting powers thereon by its duly authorized officers or by proxy, duly appointed;

To make advances by way of loan, bonds or otherwise, to persons or corporations having dealings with the company and to other persons upon such conditions and security as may be deemed advisable, and to guarantee the fulfilment of any undertaking by any other company, firm or individual having dealings with the company or in which it is in any way interested;

To act as managers or agents for any company, partnership or person carrying on any similar or allied business;

To amalgamate, unite or join with any other person, company or corporation carrying on any similar or allied business and to assume the liabilities thereof;

To sell, lease, transfer or otherwise dispose of the whole or any part of the business and undertakings of the company to any other person, firm, company or corporation and to accept, by way of consideration for such sale, lease or transfer, monies or any shares, stock, debentures, bonds, or securities of any other company, or corporation;

To enter into any agreement for sharing profits, co-operation or amalgamation with any other person, partnership or company;

To issue either fully paid up or partly paid up stock, bonds or debentures of the company to any person, firm or corporation, for any property or right acquired by the company and to remunerate, either in cash or in stock, bonds or debentures as aforesaid, any person, firm or corporation for services rendered to the company in connection with its incorporation, promotion or organization or in connection with the conduct of the company's business, under the name of "St. Hilaire & Roberge Incorporée," with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at St. Romuald, county of Lévis, in the district of Québec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of June, 1938.

JEAN BRUCHESI,

3480 Under Secretary of the Province.

"Walker Holdings Inc".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de juin 1938, constituant en corporation: William Patrick Creagh, clerc d'avoué, John Lawrence McCrory et Cecil

"Walker Holdings Inc".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty-eighth day of June, 1938, incorporating: William Patrick Creagh, law clerk, John Lawrence McCrory, and Cecil Bruce Cooke, secretaries,

Bruce Cooke, secrétaires, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

(a) Faire, conduire et exercer, d'aucune façon ou manière quelconque, le commerce et les activités d'une compagnie de contrôle et de placements;

(b) Placer, acheter, prendre en échange, souscrire à forfait, souscrire ou demander, acquérir par souscription originaire, soumission, participation dans des syndicats ou autrement, et détenir pour placement, vendre, échanger, transférer, céder, louer et/ou autrement aliéner ou disposer, réaliser et faire valoir et généralement négocier et faire le commerce, en aucune façon ou manière quelconque, des actions, titres, bons, débetures, actions-débetures, notes, obligations, titres de créance et autres valeurs de toute nature et description, et tous droits et/ou intérêts en iceux, et généralement tous biens, réels ou personnels, mobiliers, immobiliers ou mixtes, et aucun et tous droits, privilèges et intérêts en iceux ou s'y rapportant, présents ou futurs, et tous autres biens et actifs en quelqu'endroit qu'ils soient situés, et changer, modifier ou varier tels placements de temps à autre et en réinvestir les produits;

(c) Exercer et exploiter, d'aucune façon ou manière quelconque, le commerce qui consiste à promouvoir, organiser, établir, gérer, administrer et exploiter des opérations commerciales et industrielles, risques commerciaux et entreprises d'aucune et toutes sortes;

(d) Agir comme agent de finance ou de commerce pour des corporations domestiques ou étrangères, individus, sociétés ou associations;

(e) Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements ou de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou qu'elle désire exercer et émettre des actions libérées et/ou des obligations en paiement du prix d'achat;

(f) Conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

(g) Distribuer, en espèces ou autrement comme dividendes déclarés légalement à même les surplus de la compagnie ou de la manière prévue dans l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres et en particulier les actions, obligations, actions-débetures, certificats, débetures et/ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif ou du passif de la présente compagnie;

(h) Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

(i) Louer, vendre, ou autrement aliéner l'industrie, les biens ou l'entreprise de la compagnie, en tout ou en partie, pour la considération, que la compagnie pourra croire convenable et particulièrement pour des actions, débetures

all of the city and district of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

(a) To carry on, conduct and engage in, in any way or manner whatsoever, the business and activities of an holding and investment company;

(b) To invest in, purchase, take in exchange, underwrite, subscribe or apply for, acquire by original subscription, tender, participation in syndicates or otherwise, and to hold for investment, sell, exchange, transfer, assign, lease and/or otherwise alienate or dispose of, realize upon and turn to account and generally deal in and with, in any way or manner whatsoever, shares, stocks, bonds, debentures, debenture stocks, notes, obligations, evidences of indebtedness and other securities of every kind and description, and any rights and/or interests therein, and generally any property, real or personal, moveable, immovable or mixed, and any and all rights, privileges and interests therein or connected therewith, present or future and any other property and assets wheresoever located, and to change, alter or vary any investments from time to time and to reinvest the proceeds thereof;

(c) To carry on and engage in, in any way or manner whatsoever, the business of promoting, organizing, establishing, managing, administering, and operating commercial and industrial businesses, ventures and enterprises of any and all kinds;

(d) To act as financial or business agent for domestic or foreign corporations, individuals, partnerships or associations;

(e) To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized or desires to carry on and to issue paid up shares and/or bonds in payment or part payment therefor;

(f) To enter into any arrangement for sharing of profits or expenses, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

(g) To distribute in specie or otherwise by way of dividends legally declared out of the surplus of the company or in the manner provided for by section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the company among its members and particularly any shares, bonds, debentures, debenture stock, scrips, obligations and/or other securities received as a consideration of the sale of the whole or any portion of the company's property, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

(h) To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

(i) To lease, sell or otherwise dispose of the business, property or undertakings of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit and in particular any shares, debentures or securities of any other

ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

(j) Payer toutes ou aucune des dépenses incidentes ou encourues lors de la formation et de l'incorporation de la compagnie et le prélèvement de son capital-actions, ou passer des contrats avec toute compagnie ou personne pour en payer le coût;

(k) Souscrire, prendre ou acquérir autrement et détenir des actions, du capital ou autres valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie et les donner en garantie, grever, vendre ou autrement en disposer;

(l) Solliciter, se procurer, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance d'aucune licence, d'aucun pouvoir, d'aucune autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation, aucun autre corps public peut accorder, et les payer, aider et contribuer à leur donner effet, attribuer aussi aucune des actions de la compagnie, obligations et valeurs à en solder généralement les frais, charges et dépens nécessaires;

(m) Rémunérer, soit au moyen de commission ou autrement, toutes personnes ou compagnies pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'actions de la compagnie, ou toutes débetures, actions-débetures ou toutes autres valeurs de la compagnie, dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires;

(n) Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucun autre individu, firme, compagnie ou corporation avec lesquels la compagnie serait en affaires, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation;

(o) Exploiter toute autre industrie ou exercer toute autre activité soit manufacturière ou autrement, que la compagnie jugera incident ou avantageux à la réalisation de ses objets ou susceptible d'augmenter directement ou indirectement la valeur de ou rendre profitable aucun des biens, droits ou produits de la compagnie;

(p) Poursuivre, exercer et exploiter les objets et pouvoirs sus-énumérés et tous les autres objets et pouvoirs nécessaires ou utiles, et soit comme ou par l'entremise de principaux, agents, procureurs, entrepreneurs, facteurs, gérants, bailleurs, locataires ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres et poursuivre, exercer et exploiter l'un quelconque ou plusieurs de tels objets et pouvoirs sans égard aux autres, tels objets et pouvoirs étant censés être distincts et indépendants les uns des autres et ne pas être limités par le nom de la compagnie, et aucune clause des présentes ne sera interprétée comme étant limitée dans son sens général par les termes de toute autre clause ou comme limitant les pouvoirs généraux conférés par les lois de la province de Québec.

Et il est ordonné et déclaré que dans le cas où la compagnie passe des contrats ou transige des affaires avec un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, tels contrat ou transaction ne seront pas invalidés, ou affectés en aucune manière par le fait que ce directeur ou

company having objects altogether or in part similar to those of the company;

(j) To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company and the raising of its share capital or to contract with any company or person to pay the same;

(k) To subscribe for, take up or otherwise acquire and hold shares or stock or other securities of or in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company and to pledge, charge, sell or otherwise dispose of the same;

(l) To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect; and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

(m) To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any person or companies for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

(n) To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

(o) To carry on or engage in any other business or activity whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or products;

(p) To pursue, exercise and carry on the objects and powers hereinbefore set forth and all other necessary or useful objects and powers and either as or by and through principals, agents, attorneys, contractors, factors, managers, lessors, lessees or otherwise, and either alone or in conjunction with others; and to pursue, exercise or carry on any one or more of such objects and powers without regard to the others, such objects and powers being deemed to be several and not dependent on each other and not limited by the name of the company, and no clause hereof shall be construed as limited in its generality by the terms of any other clause or as limiting the general powers conferred by the laws of the Province of Québec.

And it is ordained and declared that in case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors or with any other corporation or association of which one or more of its directors are shareholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in anywise affected by the fact that such director or directors

ces directeurs ont ou peuvent avoir des intérêts dans ces contrats ou transactions qui sont ou peuvent être contraires aux intérêts de la compagnie, lors même que le vote du directeur ou des directeurs ayant tel intérêt contraire soit nécessaire pour obliger la compagnie en vertu de tel contrat ou transaction, pourvu toutefois que, dans pareil cas, le fait que tel intérêt existe soit déclaré aux autres directeurs ou actionnaires affectés par tel contrat ou transaction ou connu d'eux;

Et il est de plus ordonné et déclaré que les actions de la compagnie ne seront pas transférées, sans le consentement d'une majorité des directeurs attesté par une résolution passée par eux et entrée dans les livres de la compagnie;

Le nombre de ses actionnaires ou membres, sans compter les personnes qui sont à l'emploi de la compagnie, et les personnes, qui, ayant été autrefois à l'emploi de la compagnie, étaient durant tel emploi, et ont continué, après la fin de tel emploi d'être membres de la compagnie, n'excèdera pas vingt (20);

Il est interdit de faire appel au public pour faire souscrire aucune action ou débenture de la compagnie, sous le nom de "Walker Holdings Inc.", avec un capital-total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions d'une valeur au pair de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, Province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-huitième jour de juin 1938.

JEAN BRUCHESI,

3481

Sous-secrétaire de la Province.

have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the company, even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction, provided, however, that in any such case the fact of such interest shall be disclosed or known to the other directors or shareholders acting upon or in reference to such contract or transaction;

And it is further ordained and declared that the shares of the company shall not be transferred without the consent of the directors evidenced by a resolution passed by them and recorded in the books of the company;

The number of its shareholders or members, exclusive of persons who are in the employment of the company and of persons who having been formerly in the employment of the company were, while in such employment, and have continued after the termination of such employment to be shareholders of the company, shall not exceed twenty;

Any invitation to the public to subscribe for any shares or debentures of the company is prohibited, under the name of "Walker Holdings Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of the par value of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-eighth day of June, 1938.

JEAN BRUCHESI,

3482-o

Under Secretary of the Province.

"Building Specialties Limited" Spécialités de Construction Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de juin 1938, constituant en corporation: Hector Dansereau, dentiste, Conrad Pélouquin, marchand et Clovis Dansereau, agent manufacturier, tous de Montréal, district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Exercer le commerce d'importateurs, exportateurs, marchands, négociants de tous produits manufacturés, marchandises, effets, produits et commodités pouvant entrer dans la construction d'un édifice quelconque: machines à nettoyer, "vacuum" meubles pour chambre de bain et de toilette, pupitres, chaises, casiers et gardes-robis, tuyaux, poteries, articles céramiques de tous genres, et meubles meublants de toutes sortes, et tous accessoires à vacuum quelconques tels qu'outils à balayer, boyaux, et tous autres objets d'une nature similaire qui peuvent être achetés ou vendus par cette compagnie;

2. Manufacturer tous objets pouvant entrer dans la construction d'un édifice quelconque: machines à nettoyer, "vacuum", meubles pour chambre de bain et de toilette, pupitres, chaises, casiers et garde-robis, tuyaux, poteries, articles céramiques de tous genres, et meubles meublants de toutes sortes, et tous accessoires à vacuum quelconques tels qu'outils à balayer, boyaux, et tous autres objets d'une nature similaire qui peuvent être achetés ou vendus par cette compagnie;

3. Obtenir, acheter, louer ou autrement acquérir et construire, ériger, établir, installer, mettre

"Building Specialties Limited" Spécialités de Construction Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of June, 1938, incorporating: Hector Dansereau, dentist, Conrad Pélouquin, merchant, and Clovis Dansereau, manufacturer's agent, all of Montreal, district of Montreal, for the following purposes:

1. To carry on business as importers, exporters, merchants of and dealers in any manufactured products, merchandise, goods, products and commodities, capable of entering into the construction of any building whatsoever: vacuum cleaners, bath-room and toilet-room furniture, desks, chairs, cabinets and wardrobes, pipes, pottery, ceramic articles of all kinds, and furniture of every kind, and any vacuum accessories whatsoever, such as sweepers, tubes and any other objects of a similar kind capable of being purchased or sold by this company;

2. To manufacture any objects capable of entering into the construction of any building whatsoever: vacuum cleaners, bath-room and toilet-room furniture, desks, chairs, cabinets and wardrobes, pipes, pottery, ceramic articles of all kinds, and furniture of every kind, and any vacuum accessories whatsoever, such as sweepers, tubes and any other objects of a similar kind, capable of being purchased or sold by this company;

3. To secure, purchase, lease or otherwise acquire and build, erect, establish, install, use,

en service, entretenir et faire tous les travaux, usines, matériel, machinerie et outillage de toutes sortes, nécessaires ou convenables pour le commerce et l'industrie de la compagnie;

4. Exercer tout autre commerce ou toute autre industrie, manufacturière ou non, qui pourraient être exercés convenablement par la compagnie en même temps que son industrie ou son commerce en même temps que son industrie ou son commerce, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

5. Acheter, ou autrement acquérir et vendre, améliorer, construire, modifier des propriétés immobilières ou autrement en disposer et en faire le trafic ou le commerce autrement;

6. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

7. Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention qui paraîtront susceptibles de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements requis;

8. Acheter tous commerces ou toutes industries en opérations dans les lignes ci-dessus, et les payer en argent ou en parts de cette compagnie;

9. Acheter, hypothéquer, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir ou disposer de tous les biens mobiliers ou immobiliers ou de tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie ou de son commerce, et en particulier, toutes machineries, matériaux et fonds de commerce;

10. Tirer, faire, accepter, endosser et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements et autres instruments de commerce négociables et transférables;

11. Emprunter tous montants que la compagnie jugera utile et nécessaire d'emprunter pour les fins de ses entreprises et l'exercice d'aucun de ses pouvoirs en aucun temps et aussi souvent qu'elle le jugera à propos, et faire lesdits emprunts aux termes et conditions et en donnant les garanties et hypothèques que la compagnie trouvera raisonnable;

12. Acquérir des parts ou actions dans le capital-actions d'autres compagnies exerçant un commerce ou une industrie similaires ou autres, et les payer, en tout ou en partie, avec des actions dans le capital-actions de cette compagnie;

13. Acquérir par achat, bail ou autre titre légal, détenir, fabriquer, construire, maintenir et opérer tout stock, outillage, machinerie, équipement et appareil de tout genre, nécessaire ou utile pour atteindre des objets de la compagnie, les vendre, louer ou autrement en disposer;

14. Acquérir, posséder, détenir toutes les propriétés mobilières et immobilières nécessaires ou utiles à l'exercice d'aucun des pouvoirs conférés à la compagnie par les présentes, bâtir sur icelles, les améliorer, vendre, louer ou autrement en disposer;

maintain and carry on any works, factories, plant, machinery and equipment of every kind, necessary or suitable for the company's business and trade;

4. To carry on any other business or trade, whether manufacturing or otherwise which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or trade, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

5. To purchase or otherwise acquire and sell, improve, construct, alter any immovable properties or otherwise dispose thereof or otherwise deal in or deal with the same;

6. To enquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

7. To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so required;

8. To purchase any business or business concerns, in the foregoing lines of business and to pay therefor in cash or in shares of this company;

9. To purchase, hypothecate, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire or dispose of any moveable or immovable properties or any rights or privileges which the company may deem necessary or suitable for the purposes of its industry or its trade; and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

10. To draw, make, accept, endorse and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading and other negotiable and transferable instruments;

11. To borrow any sums of money which the company may deem useful and necessary to borrow for the purposes of its undertaking and the exercise of any of its powers, at any time and as often as it may be deemed necessary, and to borrow on such terms and conditions and by giving such security and hypothecs as the company may deem reasonable;

12. To acquire stock or shares in the capital-stock of other companies carrying on a similar or other business or industry or trade, and to pay therefor, in whole or in part with shares of the capital-stock of the present company;

13. To acquire by purchase, lease or other legal title, hold, manufacture, build, maintain and operate any stock, plant, machinery, equipment, and apparatus of every kind required or useful for the attainment of the company's purposes, sell, lease or otherwise dispose of same;

14. To acquire, own, hold any moveable and immovable properties necessary or useful for the exercise of any of the powers hereby conferred on the company, to build thereon, improve, sell, lease or otherwise dispose thereof;

15. Acquérir par achat, bail ou autre titre légal construire, ériger, maintenir, opérer et exploiter toute boutique, usine, hangar, atelier, magasin, et toutes autres bâtisses et constructions nécessaires ou utiles pour atteindre aucun des objets de la compagnie, les vendre, louer ou autrement en disposer;

16. Demander, obtenir, acquérir par achat, bail ou autre titre légal, détenir, user, exercer, exploiter, vendre, céder ou autrement disposer de toute marque de commerce, brevet d'invention, brevet industriel, procédés, licence, concession, privilège, franchise et autres droits;

17. Acquérir toute entreprise ou affaire semblable en tout ou en partie, à celle de la présente compagnie, ou à aucun commerce ou industrie qu'elle est autorisée à exercer, avec l'outillage, marchandises, l'achalandage, les franchises et l'actif d'icelle, de toute nature, et les payer en numéraire, actions, obligations, débetures, ou autres valeurs de la compagnie, ou autrement;

18. Faire toute convention relativement à tout partage de bénéfice, à des avantages réciproques ou relativement à la coopération avec toute personne, société, ou compagnie, promouvoir et aider à promouvoir, ou organiser des compagnies, syndicats, sociétés aux fins d'acquérir toutes propriétés et d'assumer toute obligation de la présente compagnie, pour atteindre directement ou indirectement les buts de la compagnie ou pour toute autre fin que la compagnie jugera avantageuse;

19. Vendre, échanger, louer ou disposer de l'entreprise de la compagnie, ou d'aucune partie d'icelle, moyennant le prix que la compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie, s'unir à toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

20. Acheter, acquérir, détenir, vendre, transporter ou autrement disposer d'actions, d'obligations, débetures et autres valeurs de toute compagnie, exercer tous les droits et privilèges qui s'y rattachent, y compris le droit de voter en vertu d'icelle, et émettre en échange pour icelle des actions, obligations et débetures de cette compagnie ou autrement les payer;

21. Prendre part à l'administration, à la surveillance ou au contrôle de toute industrie ou opération de toute compagnie dont les objets sont en totalité ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, et à cette fin, nommer ou rémunérer tous directeurs, comptables, experts ou autres agents;

22. Emettre et répartir comme entièrement libérées des actions du fonds-capital de la présente compagnie, en paiement de fonds de commerce ou marchandises, de droits, intérêts, brevets ou biens mobiliers ou immobiliers que la compagnie pourra acheter ou acquérir, pour ouvrages faits, pour toutes garanties données, ou avec l'assentiment des actionnaires, pour services rendus ou à être rendus dans l'intérêt de la compagnie, y compris les services rendus ou à être rendus relativement à la formation de la compagnie;

23. Faire des avances d'argent, aux conditions qui paraîtront avantageuses, aux clients et autres personnes ayant des relations d'affaires avec la compagnie et garantir l'exécution de contrats, entreprises par telles personnes;

24. Hypothéquer, grever ou autrement affecter aucun bien ou propriété mobilier ou immobilier, présent ou futur, qu'elle pourra posséder

15. To acquire by purchase, lease or other legal title, build, erect, maintain, operate and exploit any workshop, plant, shed, factory and store necessary or useful for the attainment of any of the object of the company, to sell, lease or otherwise dispose of the same;

16. To apply for, obtain, acquire by purchase, lease or other legal title, hold, use, exercise, operate, sell, assign or otherwise dispose of any trademark, patent of invention, industrial design, process, license, concession, privilege, franchise and other rights;

17. To acquire any undertaking or business, altogether or partly similar to that of the present company or to that of any business which it is authorized to carry on, with the equipment, merchandise, good-will, franchises and assets thereof, of any kind, and to pay therefor in cash, shares, bonds, debentures or other securities of the company or otherwise;

18. To enter into any agreement for the sharing of profits, reciprocal concession or respecting co-operation with any person; partnership or company, to promote and assist in promoting, organize and assist in organizing companies, syndicates, partnerships for the purpose of acquiring any properties and to undertake any obligation of the present company, to attain, directly or indirectly, the objects of the company or for any other purpose which the company may deem advantageous;

19. To sell, exchange, lease or dispose of the undertaking of the company or any part thereof, for such price as the company may deem suitable and particularly for shares, debentures or securities of any other company having objects wholly or partly similar to those of the company, and to amalgamate with any other company having objects altogether or partly similar to those of the present company;

20. To purchase, acquire, hold, sell, transfer, or otherwise dispose of shares, bonds, debentures and other securities of any company, exercise any rights and privileges attached thereto, including the right to vote in virtue thereof, and to give in exchange, for the same, shares, bonds and debentures of the present company, or otherwise pay for the same;

21. To take part in the management, supervision or control of the business or operations of any company having purposes in whole or in part similar to those of the present company, and for that purpose to appoint and remunerate any directors, accountants, or other experts or agents;

22. To issue and allot as fully paid-up shares of the capital stock of the present company in payment for stock in trade or merchandise, rights, interests, patent or moveable or immovable properties which the company may purchase or acquire, for work done or for any security given, or, with the approval of the shareholders, for services rendered or to be rendered in the interest of the company, including services rendered or to be rendered respecting the formation of the company;

23. To make advances of money, on such conditions as may appear advantageous, to customers or other persons having business relations with the company and to guarantee the performance of contracts and undertakings by such persons;

24. To hypothecate, pledge or otherwise affect any assets or property, moveable or immovable, present or future, which it may own, as

pour garantir des obligations, débetures ou action obligatoires;

25. Etablir, maintenir, diriger dans aucune des parties de la province de Québec, des fabriques, des manufactures, des bureaux d'affaires, des succursales, des agences ou des sous-agences, pouvant contribuer directement ou indirectement à l'extension de l'industrie ou du commerce de la présente compagnie;

26. Considérer que les pouvoirs accordés dans aucun paragraphe ne pourront être limités ou restreints en aucune manière par les termes d'autres paragraphes;

27. Entrer en pourparlers avec toutes ou chacune des autorités fédérale, provinciale, municipale, locale ou autrement, afin de solliciter et acquérir de telle autorité tous permis, droits, licences, privilèges, franchises, que la compagnie croira avantageux d'obtenir et d'exercer;

28. Faire toutes les choses, toute opération financière et exercer tous les pouvoirs incidents à la poursuite des objets pour lesquels la compagnie est constituée, sous le nom de "Building Specialties Limited" "Spécialités de Construction Limitée", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-troisième jour de juin 1938.

JEAN BRUCHESI,

3483-0 Sous-secrétaire de la Province.

guarantee for any bonds, debentures or debenture-stock;

25. To establish, maintain and conduct, in any part of the Province of Quebec, any factories, manufactories, business offices, branches, agencies or sub-agencies, which may be directly or indirectly conducive to the expansion of the trade or business of the present company;

26. To consider that the powers granted in any paragraph shall in nowise be limited or restricted by the terms of any other pragraph;

27. To enter into negotiations with all or any authorities, federal, provincial, municipal, local or otherwise, in order to solicit and acquire from any such authority any permits, rights, licences, privileges, franchises, which the company may deem advantageous to obtain and operate;

28. To do all things, carry on any financial operations and exercise all powers incidental to the pursuit of the purposes for which the company is incorporated, under the name of "Building Specialties Limited" "Spécialités de Construction Limitée", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-third day of June, 1938.

JEAN BRUCHESI,

3484 Under Secretary of the Province.

"Ford Shoe Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de juin, 1938, constituant en corporation James Arthur Mathewson, et Kenneth Albert Wilson, avocats et conseil en loi du Roi, et Arthur Ives Smith, avocat, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

(a) Exercer les opérations qui consistent à manufacturer, importer, exporter et faire le commerce de bottines et souliers et articles en cuir en général, y compris des tanneries, établissements pour travailler le cuir pour la préparation, le traitement et le travail du cuir, soit seul ou en combinaison avec d'autres articles, et des ateliers de gros et de détail, salles de démonstration et autres établissements pour la publicité et la distribution des produits de la compagnie et les articles, effets et marchandises fabriqués, vendus par la compagnie et/ou dont elle fait le commerce ou le négoce;

(b) Acheter, louer, dessiner, ériger, construire, installer, posséder, entretenir, exploiter, arrenter, vendre ou autrement disposer de machineries, outils, dispositifs, accessoires, moulins, manufactures, ateliers de machines, forges, hauts fourneaux, machineries pour produire l'électricité pour le seul usage de la compagnie, des concessions forestières, droits brevetés, marques de commerce, franchises, concessions et droits de toutes sortes; et généralement faire toutes les autres choses susceptibles de conduire à l'exploitation avec succès des opérations de la compagnie;

(c) Exercer toute autre industrie qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenable-

"Ford Shoe Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of June, 1938, incorporating: James Arthur Mathewson, and Kenneth Albert Wilson, advocates and King's Counsel, and Arthur Ives Smith, advocate, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

(a) To carry on a manufacturing, importing, exporting and trading business of boots and shoes and leather goods generally, including tanneries, leather working establishments for the preparation, treatment and working of leather, either alone or in combination with other articles, and wholesale and retail shops, sample rooms and other establishments for the advertising and distribution of the company's products and the goods, wares and merchandise manufactured, sold and/or dealt with or dealt in by it;

(b) To purchase, rent, design, erect, build, install, own, maintain, operate, lease, sell or otherwise dispose of machinery, tools, implements, equipment, mills, factories, machine shops, forges, blast furnaces, electric generating machinery for the company's own use, timber limits, patent rights, trade-marks, franchises, concessions and rights of all kinds; and generally to do all such things as may be conducive to the successful operation of the company's business;

(c) To carry on any other business which may seem to the company capable of being conven-

ment exercée en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

(d) Acheter ou autrement acquérir et se charger de la totalité ou de l'un quelconque des biens, commerces, propriétés, privilèges, contrats, droits, obligations et engagements de toute autre compagnie ou de toute société, firme ou personne exerçant aucune industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie;

(e) Demander, acheter ou autrement acquérir tous brevets, droits brevetés, droits d'auteur, marques de commerce, formules, permis, concessions et choses de même nature conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention ou aucun secret ou autre renseignement au sujet d'une invention qui sembleront susceptibles d'être utilisés pour l'une quelconque des fins de la compagnie ou dont l'acquisition semblera de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer ou accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements acquis de cette manière;

(f) Se fusionner ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute autre compagnie ou toute société, firme ou personne exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter ou toute industrie ou transaction susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi prêter des deniers, garantir les contrats ou autrement aider toute telle compagnie, société, firme ou personne et prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir ou les négocier autrement;

(g) Prendre ou autrement acquérir et détenir les actions, débiteures ou autres valeurs de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie ou exerçant aucune industrie susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie et les vendre ou les négocier autrement;

(h) Conclure des conventions avec tout gouvernement ou toute autorité municipale, locale ou autre, qui sembleront susceptibles de conduire aux objets de la compagnie ou à l'un quelconque des dits objets, et obtenir des dits gouvernements ou autorités tous droits, privilèges et concessions que la compagnie croira désirable d'obtenir, et exécuter, exercer les dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

(i) Établir et supporter ou aider à l'établissement et au support d'associations, institutions, fonds, fiducies et convenances devant bénéficier aux employés ou ex-employés de la compagnie ou ses prédécesseurs en affaires, ou les parents de ces dites personnes ou ceux dont ils sont les soutiens, et accorder des pensions et allocations et payer des primes d'assurance pour eux, et souscrire ou garantir des sommes d'argent pour fins charitables ou de bienfaisance ou pour toute expédition ou pour tous objets d'utilité publique ou générale;

(j) Promouvoir une ou plusieurs autres compagnies dans le but d'acquérir ou d'assumer la totalité ou l'un quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres

intently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

(d) To purchase or otherwise acquire and undertake all or any of the assets, business, property, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of any other company or any society, firm, or person carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

(e) To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, patent rights, copyrights, trademarks, formulae, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account, the property, rights or information so acquired;

(f) To amalgamate or enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any other company or any society, firm or person, carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such company, society, firm or person, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, or otherwise deal with the same;

(g) To take, or otherwise acquire and hold, shares, debentures or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as, directly or indirectly, to benefit the company, and to sell or otherwise deal with the same;

(h) To enter into any arrangements with any government or authority, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such government or authority any rights, privileges and concessions which the company may think desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

(i) To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company or of its predecessors in business, or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful object;

(j) To promote any other company or companies for the purpose of acquiring or taking over all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which

finis qui sembleront directement ou indirectement de nature à profiter à la compagnie;

(k) Acheter, prendre à bail ou en échange, louer et autrement acquérir et détenir, vendre ou autrement faire le commerce de propriétés réelles et personnelles et tous droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou convenables pour les fins de ses opérations et particulièrement tous terrains, édifices, immunités, machines, matériels et fonds de commerce;

(l) Construire, embellir, entretenir, travailler, administrer, exécuter ou contrôler tous chemins, routes, embranchements ou voies d'évitement, ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, manufactures, entrepôts, usines électriques, boutiques, magasins et autres travaux et convenances qui sembleront de nature à promouvoir directement ou indirectement les intérêts de la compagnie, et contribuer, subventionner ou autrement aider ou prendre part à la construction, l'embellissement, l'entretien, la mise en opération, l'administration, l'exécution ou le contrôle d'eux, pour les seules fins de l'exploitation de l'industrie de la compagnie et seulement sur les terrains possédés ou contrôlés par la compagnie;

(m) Prêter des deniers à toute autre compagnie ou à toute société, firme ou personne ayant des relations d'affaires avec la compagnie ou avec lesquelles la compagnie projette d'avoir des relations d'affaires ou à toute autre compagnie dont les actions sont détenues par la compagnie;

(n) Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

(o) Vendre ou aliéner la totalité ou une partie quelconque de l'entreprise de la compagnie pour la considération que la compagnie croira convenable et particulièrement pour les actions, débiteures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

(p) Demander, obtenir, acquérir par octroi, décret législatif, cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance de toute charte, permis, pouvoir autorisation, franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement ou autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, les aider et contribuer à les mettre en vigueur et affecter aucune des actions, débiteures ou autres valeurs de la compagnie et ses biens pour en payer les frais, charges et dépenses nécessaires;

(q) Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans tout pays ou endroit étranger et désigner les personnes conformément aux lois de ce pays ou endroit étranger pour représenter la compagnie et accepter assignation pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

(r) Rémunérer toute autre compagnie ou toute société, firme ou personne pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie ou toutes débiteures ou autres valeurs de la compagnie, ou dans ou au sujet de l'organisation, de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

(s) Prélever et contribuer à prélever des deniers, et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties ou autrement toute autre compagnie avec laquelle la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires ou dont les

may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

(k) To purchase, take on lease or in exchange, hire, and otherwise acquire and hold, sell or otherwise deal with any real and personal property and any rights or privilege which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any land, buildings, easements, machinery, plant and stock-in-trade;

(l) To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any roads, ways, branches or sidings, bridges, reservoirs, water-courses, wharves, manufactories, warehouses, electric works, shops, stores and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interests, and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof, for the sole purpose of the operation of the company's business, and only on lands owned or controlled by the company;

(m) To lend money to any other company, or any society, firm or person, having dealings with the company or with whom the company proposes to have dealings or to any other company any of whose shares are held by the company;

(n) To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

(o) To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company which has objects altogether or in part similar to those of the company;

(p) To apply for, secure, acquire by grant, legislative enactment, assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any charter, license, power, authority, franchise, concession, right or privilege, which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, debentures, or other securities and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

(q) To procure the company to be registered and recognized in any foreign country or place, and to designate persons therein according to the laws of such foreign country or place to represent the company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

(r) To remunerate any other company, or any society, firm or person for services rendered, or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of, any of the shares in the company's capital or any debentures or other securities of the company, or in or about the organization, formation or promotion of the company or the conduct of its business;

(s) To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee or otherwise, any other company with which the company may have business relations or any of whose shares, debentures

actions, débetures ou autres obligations sont détenues par la compagnie et garantir l'exécution ou l'accomplissement de tous contrats ou obligations de toute telle compagnie ou de toutes personnes avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires, et particulièrement garantir le remboursement du capital et le service des intérêts sur les débetures ou autres valeurs, hypothèques et engagements de toute telle compagnie;

(t) Prendre les moyens jugés nécessaires pour faire connaître les produits de la compagnie et particulièrement par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou de valeur, par la publication de livres et revues périodiques;

(u) Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement négocier la totalité ou une partie quelconque des biens de la compagnie;

(v) Emettre et répartir des actions entièrement ou partiellement libérées du capital-actions de la compagnie en paiement intégral ou partiel de toutes propriétés réelles ou personnelles achetées ou autrement acquises par la compagnie ou de tous services rendus à la compagnie;

(w) Distribuer entre les actionnaires de la compagnie en nature, espèce ou autrement toutes propriétés ou tous biens de la compagnie y compris tous produits de la vente ou de l'aliénation de toutes propriétés de la compagnie et particulièrement toutes actions, débetures ou autres valeurs de ou dans toute autre compagnie appartenant à la compagnie ou dont elle aurait le pouvoir d'aliéner; pourvu soit que cette distribution soit faite dans le but de permettre à la compagnie de livrer sa charte pour annulation en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, ou que cette distribution, à part les dispositions de ce paragraphe, soit légale si elle eût été faite en deniers comptant;

(x) Payer à même les fonds de la compagnie toutes ou l'une quelconque des dépenses incidentes ou connexes à sa formation et à son organisation ou que la compagnie peut considérer comme préliminaires;

(y) Etablir des agences et succursales;

(z) Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

(aa) Demander, promouvoir et obtenir tout statut, ordonnance, ordre, réglementation ou autre autorisation ou décret qui sembleront de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie; et s'opposer à toutes procédures ou demandes qui sembleront directement ou indirectement préjudiciables aux intérêts de la compagnie;

(bb) Prendre ou détenir des gages, hypothèques privilèges et charges pour garantir le remboursement du prix d'achat ou toute balance impayée du prix d'achat d'une partie quelconque des biens de la compagnie de quelque nature que ce soit, vendus par la compagnie, ou tous deniers dus à la compagnie des acheteurs et autres et vendre ou autrement disposer des dits gages, hypothèques, privilèges et charges;

(cc) Exécuter tous ou l'un quelconque des objets de la compagnie et faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

(dd) Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets et à l'exercice des pouvoirs de la compagnie, sous le nom de "Ford Shoe Ltd.", avec un

or other obligations are held by the company and to guarantee the performance or fulfilment of any contracts or obligations of any such company or of any person with whom the company may have business relations, and in particular to guarantee the payment of the principal of and interest on debentures or other securities, mortgages and liabilities of any such company;

(t) To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals;

(u) To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

(v) To issue and allot fully or partly paid shares of the capital stock of the company in payment or part payment of any real or personal property purchased or otherwise acquired by the company or any services rendered to the company;

(w) To distribute among the shareholders of the company in kind, specie or otherwise, any property or assets of the company including any proceeds of the sale or disposal or any property of the company and in particular any shares, debentures, or other securities of or in any other company belonging to the company, or of which it may have power to dispose; provided either that such distribution is made for the purpose of enabling the company to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act, or that such distribution, apart from the provisions of this paragraph, would have been lawful if made in cash;

(x) To pay out of the funds of the company all or any of the expenses of or incidental to the formation and organization thereof, or which the company may consider to be preliminary;

(y) To establish agencies and branches;

(z) To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

(aa) To apply for, promote and obtain any statute, ordinance, order, regulation or other authorization or enactment which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company; and to oppose any proceedings or application which may seem calculated directly or indirectly to prejudice the company's interests;

(bb) To take or hold mortgages, hypothecs, liens and charges to secure payment of the purchase price, or for any unpaid balance of the purchase price of any part of the company's property of whatsoever kind sold by the company, or any money due to the company from purchasers and others and to sell or otherwise dispose of said mortgages, hypothecs, liens and charges;

(cc) To carry out all or any of the objects of the company and do all or any of the above things as principal, agent, contractor, or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

(dd) To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the objects and the exercise of the powers of the company, under the name of "Ford Shoe Ltd.",

capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Terrebonne, district de Terrebonne, province de Québec.

Daté du bureau du Secrétaire de la Province, ce vingt-huitième jour de juin, 1938.

3485 JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Terrebonne, in the district of Terrebonne, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-eighth day of June, 1938.

3486-o JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

"H. G. Lepage, Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour de juin 1938, constituant en corporation: Martin-Josué Lepage, marchand, Paul Lepage, commis, et Charles-Borromée Bélanger, comptable, tous de la ville de Rimouski, dans les buts suivants:

1. Faire le commerce de marchand général, en gros et en détail, marchand à commission, agent de commerce, marchand de bois et de matériaux de construction, faire le troc ou échange des produits de la ferme, des pêcheries ou de la forêt pour d'autres marchandises provenant du commerce autorisé de la compagnie, dans la province de Québec;

2. Acquérir tout l'actif ou partie de l'actif (as a going concern) de toute personne, société ou compagnie faisant un commerce semblable à celui que la compagnie a l'intention d'exercer et en particulier celui de H.-G. Lepage, Enregistré, de Rimouski, et payer l'acquisition pour le tout en argent, ou pour le tout ou pour partie en actions acquittées du capital-actions de la compagnie;

3. Exercer aucune autre industrie excepté celles qui ne relèvent pas de l'autorité législative de la province ou pour l'exercice desquelles il faut des pouvoirs spéciaux ou une incorporation spéciale, que la corporation jugera capable d'être profitablement exercée conjointement avec aucun des objets précités, ou susceptibles directement ou indirectement d'accroître la valeur des biens ou droits de la compagnie ou de les rendre profitables;

4. Faire aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne, compagnie, exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce, genre d'affaires, qu'elle peut exercer ou auxquels elle peut s'adonner, ou aucun commerce ou genre d'affaires propres à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent à, garantir les contrats de, ou autrement aider aucune telle personne ou compagnie, prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucunes telles compagnies ou personnes en relation d'affaires avec la compagnie, aussi les vendre, détenir ou autrement les négocier;

5. Distribuer entre les actionnaires de la compagnie en nature, espèce ou autrement, de la manière reçue par voie de dividendes, bonis ou de la manière prescrite par l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, toutes propriétés ou tous biens de la compagnie ou tous produits de la vente ou de l'aliénation de toutes propriétés de la compagnie et particulièrement toutes actions, obligations, débetures, actions-débetures ou autres

"H. G. Lepage, Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of June, 1938, incorporating: Martin Josué Lepage, merchant, Paul Lepage, clerk, and Charles Borromée Bélanger, accountant, all of the town of Rimouski, for the following purposes:

1. To carry on business as general merchant, both wholesale and retail, commission merchant, business agent, lumber merchant and dealer in building materials, to barter or exchange farm products, fish or forest products for other merchandise derived from the company's authorized business in the Province of Quebec;

2. To acquire as a going concern, the assets or part of the assets of any person, partnership or company, carrying on a business similar to that which the company intends to carry on, and, in particular, that of H. G. Lepage Enregistré, of Rimouski, and to pay for such acquisition wholly in cash, or wholly or partly in paid-up shares of the capital stock of the company;

3. To carry on any other industry, save those not coming under the Legislative authority of the Province or for the exercise of which special powers are or a special incorporation is required, which the corporation may deem capable of being profitably carried on in connection with any of the foregoing objects, or calculated to directly or indirectly enhance the value of or render profitable the property or rights of the company;

4. To enter into any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transactions, which it may carry on or engage in or any business or transaction capable of being carried on so as to directly or indirectly benefit the company, to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company, to take or otherwise acquire shares and securities of any such companies or person having business dealings with the company, also to sell, hold or otherwise deal with the same;

5. To distribute amongst the shareholders of the company, in kind, specie or otherwise, as may be resolved, by way of dividends, bonus or in the manner set forth in article 81 of the Quebec Companies' Act, any properties or assets of the company or any proceeds of the sale or disposal of any properties of the company and particularly any shares, bonds, debentures, debenture-stock or other securities of or in any other company

valeurs de ou dans toute autre compagnie appartenant à cette compagnie, ou dont elle aurait le pouvoir d'aliéner;

6. Généralement acheter, prendre, louer ou échanger, prendre à bail ou autrement acquérir aucune propriété mobilière ou immobilière, ainsi que tous les droits ou privilèges que la compagnie estimera nécessaires ou utiles à son industrie et en disposer à titre onéreux;

7. Emprunter sur le crédit de la compagnie, émettre des bons, obligations ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugés convenables; hypothéquer ou donner en garantie les immeubles ou biens meubles de la compagnie, ou donner ces deux espèces de garanties pour assurer le paiement des bons, obligations ou autres valeurs ou de tout emprunt de deniers ou considérations reçues pour les fins de la compagnie;

8. Aucun appel ne sera fait au public pour faire souscrire les actions de la compagnie;

9. Sauf les actions détenues par les requérants, et sauf la transmission des dites actions par succession ou testament, et sauf résolution des actionnaires, aucune action de la compagnie après émission, ne pourra être vendue, cédée et transférée dans les livres de la compagnie, à une personne qui ne soit pas un actionnaire dûment enregistré de la compagnie, à moins d'avoir été offerte au préalable aux actionnaires de la compagnie à un prix n'excédant pas le prix déterminé par le dernier bilan approuvé par les actionnaires à leur dernière assemblée générale annuelle. L'offre devra se faire par lettre recommandée adressée au président ou secrétaire de la compagnie au bureau principal de cette dernière, et un délai de trente jours sera accordé pour la réponse du président ou du secrétaire. À défaut d'acceptation totale ou partielle de l'offre dans le susdit délai, les dites actions ou partie d'icelles non comprises dans l'acceptation, pourront alors être vendues, cédées et transférées dans les livres de la compagnie à toute personne, conformément aux règlements de la compagnie, sous le nom de "H.-G. Lepage, Limitée," avec un capital total de quarante-neuf mille neuf cents dollars (\$49,900.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (499) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans la ville de Rimouski.

Daté du bureau du secrétaire de la Province ce vingt et unième jour de juin 1938.

3487-o JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

belonging to the present company, or of which it may have power to dispose;

6. Generally to purchase, take, lease or exchange, take on lease or otherwise acquire any moveable or immoveable property, and any right and privileges which the company may deem necessary or useful for its industry and to dispose thereof under onerous title;

7. To borrow on the credit of the company, issue bonds, debentures or other securities of the company and to give as security or sell the same for such prices and sums as may be deemed expedient; to hypothecate or pledge the immoveables or movable properties of the company, or give both species of guarantee to secure the payment of the bonds, debentures or other securities or any loan of money or consideration received for the purposes of the company;

8. No appeal shall be made to the public for the subscription of its shares;

9. Save those shares held by the petitioners and save the transfer of the said shares by legacy or will, and except upon a resolution of the shareholders, no share of the company, after the issue thereof, may be sold, assigned or transferred in the books of the company, to any person who is not a duly registered shareholder in the company, unless it be previously offered to the shareholders of the company for a price not exceeding the price determined by the last balance sheet approved by the shareholders at their last general annual meeting. The offer must be made by registered letter addressed to the President or Secretary of the company, at the latter's head-office, and a delay of thirty days shall be allowed for the answer from the President or Secretary. In the absence of total or partial acceptance of the offer within the aforesaid delay, the said shares or part thereof, not included in the acceptance, may be sold, assigned and transferred in the books of the company, to any other person, in conformity with the by-laws of the company, under the name of "H. G. Lepage, Limitée," with a total capital stock of forty-nine thousand nine hundred dollars (\$49,900.00), divided into four hundred and ninety-nine (499) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the town of Rimouski.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-first day of June, 1938.

3488 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

"Journal Sportif, Limitée"—"Sports News, Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de juin 1938, constituant en corporation: Roch Goyette, employé de bureau, Henri Boivin, dessinateur, et Jean Goyette, avocat, tous trois de la cité de Granby, district de Bedford, dans les buts suivants:

(1) Imprimer, publier, mettre en circulation, diriger et vendre des gazettes, journaux, revues, périodiques, pamphlets, magazines, livres, annonces, mappes, cartes, gravures, lithographies, croquis, vignettes, électrotypes, images et illustrations coloriées ou non; faire affaires comme

"Journal Sportif, Limitée"—"Sports News, Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of June 1938, incorporating: Roch Goyette, office employee, Henri Boivin, designer, and Jean Goyette, advocate, all three of the city of Granby, district of Bedford, for the following purposes:

(1) To print, publish, circulate, conduct and sell newspapers, journals, reviews, periodicals, pamphlets, magazines, books, advertisements, maps, charts, engravings, lithographs, etchings, woodcuts, electrotypes, pictures and illustrations whether coloured or without colour; to carry on

imprimeurs, relieurs, lithographes, stéréotypistes, graveurs, photo-graveurs, électrotypistes, graveurs en relief, libraires, étampeurs, dessinateurs et publicistes;

(2) Acheter et vendre des espaces pour annonces ou privilèges et acquérir et mettre en opération des franchises pour fins de publicité ou pour l'achat ou la vente de privilège de publicité et généralement exploiter un commerce général de publicité comme entrepreneurs et agents en publicité et comme tels d'exploiter un commerce général de promotion et d'agence en rapport avec les annonces de toutes sortes;

(3) Acheter, vendre, louer ou échanger des immeubles, machines, commerces, obligations, marchandises, droits d'auteur, marques et noms de commerce, brevets d'invention nécessaires ou utiles aux fins de la compagnie;

(4) Acquérir l'actif et le passif de toute personne ou compagnie exerçant tout commerce en tout ou en partie semblable à celui de la présente compagnie et les payer en obligations, actions ou autres valeurs de la compagnie;

(5) Accepter, acheter, acquérir, posséder, louer, exploiter, aliéner, donner, échanger et hypothéquer toutes espèces de propriétés mobilières;

(6) Acquérir, acheter, posséder, exploiter, aliéner ou donner toutes promesses de vente d'immeubles, tous droits réels sur les immeubles, tels que, hypothèques, privilèges ou autres droits; acquérir, acheter, posséder, aliéner, donner ou échanger des terres et lots vacants; diviser en lots et préparer les cadastres de toutes étendues de terre; faire construire tous lots vacants ou étendues de terre lui appartenant; altérer, améliorer et reconstruire tous immeubles lui appartenant et les exploiter comme propriétaire;

(7) Acheter, louer, exploiter, échanger, aliéner et mettre en service pour le transport des biens et produits de la compagnie des voitures, automobiles, camions et autres véhicules-moteurs de tous genres;

(8) Acquérir par achats, concessions, échanges ou autres titres légaux et construire, ériger, exploiter, entretenir et régir des fabriques, ateliers, magasins, dépôts, ateliers de construction de machines et autres constructions nécessaires pour les industries ci-dessus, et toutes autres propriétés mobilières ou immobilières, les louer, les vendre, et en disposer;

(9) Agir comme agents spéciaux pour des syndicats de nouvelles, des publicistes et imprimeurs et fournir généralement des articles de nouvelles par dépêches ou autrement, aux journaux;

(10) Accepter, posséder, exploiter, louer, échanger et aliéner toutes propriétés mobilières ou immobilières pour recouvrer des créances ou pour en faciliter et en assurer le paiement; accepter et recevoir des immeubles et des hypothèques en paiement ou en garantie de dettes existantes; prendre, acquérir, détenir, échanger, vendre, aliéner des biens de toute nature, réels ou personnels, meubles ou immeubles;

(11) Adopter, pour promouvoir le commerce de la compagnie, tels moyens qui seront jugés opportuns et en particulier, se servir des annonces dans les journaux, des circulaires;

(12) Exercer toutes autres industries, manufacturières ou autres que la compagnie croira capables d'être convenablement exercées en rapport avec les industries ci-dessus;

(13) Faire tous arrangements avec les autorités fédérales, provinciales, municipales, locales ou autres, tendant à la réalisation des objets de la présente compagnie dans le but d'obtenir desdites autorités tous statuts, ordonnances,

the business of printers, binders, lithographers, stereotypers, engravers, photo-engravers, electrotypers, embossers, stationers, die stampers, designers and publishers;

(2) To buy and sell advertising space or privileges and to acquire and operate franchises for the purpose of advertising or for the buying or selling of advertising privileges and generally to carry on a general advertising business as advertising contractors and agents and as such to carry on a general promotion and agency business in connection with advertising of all kinds;

(3) To purchase, sell, lease or exchange any immovables, machines, businesses, bonds, merchandise, copyrights, trade marks and trade names, patents of invention required or useful for the purposes of the company;

(4) To acquire the assets and liabilities of any person or company carrying on any business altogether or partly similar to that of the present company and to pay therefor in bonds, shares or other securities of the company;

(5) To accept, purchase, acquire, possess, lease, operate, alienate, give, exchange and hypothecate all kinds of movable property;

(6) To acquire, purchase, possess, operate, alienate or give any promises of sale of real estate and any real rights upon immovables, such as hypothecs, privileges or other rights; to acquire purchase, possess, alienate, give or exchange vacant lands and lots; to divide into lots and prepare the cadaster of any tracts of land belonging to it; to alter, improve and re-build any immovables belonging to it and to operate the same as proprietors;

(7) To purchase, lease, exploit, exchange, alienate and operate, for the transportation of the property and products of the company, any vehicles, automobiles, trucks and other motor vehicles of all kinds;

(8) To acquire by purchase, concession, exchange or other legal titles and build, erect, operate, maintain and manage any factories, work-shops, stores, depots, machine shops, engine rooms and other constructions required for the aforesaid businesses, and any other moveable or immovable property, to lease, sell and dispose of the same;

(9) To act as special agents for news syndicates, publishers and printers and to supply general news articles by wire or otherwise to newspapers;

(10) To accept, possess, exploit, lease, exchange and alienate movable and immovable property to recover credits or to facilitate and assure such recovery; to accept and receive immovables and hypothecs in payment of or as security for existing debts; take, acquire, hold, exchange, sell, alienate property of all kinds, real or personal, movable or immovable;

(11) To adopt to promote the business of the company, such means as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars;

(12) To carry on any other business, manufacturing or otherwise, which the company may think capable of being conveniently carried on with the above business;

(13) To enter into any arrangements with any authorities, federal, provincial, municipal or otherwise, that may seem conducive to the attainment of the company's objects and to obtain from any such authorities any statutes,

licences, contrats, décrets, droits, pouvoirs, franchises, privilèges et concessions qui peuvent paraître opportuns à la compagnie en vue de ses fins:

(14) Louer, vendre ou autrement en disposer, tout ou partie du commerce, de la propriété et entreprise de la compagnie, moyennant le prix et aux conditions qu'elle jugera convenables et, en particulier, pour les actions, bons, débetures ou autres titres et valeurs de toutes compagnies ou corporations:

(15) Emprunter tous montants que la compagnie jugera à propos, pour les fins de son commerce ou de son industrie, en tout temps et aussi souvent qu'elle le jugera opportun, sous les termes, conditions et garanties jugés convenables par la compagnie, notamment par hypothèques sur ses biens, meubles ou immeubles, ou par dépôts, ou par émission d'obligations:

(16) Tirer, faire, accepter, endosser, payer et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, obligations, débetures, mandats et autres instruments négociables:

(17) Émettre des actions acquittées de la compagnie, des bons ou des débetures de la compagnie en paiement total ou partiel de toutes marchandises, biens, propriétés mobilières et immobilières, droits réels et personnels, contrats et concessions, brevets et privilèges, bons, actions et obligations, en un mot en paiement de tous droits et biens quelconques que la compagnie pourra acquérir, acheter ou louer en aucun temps, de même qu'en paiement de tous frais, déboursés ou services rendus ou futurs:

(18) Payer tous les déboursés relatifs à la promotion de la présente compagnie et à sa formation, ainsi que pour services rendus par les promoteurs ou par toutes autres personnes, soit en deniers comptants, soit en actions acquittées de la compagnie:

(19) Faire toutes choses relatives aux entreprises de la compagnie, à l'exercice de son commerce et à la réalisation de son objet, exercer toutes industries et tous commerces susceptibles d'être exercés conjointement avec ceux mentionnés ci-dessus:

(20) La compagnie pourra exercer séparément et sans restriction chacun des pouvoirs énumérés plus haut, dont l'interprétation ne devra pas être limitative, mais devra dans le doute, étendre plutôt que restreindre la portée desdits pouvoirs de la compagnie:

(21) Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux à l'exploitation des susdites entreprises, sous le nom de "Journal Sportif, Limitée,"—"Sports News, Limited", avec un capital total de dix-neuf mille dollars (\$19,000.00), divisé en cent quatre-vingt dix (190) actions d'une valeur nominale de cent dollars (\$100.00) chacune.

(22) Les pouvoirs demandés ci-dessus n'autorisent pas la compagnie à annoncer, imprimer, publier, exposer, afficher, vendre ou fournir ou offrir de vendre ou de fournir quelque renseignement destiné à aider ou à servir aux bookmakers ou vendeurs de pool ou parieurs ou aux gageurs sur quelque course de chevaux ou autres courses, combats, jeux ou sport soit à l'époque de l'annonce de l'impression, de la publication, de l'exhibition de l'ouvrage ou de la fourniture de cette nouvelle ou de ce renseignement, que cette course de chevaux ou autres courses, ce combat, ce jeu ou ce sport ait lieu ou non, ou à publier ou faire quoi que ce soit contrairement aux dispositions de l'article 235 du Code criminel.

orders, licenses, contracts, decrees, rights, powers, franchises, privileges, and concessions which the company may think desirable to attain its purposes:

(14) To lease, sell or otherwise dispose of all or any part of the business, property and enterprise of the company, at such price and for such conditions as the company may deem suitable; and in particular for the shares, bonds, debentures and other titles and securities of any companies or corporations:

(15) To borrow any amounts which the company may deem suitable for the purposes of its business or industry, at any time, and as often as the company will deem expedient, on such terms, conditions and securities deemed suitable by the company, notably by hypothecs on its movable and immovable property, or by deposits or by the issue of bonds:

(16) To draw, make, accept, endorse, pay and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, obligations, debentures, warrants and other negotiable instruments:

(17) To issue paid up shares, bonds or debentures of the company, as whole or part payment for any merchandise, assets, movable and immovable property, real and personal rights, contracts, concessions, patents and privileges, bonds, shares and obligations, in a word, as payment for all rights and property, whatsoever which the company may acquire, purchase or lease at any time; and also as payment for any expenses, disbursements or services rendered or to be rendered:

(18) To pay all disbursements in connection with the promotion of the present company and its formation, as well as for services rendered by the promoters or by any other persons, either in cash or in paid up shares of the company:

(19) To do anything incidental to the undertakings of the company, the carrying on of its business and the attainment of its purpose, carry on any trade and business capable of being carried on in conjunction with those hereinabove mentioned:

(20) The company may exercise, separately and without any restriction, each of the powers hereinabove enumerated, the interpretation whereof not being limitative, but where doubtful, shall broaden rather than restrict the extent of the said powers of the company:

(21) To do and execute any other acts and things which may be useful or seem advantageous for the exploitation of, the above undertakings, under the name of "Journal Sportif, Limitée,"—"Sports News, Limited," with a total capital stock of nineteen thousand dollars (\$19,000.00), divided into one hundred and ninety (190) shares of a nominal value of one hundred dollars (\$100.00) each.

(22) The powers hereinabove requested do not authorize the company to advertise, print, publish, show, post, sell or furnish or offer to sell or furnish information destined to aid or to be used by bookmakers or pool sellers, gamblers or betters on any horse races or other races, matches, games or sports, either at the time of the advertising, printing, publishing, showing of the work or of the supplying of such news or such information, whether such horse or other races, match, game or sport take place or not, or to publish or do anything whatsoever contrary to the provisions of article 235 of the Criminal Code.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province ce vingtième jour de juin 1938.

JEAN BRUCHESI,

3489-o

Sous-secrétaire de la Province.

The head office of the company will be in Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of June 1938.

JEAN BRUCHESI,

3490

Under Secretary of the Province.

"Matane Oil & Chrome Corporation"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de juin 1938, constituant en corporation: Paul Desrochers, financier, Claude-V. Johnson, ingénieur civil, et Dr Gustave Auger, médecin, tous de la cité de Québec, dans les buts suivants:

a. Faire des explorations et des recherches pour des mines et minéraux, et spécialement pour du pétrole et des produits similaires;

b. Faire des opérations par lesquelles on peut miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, affiner, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer;

c. Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mines, droits de préemption, ou tout intérêt en iceux, des appareils mécaniques, des brevets d'inventions ou le droit de faire usage de tels appareils ou droits brevetés se rapportant aux objets susdits;

d. Construire, entretenir et exploiter, sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, dignes, biez, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

e. Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

f. Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

g. Recevoir, détenir, et disposer d'actions, obligations, débiteures ou autres valeurs émises par toute compagnie minière, en paiement de minerais, terrains, marchandises ou travaux;

h. Acquérir, l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits de personne ou compagnie exerçant une industrie ou un commerce semblable ou connexe à ceux qu'elle peut elle-même exercer, et les payer en actions libérées, en tout ou en partie, et se charger des dettes et charges y appartenant;

i. Faire tous les actes et opérations accessoires à ceux susmentionnés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des objets pour lesquels elle est constituée en corporation.

j. La compagnie sera administrée par cinq (5) directeurs dont trois (3) formeront quorum sous le nom de "Matane Oil & Chrome Corporation," avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000.00), divisé en mille (1,000) actions de dix dollars (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province ce vingt-neuvième jour de juin 1938.

JEAN BRUCHESI,

3491-o

Sous-secrétaire de la Province.

"Matane Oil & Chrome Corporation"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty ninth day of June, 1938, incorporating: Paul Desrochers, financier, Claude V. Johnson, civil engineer, and Dr. Gustave Auger, physician, all of the city of Quebec, for the following purposes:

a. Prospect and explore for mines and minerals, and especially for petroleum and similar products;

b. Carry on all operations by which the soil, earth, rocks, and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner, render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof;

c. Acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention or the right to make use of such apparatus or patent rights for the aforesaid purposes;

d. Build, maintain and exploit upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, waterpowers, electric and other powers, water works, roads, factories, buildings mills, warehouses and stores, necessary or useful to its operations;

e. Manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus, required by the company or its servants or workmen;

f. Build, acquire, possess, charter and employ, the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

g. Receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

h. Acquire the assets, enterprise, property, privileges, services, franchises, contracts or rights of persons or companies carrying on any industry or business which it itself may carry on, and pay for the same in whole or in part by paid-up shares, and undertake the debts and charges of same;

i. Do all such acts and operations accessory to those above mentioned or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated;

j. The company will be managed by a board of five (5) directors, three (3) of whom shall form a quorum, under the name of "Matane Oil & Chrome Corporation," with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one thousand (1,000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of June, 1938.

JEAN BRUCHESI,

3492

Under Secretary of the Province.

"Restaurant Taft Inc.—Taft Restaurant Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour de juin 1938, constituant en corporation: Pierre Halikas, restaurateur, et Albani Provencher, employé au filtre municipal, de la cité de Drummondville, et Edouard Stamos, restaurateur, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

1. Exercer le commerce de restaurant, cafeteria, café, buffets, salles de rafraîchissements et hôtelier, victualliers, boulangers, confiseurs, bouchers, laitiers, épiciers, marchands des produits de basse-cour, marchands de fruits et légumes, fermiers, marchands de glace, de tabac, importateurs et manufacturiers d'eaux gazeuses, minérales et artificielles et autres liqueurs;

2. Construire, ériger et exploiter des restaurants, cafeterias, cafés, buffets et magasins, et travaux, machineries et outillages de toute nature quelconque qui peuvent être utilisés en rapport avec ceux;

3. Manufacturer, acheter ou vendre et faire le commerce d'aliments, préparations alimentaires, bonbons et confiseries;

4. Acquérir, louer, détenir, posséder, entretenir, contrôler, vendre, transporter, céder, échanger, aliéner, transférer, accorder, donner à bail ou donner sous permis et administrer, développer et autrement négocier et aliéner des propriétés réelles et personnelles, mobilières et immobilières de toute sorte et description et chacun et tous les intérêts en icelles;

5. Exercer toute autre industrie, soit manufacturière ou autre, que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens, droits ou produits de la compagnie ou les rendre profitables;

6. Vendre des vins, bières et autres liqueurs suivant les dispositions des lois de la province de Québec, après avoir obtenu les licences ou permis nécessaires et après s'être conformés aux conditions spécifiées dans les dites licences ou permis;

7. Endosser, tirer, accepter, escompter les billets promissoires, lettres de change et autres effets négociables;

8. Se joindre ou se fusionner avec toute corporation ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

9. Hypothéquer, grever, gager, nantir ou autrement donner en garantie tous ou chacun des biens de la compagnie de nature, sorte et description quelconque;

10. Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Restaurant Taft Inc."—"Taft Restaurant Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans la cité de Drummondville, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province ce vingt et unième jour de juin 1938.

JEAN BRUCHESI,

Sous-secrétaire de la Province.

3493-o

"Restaurant Taft Inc.—Taft Restaurant Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of June, 1938, incorporating: Pierre Halikas, restaurant-keeper, and Albani Provencher, municipal filter employee, of the city of Drummondville, and Edouard Stamos, restaurant-keeper, of the city of Montreal, for the following purposes:

1. To carry on the business of restaurant, lunch counter, cafeteria, café, refreshment booth and hotel keepers, caterers, bakers, confectioners, butchers, dairymen, grocers, poulterers, green-grocers, farmers, ice merchants, tobacco merchants, importers and manufacturers of aerated mineral and artificial waters and other drinks;

2. To construct, erect and operate restaurants, cafeterias, cafés, lunch counters, and stores, and works, machinery and equipment of any kind whatsoever which may be used in connection therewith;

3. To manufacture, buy or sell and deal in foods, food preparations, candy and confectionery;

4. To acquire, hire, hold, own, maintain, control, sell, convey, assign, exchange, alienate, transfer, grant, lease or license and manage, develop and otherwise deal in and dispose of real and personal, moveable and immoveable properties of every kind and description and any and all interests therein;

5. To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or products;

6. To sell wine, beer and other liquor in accordance with the provisions of the laws of the Province of Quebec, after having secured the necessary licenses or permits and after having complied with the conditions specified in the said licenses or permits;

7. To endorse, draw, accept, discount promissory notes, bills of exchange and other negotiable instruments;

8. To consolidate or amalgamate with any corporation having purposes in whole or in part similar to those of the company;

9. To hypothecate, encumber, mortgage, pledge or otherwise give as security all or any of the company's properties, of any kind, sort or description whatsoever;

10. To do any other things which may be incidental or conducive to the attainment of the foregoing purposes, under the name of "Restaurant Taft Inc."—"Taft Restaurant Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city of Drummondville, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of June, 1938.

JEAN BRUCHESI,

Under Secretary of the Province.

3494

"Tignish Co. Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de juin, 1938, constituant en corporation: William Manly Bourke, notaire, Margaret Edwards, et Frieda Berchtold, secrétaires, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

1. Exercer le commerce de bailleurs de fonds, organisateurs, concessionnaires, courtiers, agents financiers et agents généraux/ et exécuter et exercer toutes sortes d'opérations financières, commerciales, industrielles et autres, et exercer le commerce qui consiste à promouvoir, organiser, établir, administrer, exploiter, acheter, acquérir, disposer et autrement faire le commerce et le négoce d'entreprises financières, commerciales, industrielles, de transport, agricoles, minières et autres dans le but de lucre, et recevoir et payer des commissions;

2. Souscrire, souscrire éventuellement à forfait, acheter ou autrement acquérir, vendre, céder ou autrement faire le commerce d'actions, obligations, débetures, parts et autres valeurs de tout gouvernement, municipalité, corporation scolaire, ou de toute banque à charte ou de toute corporation industrielle, commerciale ou minière ou de toute autre compagnie dûment constituée;

3. Agir comme agents, agents à commission, marchands à commission, courtiers ou représentants d'un ou de plusieurs pays étrangers pour des maisons commerciales canadiennes ou étrangères et pour d'autres personnes, firmes ou corporations;

4. Acheter, administrer ou développer toutes propriétés, concessions et droits de mine, et exercer toute entreprise minière;

5. Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autre, qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens, droits ou produits de la compagnie ou les rendre profitables;

6. Demander, acheter ou autrement acquérir toutes marques de commerce, noms de commerce, brevets, permis, concessions et choses de même nature conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité ou illimité d'utiliser toute invention ou aucun secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, formule, recette ou procédé qui sembleront susceptibles d'être utilisés pour l'une quelconque des fins de la compagnie ou dont l'acquisition semblera de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer ou accorder des permis y relatifs, ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements acquis de cette manière;

7. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir toutes propriétés mobilières ou immobilières et tous droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou convenables pour les fins de ses opérations et particulièrement toute machinerie, matériel, fonds de commerce;

8. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque du commerce, des biens et engagements ou de l'actif de tout individu, société ou compagnie exerçant aucune industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la

"Tignish Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of June, 1938, incorporating: William Manly Bourke, notary, Margaret Edwards, and Frieda Berchtold, secretaries, all of the city of Montreal, for the following purposes:

1. To carry on business as investors, promoters, concessionnaires, brokers, financial agents and general agents, and to execute and carry on all kinds of financial, commercial, trading and other operations, and to carry on the business of promoting, organizing, establishing, administering, operating, purchasing, acquiring, disposing of and otherwise—dealing in and with financial, commercial, industrial, transportation, agriculture, mining and other enterprises with a view to profit, and to receive and pay commissions;

2. To subscribe for, underwrite, purchase or otherwise, acquire, sell or assign or otherwise deal in stocks, bonds, debentures, shares and other securities of any government, municipality, school corporation, or of any chartered bank, or any industrial, commercial or mining corporation, or of any other duly incorporated company;

3. To act as agents, commission agents, commission merchants, brokers or representatives of any foreign country or countries for Canadian or foreign commercial houses and for other persons, firms or corporations;

4. To purchase, manage or develop any mining property, mining claims or rights, and to carry on any mining enterprise;

5. To carry on any business, whether manufacturing or otherwise which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or products;

6. To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

7. To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any moveable or immoveable property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

8. To acquire, or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to

compagnie, et émettre des actions ou des obligations ou les deux en paiement de leur prix d'achat;

9. Promouvoir et devenir actionnaires d'une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou l'un quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins qui sembleront de nature à profiter, directement ou indirectement à la compagnie, ou garantir le remboursement du capital ou le service des dividendes et intérêts sur les actions, parts, obligations, débetures et autres valeurs et l'exécution des contrats par toute telle compagnie;

10. Conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter toute industrie ou transaction qui semblera susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi prêter des deniers, garantir les contrats ou autrement aider toute telle personne, société, association ou compagnie et prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs de toute telle société, association ou compagnie, et les vendre, les détenir, les revendre, avec ou sans garantie, ou les négocier autrement;

11. Souscrire, se charger ou autrement acquérir et détenir les actions, parts ou autres valeurs de ou dans toute autre compagnie exerçant aucune industrie susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie et les vendre ou autrement en disposer;

12. Promouvoir, organiser, administrer ou développer ou contribuer à la promotion, à l'organisation, à l'administration ou au développement de toute corporation, compagnie, syndicat, entreprise, corporation ou entreprise étrangère, ou se charger, administrer et disposer de toute manière quelconque de toute industrie ou entreprise dans laquelle la compagnie pourrait être intéressée ou dans les valeurs de laquelle elle pourrait avoir placé des fonds;

13. Acheter, vendre, hypothéquer, développer, administrer et faire le commerce de propriétés mobilières et immobilières de toutes sortes, y compris des terrains, édifices, baux, droits riverains, permis, concessions forestières, machineries, outillage, accessoires, marchandises et toutes sortes de biens et exercer les opérations d'une compagnie de construction, d'entreprise, de développement, d'immeuble, de promotion, de placement de fonds et d'audition;

14. Se joindre ou se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

15. Rémunérer soit au moyen de commission ou autrement, toutes personnes ou compagnies pour services rendus en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucunes actions de la compagnie ou toutes débetures, actions débetures ou autres valeurs de la compagnie ou dans ou au sujet de la formation ou de l'organisation de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

16. Louer, vendre ou autrement aliéner la totalité ou une partie quelconque du commerce, des biens ou entreprises de la compagnie pour la considération que la compagnie croira convenable et particulièrement pour les actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

17. Payer toutes ou l'une quelconque des dépenses incidentes ou connexes à la formation

issue paid up shares or bonds or both for the payment of the purchase price thereof;

9. To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company, or to guarantee payment of the principal of dividends and interest on the shares, stocks, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

10. To enter into any arrangement for sharing of profits or expense, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which may seem capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

11. To subscribe for, take up or otherwise acquire and hold shares or stock or other securities of or in any other company carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company, and to sell or otherwise dispose of the same;

12. To promote, organize, manage or develop or to assist in the promotion, organization, management or development of any corporation, company, syndicate, enterprise, foreign corporation or undertaking, or to take over, manage and dispose of, in any manner whatsoever, any business or undertaking in which the company may be interested or in the securities of which it may have invested;

13. To buy, sell, hypothecate, develop, administer and deal in moveable and immoveable properties of all kinds, including lands, buildings, leases, water rights, licenses, timber limits, machinery, equipment, supplies, merchandise and all kinds of property and to carry on a building, contracting, development, real estate, promoting, investing, auditing business;

14. To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

15. To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any persons or companies for services rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

16. To lease, sell, or otherwise dispose of the business, property, or undertakings of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

17. To pay all or any expenses of incident to or incurred in connection with the formation and

et la constitution de la compagnie et au prélèvement de son capital-actions, ou passer des contrats avec toute compagnie pour les payer;

18. Emettre et répartir comme entièrement libérées les actions de la compagnie en paiement de toutes industries, franchises, entreprises, propriétés, droits, biens, pouvoirs, privilèges, baux, permis, contrats, immeubles, actions, obligations, mines, débetures et autres biens ou droits qu'elle peut légalement acquérir en vertu des pouvoirs accordés par les présentes;

19. Exercer toute autre industrie qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

20. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissances, mandats et autres effets négociables ou transférables;

21. Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités, et faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement et par l'entremise de fiduciaires, d'agents ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

22. Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt (20), sans compter les employés actuels et passés qui sont actionnaires de la compagnie, et qui ont continué de l'être après avoir quitté son emploi;

23. Il est interdit de faire appel au public pour faire souscrire les actions, sous le nom de "Tignish Co. Ltd.", avec un capital total de cinq cents dollars (\$500.00), divisé en cinq (5) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans le cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de juin, 1938.

JEAN BRUCHESI,

3495 Sous-secrétaire de la Province.

incorporation of the company and the raising of its share capital, or to contract with any company to pay the same;

18. To issue and allot as fully paid up shares of the company in payment of any business, franchise, undertaking, property, rights, assets, powers, privileges, lease, license, contract, real estate, stocks, bonds, mines, debentures and other property or rights which it may lawfully acquire by virtue of the powers herein granted;

19. To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

20. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

21. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and by or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with others;

22. The number of shareholders of the company shall be limited to twenty (20), exclusive of the present and past employees who are shareholders of the company, and who have continued so to be after leaving its employ;

23. Any appeal to the public to subscribe for shares is prohibited, under the name of "Tignish Co. Ltd.", with a total capital stock of five hundred dollars (\$500.00), divided into five (5) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-eighth day of June, 1938.

JEAN BRUCHESI,

3496-o Under Secretary of the Province.

Lettres Patentes Supplémentaires

Supplementary Letters Patent

"Hydro-Electric Securities Corporation"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 41, 48 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt et unième jour de juin, 1938, à la compagnie "Hydro Electric Securities Corporation," ratifiant le règlement XL, comme suit, à savoir:

Règlement XL

1. Le capital-actions de la compagnie est par les présentes réduit par l'annulation de toutes les actions de la classe A, aucune desquelles ont été souscrites ou émises et de trois cent trente-deux mille six cent trente-neuf (332,639) actions de la classe B qui ont été émises et rachetées;

Afin qu'à l'avenir le capital-actions autorisé de la compagnie sera:

Six cent soixante et treize mille cinq cent soixante et une 673,561 actions privilégiées de la classe B, cumulatives avec droit de participation d'une valeur au pair de dix dollars

"Hydro-Electric Securities Corporation"

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 41, 48 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the 21st day of June 1938, to the company "Hydro-Electric Securities Corporation," ratifying by-law XL, as follows, to wit:

By-law XL

1. The capital stock of the company is hereby reduced by the cancellation of all of the class A shares, none of which has been subscribed for or issued and of three hundred and thirty-two thousand six hundred and thirty-nine (332,639) class B shares which have been issued and redeemed;

So that in future the authorized capital stock of the company shall be:

Six hundred and seventy-three thousand five hundred and sixty-one (673,561) class B cumulative participating preferred shares of a par value of ten dollars (\$10.00) each and two million

(\$10.00) chacune et deux millions (2,000,000) (2,000,000) common shares without nominal or par value.

2. Le montant du capital avec lequel la compagnie exercera ses opérations est par les présentes réduit de quatorze millions six mille deux cent dollars (\$14,006,200.00) à dix millions six cent soixante et treize mille cinq cent soixante et un dollars (\$10,673,561.00).

3. Le paragraphe dans les lettres patentes constituant la compagnie en corporation telles qu'amendées par lettres patentes supplémentaires énonçant les préférences, priorités, restrictions et conditions que les actions privilégiées de la classe A et les actions privilégiées de la classe B respectivement exerceront et seront sujettes, est amendé comme suit:

(a) Des premiers mots "Les dites actions privilégiées de la classe A et les dites actions privilégiées de la classe B respectivement" sont retranchés les mots "actions privilégiées de la classe A et les dites" et le mot "respectivement";

(b) Cette partie du sous-paragraphe (1) commençant par les mots "les porteurs des actions privilégiées de la classe A" et finissant par les mots "actions privilégiées de la classe A, y compris les dividendes privilégiés cumulatifs pour la période courante de dividende" est retranchée;

(c) Le sous-paragraphe (2) est retranché;

(d) Le sous-paragraphe (3) est renuméroté sous-paragraphe (2);

(e) Les mots "actions privilégiées de la classe A et" sont retranchés du sous-paragraphe (4) et ce sous-paragraphe est renuméroté (3);

(f) Les mots "actions privilégiées de la classe A et ou" sont retranchés en deux endroits du sous-paragraphe 4 (a) est renuméroté (4) dans tout ce sous-paragraphe;

(g) Les mots "dividendes privilégiés cumulatifs à cinq pour cent (5%) sur les actions privilégiées de la classe A ou aucun" sont retranchés du sous-paragraphe (5);

(h) Dans le sous-paragraphe (6) les mots "aux porteurs d'actions privilégiées de la classe A et" et le mot "respectivement" sont retranchés de la subdivision (d) et le mot "chacune" dans la dite subdivision (d) est remplacé par le mot "dites" et les mots "80% restants" dans la subdivision (e) sont retranchés et remplacés par le mot "solde" et la subdivision (a) est retranchée et les subdivisions antérieurement désignées comme (b), (c), (d), et (e) seront désignées respectivement comme (a), (b), (c) et (d);

(i) Les mots "actions privilégiées de la classe A n'auront aucun droit de voter aux dites assemblées" sont retranchés du sous-paragraphe (7);

(j) Les mots "actions privilégiées de la classe A et" sont retranchés du sous-paragraphe (8);

(k) Les mots "actions privilégiées de la classe A et / ou" sont retranchés du sous-paragraphe (9);

Le tout de manière que le dit paragraphe amendé de la manière précitée se lise à l'avenir comme suit:

Les dites actions privilégiées de la classe B exerceront et seront sujettes aux préférences, priorités, restrictions et conditions suivantes, savoir:

1. Les porteurs des actions privilégiées de la classe B auront droit de recevoir à même les surplus ou profits nets de la compagnie lorsque et de la manière déclarés par le bureau de direction, des dividendes privilégiés cumulatifs au taux de cinq pour cent (5%) par année sur le capital dans le temps versé sur les dites actions privilégiées de la classe B respectivement et aucun arrérage accru des dits dividendes, y compris les

2. The amount of capital with which the company shall carry on business is hereby reduced from fourteen million, six thousand two hundred dollars (\$14,006,200.00) to ten million six hundred and seventy-three thousand five hundred and sixty-one dollars (\$10,673,561.00).

3. The paragraph in the letters patent of incorporation of the company as amended by supplementary letters patent reciting the preferences, priorities, restrictions and conditions which the class A preferred shares and class B preferred shares respectively are declared to carry and be subject to, is amended as follows:

(a) From the opening words "the said class A preferred shares and the said class B preferred shares respectively" are deleted the words "class A preferred shares and the said" and the word "respectively";

(b) That part of subparagraph (1) commencing with the words "the holders of the class A preferred shares" and ending with the words "class A preferred shares, including the cumulative preferential dividend for the current dividend period" is deleted;

(c) Subparagraph (2) is deleted;

(d) Subparagraph (3) is renumbered subparagraph (2);

(e) The words "class A preferred shares and" are deleted from subparagraph (4) and such subparagraph is renumbered (3);

(f) The words "class A preferred shares and/or" are deleted in two places from subparagraph 4 (a) which is renumbered (4) throughout that subparagraph;

(g) The words "five per cent (5%) cumulative preferential dividend on the class A preferred shares or any" are deleted from subparagraph (5);

(h) In subparagraph (6) the words "to the holders of the class A preferred shares and" and the word "respectively" are deleted from subdivision (d) and the word "each" in such subdivision (d) is replaced by the word "such" and the words "remaining 80%" in subdivision (e) are deleted and replaced by the word "remainder" and subdivision (a) is deleted and subdivisions heretofore designated as (b), (c), (d), and (e) shall be designated respectively as (a), (b), (c) and (d);

(i) The words "class A preferred shares shall not have any voting rights at such meetings" are deleted from subparagraph (7);

(j) The words "class A preferred shares and" are deleted from subparagraph (8);

(k) The words "class A preferred shares and/or" are deleted from subparagraph (9);

The whole in such manner that the said paragraph as hereinabove amended shall hereafter read as follows:

"The said class B preferred shares shall carry and be subject to the following preferences, priorities, restrictions and conditions, to wit:

1. The holders of the class B preferred shares shall be entitled to receive out of the surplus or net profits of the company when and as declared by the board of directors cumulative preferential dividends at the rate of five per cent (5%) per annum on the capital from time to time paid up on such class B preferred shares respectively and any accrued arrears of such dividend, including the cumulative preferential dividend for the

dividendes privilégiés cumulatifs pour la période courante de dividende avant qu'aucun dividende ne soit déclaré, payé ou mis de côté sur les actions ordinaires de la compagnie;

2. En plus des dividendes privilégiés cumulatifs au taux de cinq pour cent (5%) par année, les porteurs d'actions privilégiées de la classe B auront droit de recevoir pour distribution entre eux prorata d'après le montant versé en rapport avec les actions privilégiées de la classe B détenues par eux respectivement, une somme qui, sujette aux dispositions ci-après, dans les présentes mentionnées, dans toute année sera équivalente à dix pour cent (10%) de tous profits qui pourraient être distribués par voie de dividendes entre les porteurs d'actions ordinaires du capital de la compagnie en plus d'un dividende de un dollar (\$1.00) par action des dites actions ordinaires du capital. Pourvu que, aussi longtemps que \$20,000,000.00 de valeur au pair des dites actions privilégiées de la classe B, seront à la fin de toute année de calendrier en cours et entièrement libérées, la somme qui sera distribuée entre les porteurs des dites actions privilégiées de la classe B en rapport avec cette dite année du calendrier, sera cette proportion de dix pour cent (10%) des profits distribués en rapport avec cette dite année du calendrier comme dividendes entre les porteurs des actions ordinaires du capital, en plus d'un dollar (\$1.00) par action ordinaire, que le montant versé en rapport avec les actions privilégiées de la classe B en cours à la fin de cette dite année du calendrier à avec \$20,000,000.00.

3. Le capital représenté par les actions privilégiées de la classe B ne sera pas sujet à annulation ou réduction en raison de perte ou de dépréciation de l'actif de la compagnie.

4. La compagnie pourra en aucun temps conformément à une résolution ou des résolutions du bureau du direction, acheter sur le marché ou par soumission ou par contrat privé aux prix n'excédant pas cent pour cent (100%) de leur valeur au pair et tous dividendes accrus et impayés la totalité ou aucune des actions privilégiées de la classe B de la compagnie en cours de temps à autre de la manière qu'elles peuvent être offertes en vente. A compter de la date de l'achat par la compagnie de l'une quelconque des actions privilégiées de la classe B en vertu des dispositions de ce paragraphe 4, les actions privilégiées ainsi achetées seront censées avoir été rachetées et ne seront pas réémises.

5. Nul dividende sur les actions ne pourra être déclaré en aucun temps s'il y a des arrérages impayés du dividende privilégié cumulatif à 5% sur les actions privilégiées de la classe B, ni à moins que dans la même année un dividende en argent de un dollar (\$1.00) par action a été déclaré ou payé sur les actions ordinaires de la compagnie;

6. Dans le cas de liquidation, dissolution ou ventilation de la compagnie ou de toute distribution de biens entre les actionnaires autrement que par voie de dividendes, l'actif de la compagnie, sera distribué dans l'ordre de priorité suivant, à savoir:

(a) En payant aux porteurs des actions privilégiées de la classe B le capital versé sur les dites actions et tous les arrérages de dividendes privilégiés cumulatifs accrus sur icelles jusqu'à la date de la dite distribution, qu'ils aient été gagnés ou déclarés ou non;

(b) En payant aux porteurs d'actions ordinaires de la compagnie la somme de vingt-cinq dollars (\$25.00) pour chaque dite action ordinaire alors en cours;

current dividend period before any dividend is declared or paid on or set apart upon the common shares of the company;

2. In addition to the aforesaid cumulative preferential dividend at the rate of five per cent (5%) per annum, the holders of class B preferred shares shall be entitled to receive for distribution among them pro rata according to the amount paid up in respect of the class B preferred shares held by them respectively, a sum which, subject to the provisions hereinafter referred to, in any year shall be equivalent to ten per cent (10%) of any profits which may be distributed by way of dividends among the holders of the common capital stock of the company over and above a dividend of one dollar (\$1.00) per share of such common capital stock. Provided that, so long as less than \$20,000,000.00 par value of the said class B preferred shares shall, at the end of any one calendar year, be outstanding and fully paid, the sum which shall be distributed among the holders of the said class B preferred shares in respect of such calendar year shall be that proportion of ten per cent (10%) of the profits distributed in respect of such calendar year as dividends among the holders of the common capital stock over and above one dollar (\$1.00) per share of common stock which the amount paid up in respect of class B preferred shares outstanding at the end of such calendar year shall bear to \$20,000,000.00.

3. The capital represented by the class B preferred shares shall not be subject to cancellation or reduction by reason of loss or depreciation of the company's assets.

4. The company may at any time or times pursuant to a resolution or resolutions of the board of directors purchase in the open market or by tender or by private contract at prices not exceeding one hundred per cent (100%) of the par value thereof and any unpaid accrued dividends thereon any or all such class B preferred shares of the company outstanding from time to time as may be offered for sale. From and after the date of purchase by the company of any class B preferred shares under the provisions of this paragraph 4 the preferred shares so purchased shall be deemed to have been redeemed and shall not be reissued.

5. No stock dividend may be declared at such time as any 5% cumulative preferential dividend on the class B preferred shares shall have accrued and remain unpaid nor unless in the same year a cash dividend of one dollar (\$1.00) per share shall have been declared or paid on the common shares of the company;

6. In the event of liquidation, dissolution or winding up of the company or of any distribution of assets among the shareholders otherwise than by way of dividends, the assets of the company shall on distribution be applied as follows, and in the following order of priority, to wit:

(a) To the payment to the holders of the class B preferred shares of the capital paid up on such shares and of all arrears of cumulative preferential dividends accrued thereon to the date of any such distribution, whether or not earned or declared;

(b) To the payment to the holders of the common shares of the company of the sum of twenty-five dollars (\$25.00) in respect of every such common share then outstanding;

(c) En payant aux porteurs d'actions privilégiées de la classe B un montant pour cette classe égal à dix pour cent (10%) des surplus nets (s'il y en a) de la compagnie qui restent alors à distribuer; et

(d) En payant la balance des dits surplus nets de la compagnie aux porteurs d'actions ordinaires de la compagnie.

7. Chaque action privilégiée de la classe B et chaque action ordinaire de la compagnie donnera droit au porteur d'icelle à un vote à toutes les assemblées des actionnaires de la compagnie.

8. Le nombre des dites actions privilégiées de la classe B ne seront en aucun cas augmenté.

9. Les préférences, priorités, restrictions et conditions attachées aux actions privilégiées de la classe B pourront être augmentées, réduites ou autrement modifiées par lettres patentes supplémentaires, pourvu que telle augmentation, réduction ou modification ait été approuvée par le vote d'au moins les trois-quarts en valeur des actions de chaque classe d'action du capital de la compagnie.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour de juin, 1938.

3497 JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

(c) To the payment to the holders of the class B preferred shares of an amount for such class equal to ten per cent (10%) of the net surplus (if any) of the company then remaining undistributed; and

(d) To the payment of the remainder of such net surplus of the company to the holders of the common shares of the company;

7. Each class B preferred share and each common share of the company shall entitle the holder thereof to one vote at all meetings of shareholders of the company;

8. The number of such class B preferred shares shall not in any event be increased.

9. The preferences, priorities, restrictions and conditions attaching to the class B preferred shares may be added to, reduced or otherwise altered by supplementary letters patent, provided that such addition, reduction or alteration shall have been approved by the vote of at least three-fourths in value of the shares of each class of capital stock of the company.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-first day of June, 1938.

3498-0 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

"Produits de Ciment Economiques Ltée"
"Economic Cement Products Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 20 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt et unième jour de juin 1938, changeant le nom de la compagnie "Industrie Economique Ltée"—"Economic Industry Ltd.", en celui de "Produits de Ciment Economiques Ltée"—"Economic Cement Products Ltd."

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt et unième jour de juin 1938.

3499-0 JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

"Produits de Ciment Economiques Ltée"
"Economic Cement Products Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 20 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the twenty-first day of June, 1938, changing the name of the company "Industrie Economique Ltée"—"Economic Industry Ltd.", to that of "Produits de Ciment Economiques Ltée"—"Economic Cement Products Ltd."

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-first day of June, 1938.

3500 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Assurances

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT D'UNE COMPAGNIE D'ASSURANCE MUTUELLE CONTRE LE FEU

Avis est par le présent donné que la "Compagnie d'assurance de la municipalité de Ste-Brigide", dans le comté d'Iberville, a obtenu un permis et a été enregistrée comme corporation à l'effet de tenir assuré contre les accidents du feu, ou du feu et de la foudre, ou du feu, de la foudre et du vent, des bâtiments situés sur tout bien-fonds imposable dans la dite municipalité les animaux de ferme, ainsi que les grains, foin, fourrages, instruments aratoires et meubles de ménage contenus dans les dits bâtiments, conformément aux dispositions de l'article 40 de la Loi des Assurances de Québec.

Insurances

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND REGISTRATION TO A MUTUAL FIRE INSURANCE COMPANY

Notice is hereby given that the "Compagnie d'assurance mutuelle de la municipalité de Ste-Brigide", in the county of Iberville has been licensed and registered as a corporation in order to keep insured against accidents by fire, or fire and lightning, or fire, lightning and wind any building erected upon taxable land within the said municipality farm live stock, as well as grain, hay, fodder, household furniture and agricultural implements contained in such buildings, pursuant to the provisions of Section 40 of the Quebec Insurance Act.

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des Assurances, (Chap. 243, S.R.Q., 1925), ce sixième jour de juillet 1938.

Le Surintendant des Assurances,
GEORGES LAFRANCE,

Pour le Trésorier de la Province de Québec,
Service des Assurances, Département du Trésor,
Québec, P.Q. 3503-28-2-o

Given pursuant to the provisions of Section 121 of the Quebec Insurance Act, (Chap. 243, R.S.Q., 1925), this sixth day of July, 1938.

GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance,

For the Treasurer of the Province of Quebec,
Insurance Branch, Treasury Department,
Quebec, Que. 3504-28-2-o

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS
ET D'ENREGISTREMENT

Avis est par le présent donné que la New England Fire Insurance Company, ayant son siège principal d'affaires à Pittsfield, Mass., a obtenu le permis et l'enregistrement prévus par la Loi des assurances pour l'autoriser à faire dans les limites de la Province de Québec des affaires d'assurance feu, chute d'appareil d'aviation, agitation civile, tremblement de terre, explosion limitée ou inhérente, assurance contre les pertes ou dommages causés à la propriété par les véhicules, arrosoirs automatiques, tornades limitées à l'assurance sur la même propriété, telle qu'assurée par une police d'assurance contre l'incendie dans la compagnie.

L'agent principal et procureur de la compagnie dans la Province de Québec est Mr Wm. A. Findlay, 460 St-Jean, Montréal.

Conformément aux dispositions de l'article 94 de la Loi des assurances de Québec, tel qu'amendé par la loi 22 Geo. V, chap. 88, section 1a, la compagnie a été exemptée de l'obligation de faire un dépôt chez le Trésorier de la province.

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des assurances de Québec, ce sixième jour de juillet 1938.

Le Surintendant des assurances,
GEORGES LAFRANCE,

3505-28-2-o Pour le Trésorier de la Province.

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS
ET D'ENREGISTREMENT

Avis est par le présent donné que la South British Insurance Company Limited ayant son siège principal d'affaires à Auckland en Nouvelle Zélande a obtenu le permis et l'enregistrement prévus par la Loi des assurances pour l'autoriser à faire dans les limites de la Province de Québec, des affaires d'assurance feu, accident, automobile, vol, transport intérieur, assurance contre le dommage intentionnel ou autre ou pertes de propriétés de toute sorte, soit mobilières ou immobilières, bris de glace, chute d'appareil d'aviation, agitation civile, tremblement de terre, explosion limitée ou inhérente, grêle, assurance contre les pertes ou dommages à la propriété causés par les véhicules, les arrosoirs automatiques, tornades limitées à l'assurance sur la même propriété telle qu'assurée par une police d'assurance contre l'incendie de la compagnie.

L'agent principal et procureur de la compagnie dans la Province de Québec est M. John Wm. Binnie, 465, St-Jean, Montréal.

Conformément aux dispositions de l'article 94 de la Loi des assurances de Québec, tel qu'amendé par la loi 22 Geo. V, chap. 88, section 1a, la compagnie a été exemptée de l'obligation de faire un dépôt chez le Trésorier de la Province.

Donné conformément aux dispositions de l'article 131 de la Loi des assurances de Québec, ce sixième jour de juillet 1938.

Le Surintendant des assurances,
GEORGES LAFRANCE,

3507-28-2-o Pour le Trésorier de la Province.

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE
AND REGISTRATION

Notice is hereby given that the New England Fire Insurance Company having its head office in the city of Pittsfield, Mass., has been licensed and registered in virtue of the Quebec Insurance Act for the transaction of fire insurance, falling aircraft, civil commotion, earthquake, limited or inherent explosion, insurance against loss of or damage to property caused by vehicles, sprinkler leakage insurance, tornado, limited to the insurance of the same property as is insured under a policy of fire insurance of the company within the limits of the Province of Quebec.

The chief agent and attorney for the Province is Mr. Wm. A. Findlay, 46 St. John, Montreal.

According to the provisions of section 94 of the Quebec Insurance Act, as amended by Act 22 Geo. V, chap. 88, section 1a, the company has been exempted from the obligation of making a deposit with the Treasurer of the Province.

Given pursuant to the section 121 of the Quebec Insurance Act, this sixth day of July, 1938.

GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance,

3506-28-2-o For the Treasurer of the Province.

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE
AND REGISTRATION

Notice is hereby given that the South British Insurance Company Limited, having its head-office in the city of Auckland, New Zealand, has been licensed and registered in virtue of the Quebec Insurance Act for the transaction of Fire insurance, accident, automobile, burglary, inland transportation, insurance against intentional or other damage to, or loss of, property of any kind, real or personal, plate glass, falling aircraft, civil commotion, earthquake, limited or inherent explosion, hail insurance, insurance against loss of or damage to property caused by vehicles, sprinkler leakage, tornado, limited to the insurance of the same property as is insured under a policy of fire insurance of the company, within the limits of the Province.

The chief agent and attorney for the Province is Mr. John Wm. Binnie, 465 St. John street, Montreal.

According to the provisions of section 94 of the Quebec Insurance Act as amended by Act 22 Geo. V, chap. 88, section 1a, the company has been exempted from the obligation of making a deposit with the Treasurer of the Province.

Given pursuant to the section 131 of the Quebec Insurance Act, this sixth day of July, 1938.

GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance,

3508-28-2-o For the Treasurer of the Province.

Avis divers

La formation d'une société sous le nom de L'Association des Cochers Licenciés de Rimouski, pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession a été autorisée par le secrétaire de la Province, en date du sept juillet 1938.

Le siège principal de la société est en la ville de Rimouski, comté de Rimouski, province de Québec.

3509-o JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

La formation d'une société sous le nom de Syndicat des Employés de Pompes Funèbres, pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession a été autorisée par le secrétaire de la Province, en date du sept juillet 1938.

Le siège principal de la société est à Montréal.

3511-o JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

Avis est donné que par arrêté en conseil, No 1237 du 7 juillet 1938, les règlements de "Le Sanatorium Saint Georges" ont été approuvés, conformément à l'article 207b de la Loi des compagnies de Québec, (chapitre 223, S.R.Q., 1925, tel qu'édicte par 23 George V, chapitre 83).

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce douzième jour de juillet 1938.

3535-o JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

Avis est donné que par arrêté en conseil, No 1236 du 7 juillet 1938, certains amendements aux règlements de "Lyric Operatic Society" ont été approuvés, conformément à l'article 207b de la Loi des compagnies de Québec, (chapitre 223, S.R.Q., 1925, tel qu'édicte par 23 George V, chapitre 83).

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce treizième jour de juillet 1938.

3557-o JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

Avis est donné que par arrêté en conseil, No 1241 du 7 juillet 1938, un amendement aux règlements de "The Temple of Service Inc." a été approuvé, conformément à l'article 207b de la Loi des compagnies de Québec, (chapitre 223, S.R.Q., 1925, tel qu'édicte par 23 George V, chapitre 83).

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce treizième jour de juillet 1938.

3559-o JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

Miscellaneous Notice

The formation of an association under the name of "L'Association des Cochers Licenciés de Rimouski," for the study, defence and promotion of the economical, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Secretary of the Province on the seventh of July, 1938.

The principal place of business of the association is in the town of Rimouski, county of Rimouski, Province of Quebec.

3510 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

The formation of an association under the name of "Syndicat des Employés de Pompes Funèbres" for the study, defence and promotion of the economical, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Secretary of the Province on the seventh of July, 1938.

The principal place of business of the association is at Montreal.

3512 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Notice is given that by Order in Council, No. 1237 of July 7, 1938, the by-laws of "Le Sanatorium Saint Georges" have been approved, in conformity with article 207b of the Quebec Companies' Act, (Chapter 223, R.S.Q., 1925, as enacted by 23 George V, chapter 83).

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of July, 1938.

3536 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that by Order in Council, No. 1236, of July 7th, 1938, certain amendments to the by-laws of "Lyric Operatic Society" have been approved, pursuant to article 207b of the Quebec Companies' Act (Chapter 223, R.S.Q., 1925, as enacted by 23 George V, Chapter 83).

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of July, 1938.

3558 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that, by Order in Council No. 1241, of July 7th, 1938, an amendment to the by-laws of "The Temple of Service Inc." has been approved pursuant to article 207b of the Quebec Companies' Act (Chapter 223, R.S.Q., 1925, as enacted by 23 George V, Chapter 83).

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of July, 1938.

3560 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Bureaux-chefs

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Bonroc Mining Company Limited (Libre de responsabilité personnelle) constituée en corporation en vertu de la Loi des Compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 14ème jour de juin, 1938, a établi son bureau principal à 132, rue St-Jacques Ouest, en la cité de Montréal, Province de Québec.

Chief Offices

Notice is hereby given that Bonroc Mining Company Limited (No Personal Liability) incorporated under The Quebec Companies' Act by Letters Patent dated the 14th day of June, 1938, has established its head office at 132 St. James Street, West, in the city of Montreal, in the Province of Quebec.

A compter de la date de cet avis le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté à Toronto, ce 8ème jour de juillet, A.D., 1938.

BONROC MINING COMPANY LIMITED
(Libre de responsabilité personnelle)

3513 Le président,
F. A. WALPOLE.

Province de Québec—District de Montréal.

HOTEL AUSABLE CHASM AND COUNTRY CLUB
INCORPORATED.

La compagnie "Hotel Ausable Chasm and Country Club Incorporated" a été constituée en corporation dans la Province de Québec, par lettres patentes émises le treizième jour de mai mil neuf cent trente-huit.

Sa principale place d'affaires est en la Province de Québec, Edifice University Tower, 660, rue Ste-Catherine Ouest, Montréal.

En foi de quoi, cette déclaration est faite et signée par moi, le secrétaire de la dite compagnie, à Montréal, ce 8ème jour de juillet 1938.

3515 Le secrétaire,
A. SYLVESTRE.

Province de Québec—District de Québec.

MATANE OIL & CHROME CORPORATION.

Avis est par les présentes donné que "Matane Oil & Chrome Corporation" incorporée par lettres patentes accordées par le lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, le 29ème jour de juin, 1938, et ayant son bureau-chef en la cité de Québec, a établi son bureau à 105, côte de la Montagne, Québec.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté à Québec, ce 11 juillet 1938.

3517-o Le secrétaire,
JEAN REMILLARD.

Avis est donné que La Compagnie Montmorency Club Incorporated, constituée en corporation par lettres patentes, en date du 25 juin 1937, enregistrées le 29 juin 1937, et ayant son bureau principal dans la cité de Québec, a établi son bureau au numéro 229 de la rue St-Joseph.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 13 juillet 1938.

3573-o L'Avocat,
CHARLES STEIN.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Toronto, this 8th day of July, A.D., 1938.

BONROC MINING COMPANY LIMITED
(No Personal Liability)

3514-o F. A. WALPOLE,
President.

Province of Quebec—District of Montreal.

HOTEL AUSABLE CHASM AND COUNTRY CLUB
INCORPORATED.

Hotel Ausable Chasm and Country Club Incorporated was incorporated in the Province of Quebec, by letters patent granted on the thirteen day of May one thousand nine hundred and thirty-eight.

Its principal place of business is in the Province of Quebec, at Montreal, 660 Ste. Catherine St. West, University Tower Building.

In testimony whereof this declaration is made and signed by me, the secretary of the said company at Montreal, on the 8th day of July, 1938.

3516-o A. SYLVESTRE,
Secretary.

Province of Quebec—District of Quebec.

MATANE OIL & CHROME CORPORATION.

Notice is hereby given that "Matane Oil & Chrome Corporation", incorporated by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, on the 29th June, 1938, and having its head office at the city of Quebec, has established its head office at 105 Mountain Hill, Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being head office of the company.

Dated at Quebec, this 11th of July, 1938.

3518-o JEAN REMILLARD,
Secretary.

Notice is given that the "Montmorency Club Incorporated," incorporated by Letters Patent dated June 25, 1937, registered on June 29, 1937, and having its head office in the city of Quebec, has established its office at number 229 St. Joseph street.

On and from the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this 13th July, 1938.

3574 CHARLES STEIN,
Advocate.

Chartes:—Abandon de

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Falkirk Investments Limited", constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la Loi des compagnies de Québec, en date du 14ème jour d'août 1935, a l'intention de s'adresser

Charters:—Surrender of

Notice is hereby given that Falkirk Investments Limited, incorporated by letters patent under the Quebec Companies' Act, dated the 14th day of August, 1935, intends forthwith to make application to His Honour the Lieutenant-

immédiatement à son honneur le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec pour lui demander la permission d'abandonner sa charte.

Le présent avis est donné conformément aux dispositions de la section 119 de la deuxième partie de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, le 7 juillet 1938.

FALKIRK INVESTMENTS LIMITED,
Le secrétaire,
WM. TAYLOR.

3519

Governor in Council of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

The present notice is given pursuant to the provisions of section 119 of Part II of The Quebec Companies' Act.

Montreal, July 7th, 1938.

FALKIRK INVESTMENTS LIMITED,
WM. TAYLOR,
Secretary.

3520-o

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Manhattan Investments Limited", constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la Loi des compagnies de Québec, en date du 25ème jour de juillet 1935, a l'intention de s'adresser immédiatement à son honneur le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec pour lui demander la permission d'abandonner sa charte.

Le présent avis est donné conformément aux dispositions de la section 119 de la deuxième partie de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, le 7 juillet 1938.

MANHATTAN INVESTMENTS LIMITED,
Le secrétaire,
WM. TAYLOR.

3521

Notice is hereby given that Manhattan Investments Limited, incorporated by letters patent under the Quebec Companies' Act, dated the 25th day of July, 1935, intends forthwith to make application to His Honour the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

The present notice is given pursuant to the provisions of section 119 of Part II of the Quebec Companies' Act.

Montreal, July 7th, 1938.

MANHATTAN INVESTMENTS LIMITED,
WM. TAYLOR,
Secretary.

3522-o

Avis est, par les présentes, donné qu'il sera fait application au lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, demandant d'autoriser l'abandon de la charte de Cadillac Construction Ltd.

Montréal, le 13 juillet 1938.

CADILLAC CONSTRUCTION LTD,
Le secrétaire,
J.-M. BELANGER.

3561-o

Notice is, hereby, given that application will be made to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec for the acceptance of the surrender of the charter of Cadillac Construction Ltd.

Montreal, this 13th day of July, 1938.

CADILLAC CONSTRUCTION LTD,
J. M. BELANGER,
Secretary.

3562-o

Avis est par les présentes donné que la "Leader Glove Co., Ltd.", de Deschambault, P.Q. s'adressera au Procureur Général et au Ministre des affaires municipales, du commerce et de l'industrie de la province de Québec, demandant la permission d'abandonner sa charte.

Deschambault, 14 juin 1938.

Le secrétaire-trésorier,
(Signé) R.-G. PAQUIN.

3581-o

Notice is hereby given that the "Leader Glove Co., Ltd.", of Deschambault, P.Q., will apply to the Attorney General and to the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter.

Deschambault, June 14th, 1938.

(Signed) R. G. PAQUIN,
Secretary-treasurer.

3582

Compagnie autorisée à faire des affaires

La Compagnie "Zenith Molybdenite Corporation Limited" (No Personal Liability) a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie par sa charte, seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Edifice Canada Cement, Carré Philippe, Montréal, Qué.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Samuel-J. Smiley, avocat, Edifice Canada Cement, Carré Philippe, de Montréal, Qué.

JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.
Québec, 13 juillet 1938. 3553-o

Company authorized to do business

The company "Zenith Molybdenite Corporation Limited" (No Personal Liability) has been authorized to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in the Province.

Its principal place of business, in the Province, is at Canada Cement Building, Phillips Square, Montreal, Que.

Its chief agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it is Mr. Samuel-J. Smiley, advocate, Canada Cement Building, Phillips Square, of Montreal, Que.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.
Quebec, July 13th, 1938. 3554

Département de l'Instruction publique

Department of Public Instruction

No 880-38

Avis est par le présent donné qu'il y aura une assemblée des examinateurs nommés par le comité catholique du Conseil de l'Instruction publique pour l'examen des candidats à la charge d'inspecteur d'écoles, à l'École normale Laval, à Québec, mardi le vingt-troisième jour d'août prochain, à neuf heures et quarante-cinq minutes de l'avant-midi (heure avancée).

Toute personne qui désire se présenter à cet examen devra envoyer d'ici au dixième jour d'août prochain, à M. B.-O. Filteau, secrétaire du Comité catholique du Conseil de l'Instruction publique, une demande à cet effet, la somme de six piastres, ainsi que tous les documents exigés par les règlements scolaires.

Québec, le 6 juillet, 1938.

3423-27-2-o

Le secrétaire,
B.-O. FILTEAU.

No. 880-38

Notice is hereby given that a meeting of the Examiners appointed by the Catholic Committee of the Council of Public Instruction for the examination of candidates desiring to qualify as School Inspectors shall be held at the Laval Normal School, at Quebec, on Tuesday, the twenty third day of August next, at 9.45 a.m. (Daylight saving time).

Intending candidates shall send to B. O. Filteau, Secretary of the Catholic Committee of the Council of Public Instruction, between this date and the tenth day of August next, a demand to that effect, the sum of six dollars, together with all documents required by the School Regulations.

Québec, July 6th, 1938.

3424-27-2-o

B. O. FILTEAU,
Secretary.

No 876-38

Québec, le 6 juillet, 1938.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "La municipalité scolaire de St-Gabriel-de-Gaspé," dans le comté de Gaspé-Sud, le territoire suivant:

Le lot No E au lot No 34 inclusivement du rang IV, du canton de Rameau;

Le lot No 66 au lot No 63 inclusivement du rang V, du canton de Percé;

Le lot No A au lot No 2 inclusivement du rang V, du canton de Rameau;

Le lot No A au lot No 25 inclusivement du rang VI, du canton de Rameau;

Le lot No A au lot No 25 inclusivement du rang VII, du canton de Rameau;

Le lot No A au lot No 6 inclusivement du rang VIII, du canton de Rameau.

3455-27-2-o

No. 876-38

Quebec, July 6th, 1938.

Application is made to erect into a separate school municipality, under the name of "The School Municipality of St. Gabriel de Gaspé," in the county of Gaspé south, the following territory:

Lot No. E to lot No. 34 inclusively, of range IV, of the township of Rameau;

Lot No. 66 to lot No. 63 inclusively of range V, of the township of Percé;

Lot No. A to lot No. 2 inclusively of range V, of the township of Rameau;

Lot No. A to lot No. 25 inclusively of range VI, of the township of Rameau;

Lot No. A to lot No. 25 inclusively of range VII, of the township of Rameau;

Lot No. A to lot No. 6 inclusively of range VIII, of the township of Rameau.

3456-27-2

No. 885-37

Québec, 13 juillet 1938

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 7 juillet 1938 d'ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de "La municipalité scolaire de La Corne," dans le comté d'Abitibi, le territoire ci-dessous décrit, savoir:

Dans le canton de La Corne, les lots 1 à 10 inclusivement des rangs 1 et 2; les lots 1 à 18 inclusivement des rangs 3 et 4; les lots 1 à 31 inclusivement des rangs 5 et 6; les lots 1 à 18 inclusivement des rangs 7 et 8. Dans le canton de La Motte, dans les rangs 1 à 8 inclusivement, de la rivière à la limite est du canton.

No. 885-37

Quebec, July 13th, 1938

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by order in council dated the 7th of July, 1938 to erect into a separate school municipality under the name of "The School Municipality of La Corne," in the county of Abitibi, the territory below described, namely:

In the township of La Corne, lots 1 to 10 inclusively of ranges 1 and 2; lots 1 to 18 inclusively of ranges 3 and 4; lots 1 to 31 inclusively of ranges 5 and 6; lots 1 to 18 inclusively of ranges 7 and 8. In the township of La Motte, in ranges 1 to 8 inclusively, from the river to the east limit of the township.

No 264-38

Québec, 13 juillet 1938

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, en Conseil, par arrêté ministériel, en date du 7 juillet 1938 d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de Malartic, le territoire suivant:

Les lots 6 à 58 inclusivement des rangs 1 et 2, les lots 19 à 36 inclusivement, des rangs 3 et 4 du canton Malartic; les lots 19 au lac Piché, des rangs 5 et 6; les lots 6 à la rivière Piché, des rangs 7 et 8; les lots 1 à 62 inclusivement, des rangs 9 et 10, tous du canton de Fournière.

No. 264-38

Quebec, 13th of July, 1938

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by order in council dated the 7th of July, 1938, to erect into a separate school municipality, under the name of Malartic, the following territory:

Lots 6 to 58 inclusively of ranges 1 and 2, lots 19 to 36 inclusively, of ranges 3 and 4 of the township of Malartic; lots 19 to Lake Piché, of ranges 5 and 6; lots 6 to the Piché river, of ranges 7 and 8; lots 1 to 62 inclusively, of ranges 9 and 10, all of the township of Fournière.

No 1078-36

Québec, 13 juillet, 1938

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, en Conseil, par arrêté ministériel, en date du 7 juillet 1938, de détacher de votre municipalité scolaire le territoire ci-dessous décrit et de l'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de: "La municipalité scolaire de St-Bernard-sur-Mer," dans le comté de Charlevoix. Le territoire de cette municipalité sera le suivant, savoir:

Tout le territoire situé dans l'Île-aux-Coudres, dans le comté de Charlevoix, comprenant, en référence au cadastre officiel de la paroisse de St-Louis-de-l'Île-aux-Coudres, les lots portant les Nos suivants, à savoir: depuis et y compris le No 1 jusqu'au No 18 inclusivement, depuis et y compris le No 225 jusqu'au No 341 inclusivement, depuis et y compris le No 511 jusqu'au No 561 inclusivement, et comprenant aussi les parties nord-ouest des lots Nos 158, 166, 185, 204, 205 et 206, ensemble avec les chemins ou parties d'iceux situés dans les limites suivantes: Partant de l'intersection de la ligne séparant le lot No 510 du lot 511 avec la rive du fleuve St-Laurent; de là, suivant cette ligne vers le sud-est et la ligne séparant le lot 206 du lot 207 jusqu'à son intersection avec le Ruisseau Rouge; de là, allant vers l'ouest, suivant une ligne droite à travers les lots Nos 206, 205, 204, jusqu'au sommet de l'angle sud-est du lot No 226; de là, suivant la ligne brisée séparant le rang de la Pointe-des-Roches du rang de la Baleine en allant vers l'ouest jusqu'à la ligne du lot numéro 185; de là, allant vers l'ouest à travers le dit lot No 185, dans le prolongement du dernier tronçon parcouru de la dite ligne brisée jusqu'à la ligne ouest du dit lot No 185; de là, suivant cette dernière ligne vers le nord joignant la dite ligne au sommet de l'angle sud-est du lot No 240; de là, continuant le long de la dite ligne brisée en allant vers l'ouest jusqu'à la ligne est du lot No 166; de là, allant vers l'ouest, à travers le dit lot No 166 dans le prolongement du dernier tronçon parcouru de la dite ligne brisée; de là, suivant cette dernière ligne vers le nord joignant la dite ligne brisée au sommet de l'angle sud-est du lot No 255; de là continuant le long de la dite ligne brisée en allant vers l'ouest jusqu'au sommet de l'angle sud-est du lot No 266; de là, suivant la ligne est du lot No 266 et la ligne sud-est du lot No 264; de là, allant vers le sud le long de la ligne est du lot No 158 jusqu'au prolongement du tronçon de la dite ligne brisée séparant le lot No 157 du lot No 268; de là, continuant vers l'ouest le long du dit prolongement et de la dite ligne brisée jusqu'à la ligne séparant le rang Branche des rangs de la Baleine et de la Pointe-des-Roches; de là, cette dernière ligne en la suivant vers le nord jusqu'à la ligne nord du lot No 28 et successivement de la dite ligne nord du lot No 28, la ligne séparant le lot No 28 du lot No 18, celle séparant le lot No 18 du lot No 19, celle séparant le lot No 18 du lot No 342 et celle séparant le lot No 341 du lot No 342; de là, suivant la rive du fleuve St-Laurent en allant vers l'est point de départ.

No 1149-37

Québec, le 13 juillet 1938

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil par arrêté ministériel en date du 7 juillet 1938, de détacher de la municipalité scolaire de St-Célestin No 1, les lots Nos 90, 91, 94 à 127 inclusivement, 181 du cadastre officiel du village d'Annville, et partie des Nos 86, 87,

No. 1078-36

Quebec, July 13th, 1938

His Honor the Lieutenant-Governor has been pleased, by order in council dated the 7th July 1938, to detach from your school municipality the territory hereinbelow described and to erect it into a separate school municipality under the name of: "The School Municipality of St-Bernard-sur-Mer," in the county of Charlevoix. The territory of the said municipality to be the following, namely:

All the territory situate in Île-aux-Coudres, in the county of Charlevoix, comprising, with reference to the official cadastre for the parish of St-Louis-de-l'Île-aux-Coudres, the lots bearing the following numbers, namely: from and including No. 1 to No. 18 inclusive, from and including No. 225 to No. 341 inclusive, from and including No. 511 to No. 561 inclusive, and comprising also the northwest parts of lots Nos. 158, 166, 185, 204, 205 and 206, together with the roads or parts thereof situate within the following limits: Starting from the intersection of the line separating lot No. 510 from lot 511 with the shore of the St. Lawrence river; thence, following the said line southeasterly and the line separating lot 206 from lot 207 to its intersection with the "Ruisseau Rouge," thence running westerly, following a straight line across lots Nos. 206, 205, 204, to the summit of the southeast corner of lot No. 226; thence, following a broken line separating the Pointe-des-Roches Range from "La Baleine" range, running westerly to the line of lot number 185; thence, running westerly across said lot No. 185, in the prolongation of the last described portion of the said broken line to the west line of said lot No. 185; thence, following this last line northerly joining the said line at the summit of the southeast corner of lot No. 240; thence, continuing along the said broken line westerly to the east line of lot No. 166; thence, running westerly, across said lot No. 166 in the prolongation of the last described portion of the said broken line; thence following this last line northerly joining the said broken line at the summit of the southeast corner of lot No. 255; thence continuing along the said broken line in a westerly direction to the summit of the southeast corner of lot No. 266; thence following the east line of lot No. 266 and the southeast line of lot No. 264; thence, running southerly along the east line of lot No. 158 to the prolongation of the portion of the said broken line separating lot No. 157 from lot No. 268; thence, continuing westerly along the said prolongation and of the said broken line to the line separating range "Branche" from the "La Baleine" and Pointe-des-Roches ranges; thence, this last line following it northerly to the north line of lot No. 28 and successively from the said north line of lot No. 28, the line separating lot No. 28 from lot No. 18, the line separating lot No. 18 from lot No. 19, the line separating lot No. 18 from lot No. 342 and the line separating lot No. 341 from lot No. 342; thence, following the shore of the St. Lawrence River easterly to the point of departure.

No. 1149-37

Quebec, July 13th, 1938

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated July 7th, 1938, to detach from the School Municipality of St-Célestin No. 1, lots Nos. 90, 91, 94 to 127 inclusively, 181 of the official cadastre for the village of Annville, and part of lots

89, 92, 93, 127, 128, 129 du cadastre officiel de la paroisse de St-Célestin, tel qu'indiqué sur le plan bleu dressé par monsieur P.-A. Landry, arpenteur géomètre le 26 décembre 1937, et d'ériger ce territoire en municipalité scolaire distincte sous le nom de: "La municipalité scolaire du village de St-Célestin, comté de Nicolet".

Nos. 86, 87, 89, 92, 93, 127, 128, 129 of the official cadastre for the parish of St-Celestin as, shown on the blue print made by Mr. P. A. Landry, land surveyor on the 26th of December, 1937, and to erect said territory into a separate school municipality under the name of: "The School Municipality of the Village of St-Célestin, County of Nicolet".

No 474-38

Québec, 13 juillet 1938

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 7 juillet 1938 d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "La municipalité scolaire St-Emile d'Auclair", dans le comté de Témiscouata, les lots 1 à 49 inclusivement, du rang 11; les lots 9 à 53 inclusivement du rang 12; les lots 14 à 62 inclusivement du rang 13; les lots 17 à 62 du rang 14; les lots 29 à 60 du rang 15; les lots 1 à 46 du rang ouest, tous du canton d'Auclair.

No. 474-38

Quebec, July 13th, 1938

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by order in council dated the 7th of July, 1938, to erect into a separate school municipality, under the name of "La municipalité scolaire St-Emile d'Auclair", in the county of Témiscouata, lots 1 to 49 inclusively, of range 11; lots 9 to 53 inclusively of range 12; lots 14 to 62 inclusively of range 13; lots 17 to 62 of range 14; lots 29 to 60 of range 15; lots 1 to 46 of the west range, all of the township of Auclair.

No 261-38

Québec, 13 juillet, 1938

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, en conseil, par arrêté ministériel, en date du 7 juillet 1938, d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de St-Vincent-de-Paul, dans le comté d'Abitibi, le territoire suivant, savoir:

Dans le canton de Varsan

Rangs: Lots
 III..... tous les lots au nord de la rivière Harricana
 IV, V..... de la rivière Harricana au lot 45 inclusivement
 VI, VII..... de la rivière Harricana au lot 49 inclusivement
 VIII, IX..... de la rivière Harricana au lot 37 inclusivement
 X..... de la rivière Harricana au lot 28 inclusivement.

Dans le canton de la Corne

Rangs: Lots:
 I, II..... 11 à 28 inclusivement

No. 261-38

Quebec, July 13th, 1938

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by order in council dated the 7th of July, 1938, to erect into a separate school municipality, under the name of St-Vincent-de-Paul, in the county of Abitibi, the following territory, namely:

In the township of Varsan

Ranges: Lots:
 III..... All the lots north of the Harricana River
 IV, V..... from the Harricana River to lot 45 inclusively
 VI, VII..... from the Harricana River to lot 49 inclusively
 VIII, IX..... from the Harricana River to lot 37 inclusively
 X..... from the Harricana River to lot 28 inclusively.

In the township of La Corne

Ranges: Lots:
 I, II..... 11 to 28 inclusively.

No 986-31

Québec, 13 juillet 1938

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 7 juillet 1938, de détacher de la municipalité scolaire de Launay, dans le comté d'Abitibi, les lots 55 à 62 inclusivement des rangs 4 et 5 du canton de Launay, et de les annexer à la municipalité scolaire de Villemontel, même comté.
 3579-o

No. 986-31

Quebec, July 13th, 1938

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by order in council dated the 7th of July, 1938, to detach from the school municipality of Launay, in the county of Abitibi, lots 55 to 62 inclusively of ranges 4 and 5 of the township of Launay, and to annex them to the school municipality of Villemontel, same county.
 3580-o

Liquidation—Avis de

Winding up Notice

Avis est par les présentes donné que la compagnie La Caisse Populaire de St-Paul de Montminy, dans le comté de Montmagny, a passé une résolution, en date du 26ième jour de mai 1938, déclarant que les affaires de la compagnie seront liquidées volontairement, que la compagnie sera dissoute, en vertu des dispositions de la

Notice is hereby given that the company "La Caisse Populaire de St-Paul de Montminy, in the county of Montmagny, on the 26th day of May, 1938, passed a resolution enacting that the affairs of the company be voluntarily wound up and that the company be dissolved, pursuant to the provisions of the voluntary Winding-Up

Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, et que MM. Joseph F. Blais, Diogène Gagné et Adélaré Morin ont été nommés liquidateurs de la dite compagnie.

JEAN BRUCHESI,
3523-o Sous-secrétaire de la Province.

Act, and that Messrs. Joseph F. Blais, Diogène Gagné and Adélaré Morin have been appointed liquidators to the said company.

JEAN BRUCHESI,
3524 Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que la compagnie The Paretex Company Incorporated, a passé une résolution, en date du vingt-sept juin 1938, déclarant que les affaires de la compagnie seront liquidées volontairement, que la compagnie sera dissoute, en vertu des dispositions de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, et que M. A. Emile Beauvais, C.A., a été nommé liquidateur de la dite compagnie.

JEAN BRUCHESI,
3525-o Sous-secrétaire de la Province.

Notice is hereby given that The Paretex Company Incorporated, has passed a resolution dated June 27, 1938, declaring that the affairs of the company will be voluntarily wound up, that the company will be dissolved, pursuant to the provisions of the Voluntary Winding-up Act of Joint Stock Companies, and that Mr. A. Emile Beauvais, C.A., has been named liquidator of the said company.

JEAN BRUCHESI,
3526 Under Secretary of the Province.

Minutes de notaires

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du code du notariat, qu'il a plu à son honneur le lieutenant-gouverneur, par arrêté ministériel en date du sept juillet 1938, d'accorder à M. Jean Meunier, notaire, demeurant et pratiquant à Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville, la transmission des minutes, répertoire et index de feu Zacharie Martin, en son vivant notaire pratiquant à Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Québec le 11 juillet 1938.

JEAN BRUCHESI,
3501-o Sous-secrétaire de la Province.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that His Honour the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council dated July seventh, 1938, has been pleased to grant to Mr. Jean Meunier, notary, residing and practising at Saint-Jean, judicial district of Iberville, the transfer of the minutes, repertory and index of the late Zacharie Martin, in his lifetime, notary, practising at Saint-Jean, judicial district of Iberville.

Quebec, July 11th, 1938.

JEAN BRUCHESI,
3502 Under Secretary of the Province.

Notarial Minutes

Nominations

Il a plu à son honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 16 juin 1938.

M. le docteur P.-C. Dagneau, de la cité de Québec, aviseur technique au ministère de la santé.

Québec, le 1er juillet 1938.

M. Gérard Labrecque, comptable, de Saint-Raphaël, pour agir conjointement avec Monsieur J.-O. St-Pierre, comme régistrateur de la division d'enregistrement de Bellechasse, sous le nom de Saint-Pierre et Labrecque.

Québec, le 2 juillet, 1938.

MM. Joseph Genest, agent d'assurance, de Sainte Justine, Joseph Perreault, cultivateur, de Sainte-Germaine, Arthur Roy, cultivateur, et Raoul Boucher, menuisier, tous deux de Saint-Benjamin, juges de paix, avec juridiction dans le district judiciaire de Beauce.

M. Philippe Jutras, marchand, de Cloutier; juge de paix, avec juridiction dans le district judiciaire de Pontiac.

M. Nelson-J. Vigneault, officier du service de la chasse et de la pêche de la province de Québec aux Iles-de-la-Madeleine; juge de paix, avec juridiction dans le district judiciaire de Gaspé.

Appointments

His Honour the Lieutenant Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments:

Quebec, June 16th, 1938.

Doctor P. C. Dagneau, of the city of Quebec: to be technical advisor to the department of Health.

Quebec, July 1st, 1938.

Mr. Gérard Labrecque, accountant, of Saint-Raphael: to act jointly with Mr. J. O. St-Pierre, as Registrar of the Registration Division of Bellechasse, under the name of Saint-Pierre et Labrecque.

Quebec, July 2nd, 1938.

Messrs. Joseph Genest, insurance agent, of Sainte Justine, Joseph Perreault, farmer, of Sainte Germaine, Arthur Roy, farmer, and Raoul Boucher, carpenter, both of Saint-Benjamin: to be Justices of the Peace, with jurisdiction in the judicial district of Beauce.

Mr. Philippe Jutras, merchant, of Cloutier: to be a justice of the Peace, with jurisdiction in the judicial district of Pontiac.

Mr. Nelson-J. Vigneault, fish and game officer of the Province of Quebec at the Magdalen Islands: to be a Justice of the Peace with jurisdiction in the judicial district of Gaspé.

MM. Earl MacNaughton, cultivateur, et Francis Stringer, marchand, tous deux de Hemmingford; juges de paix avec juridiction dans le district judiciaire de Beauharnois.

Messrs. Earl MacNaughton, farmer, and Francis Stringer, merchant, both of Hemmingford; to be Justices of the Peace, with jurisdiction in the judicial district of Beauharnois.

MM. J.-H. Matte, trésorier de la ville de Victoriaville; juge de paix, avec juridiction dans le district judiciaire d'Arthabaska, Paul Colaméo, gardien, 6544 Marquette, Montréal; juge de paix, avec juridiction dans le district judiciaire de Montréal, Elzéar Anetil, cultivateur, de St-Adalbert; juge de paix, avec juridiction dans le district judiciaire de Montmagny, P.-E. Désilets, prêtre-curé, de Cloutier; juge de paix, avec juridiction dans le district judiciaire de Pontiac, J.-Thomas Gagnon, inspecteur du comité conjoint de l'industrie de la construction pour le Lac Saint-Jean-Jonquière; juge de paix, avec juridiction dans les districts judiciaires de Roberval et Saguenay, Emery Fortier, employé civil, de Sherbrooke; juge de paix, avec juridiction dans le district judiciaire de Saint-François, Marcel Painchaud, reviseur des pensions de vieillesse, 789, rue du Couvent, Montréal; juge de paix, avec juridiction dans le district judiciaire de Montréal, tous aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires, (S.R.Q., 1925, ch. 145).

Messrs. J. H. Matte, treasurer, of the town of Victoriaville; to be a justice of the Peace, with jurisdiction in the judicial district of Arthabaska, Paul Colaméo, watchman, 6544 Marquette, Montreal; to be a Justice of the Peace with jurisdiction in the judicial district of Montreal, Elzéar Anetil, farmer, of St-Adalbert; to be a Justice of the Peace, with jurisdiction in the judicial district of Montmagny, P.-E. Désilets, parish-priest, of Cloutier; to be a Justice of the Peace, with jurisdiction in the judicial district of Pontiac, J.-Thomas Gagnon, inspector of the joint committee of "l'Industrie de la Construction pour le Lac Saint-Jean-Jonquière"; to be a justice of the Peace, with jurisdiction in the judicial districts of Roberval and Saguenay, Emery Fortier, civil employee, of Sherbrooke; to be a Justice of the Peace, with jurisdiction in the judicial district of Saint-François, Marcel Painchaud, revisor of Old Age Pensions, 789 du Couvent Street, Montreal; to be a Justice of the Peace, with jurisdiction in the judicial district of Montreal, all for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of article 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1925, ch. 145).

Québec, le 7 juillet 1938.

Quebec, July 7th, 1938.

MM. Louis Prendergast, reviseur des pensions de vieillesse, 6687 rue Saint-Denis, Montréal, juge de paix, avec juridiction dans le district judiciaire de Montréal, J.-Adélar Gaudreau, reviseur des pensions de vieillesse, de Saint-Hyacinthe; juge de paix, avec juridiction dans le district judiciaire de Saint-Hyacinthe, et Guy Baillargeon, gérant de la compagnie d'assurance Dominion Life, 148 rue Aberdeen, Québec; juge de paix avec juridiction dans la province de Québec, tous aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires, (S.R.Q., 1925, ch. 145). 3555-o

Messrs. Louis Prendergast, revisor, of Old Age Pensions, 6687 Saint Denis Street, Montreal; to be a Justice of the Peace, with jurisdiction in the judicial district of Montreal, J. Adélar Gaudreau, revisor, of Old Age Pensions, of Saint-Hyacinthe; to be a Justice of the Peace, with jurisdiction in the judicial district of Saint-Hyacinthe, and Guy Baillargeon, manager of the Dominion Life Insurance Company, 148 Aberdeen Street, Quebec; to be a Justice of the Peace, with jurisdiction in the Province of Quebec, all for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of article 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1925, ch. 145). 3556

Ordre de Cour

Rule of Court

Canada, Province de Québec, District de Chicoutimi, Cour de Magistrat, Cause No 9169. J. B. Renaud & Cie, demanderesse; vs Théogène Duchesne, défendeur; et Federal Fire Insurance Company, tierce-saisie; et Edgar Côté et Gustave Côté, négociants de la cité de Québec et faisant affaires en société sous les nom et raison sociale de Emond & Côté Enrgé., intervenants.

Canada, Province of Quebec, District of Chicoutimi, Magistrate's Court, Cause No. 9169. J. B. Renaud & Cie, plaintiff; vs Théogène Duchesne, defendant; and Federal Fire Insurance Company, garnishee; and Edgar Côté and Gustave Côté, merchants, of the city of Quebec, and carrying on business in partnership under the firm name and style of Emond & Côté Enrgé., intervening parties.

APPEL DES CREANCIERS DU DEFENDEUR

CALL TO THE CREDITORS OF THE DEFENDANT

Lé 9 de juillet 1938.

On the 9th of July, 1938.

Sur l'ordre de l'honorable juge J.-A. Métayer, magistrat de district, donné ce 8ième jour de juillet 1938, vu l'insolvabilité du défendeur, Théogène Duchesne de Jonquière, district de Chicoutimi, défendeur, les créanciers dudit défendeur qui n'auraient pas encore produit leur réclamation, sont maintenant appelés à les produire en cette cause au bureau du greffier de la Cour de Magistrat pour ce district à Chicoutimi

By Order of Honourable Justice J. A. Métayer, District Magistrate, rendered the 8th day of July, 1938, seeing the insolvability of the defendant, Théogène Duchesne, of Jonquière, District of Chicoutimi, defendant, the creditors of the said defendant who have not yet filed their claims are now requested to do so in this cause, at the office of the Clerk of the Magistrate's Court for this district, at Chicoutimi, within

dans les 15 jours de la date de la 1ère insertion du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec* conformément aux articles 673 et 674 du C.P.C. Chicoutimi, 9 juillet 1938.

(Signé) PERCY MARTIN,
Greffier de la Cour de Magistrat,
District de Chicoutimi.

Vraie copie,

PERCY MARTIN,
Gref. Cour de Magistrat,
District de Chicoutimi.

3529-28-2-o

fifteen days from the first publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*, pursuant to articles 673 and 674 of the C.C.P. Chicoutimi, July 9th, 1938.

(Signed) PERCY MARTIN,
Clerk of the Magistrate's Court,
District of Chicoutimi.

True Copy,

PERCY MARTIN,
Clerk Magistrate's Court,
District of Chicoutimi.

3530-28-2

Soumissions

PROVINCE DE QUEBEC

CITE DE SOREL

Avis public est par les présentes donné, que des soumissions seront reçues par le soussigné, jusqu'à quatre heures de l'après-midi, le premier jour du mois d'août 1938, pour l'achat d'une émission d'obligations de la cité de Sorel, au montant de \$46,400.00 portant intérêt au taux de 4% l'an, remboursables par série, jusqu'au 1er mai 1943, pour la totalité du montant de \$46,400.00, sur autorisation de l'honorable ministre des affaires municipales, du commerce et de l'industrie. Ces obligations sont émises en vertu du règlement modifié No 428 nouvelle série et seront datées du 1er mai 1938.

L'intérêt est payable semi-annuellement, les premier mai et novembre de chaque année, représenté par des coupons attachés à chacune des obligations.

Ces obligations seront faites payables au cours légal, au porteur ou au détenteur enregistré, selon le cas, au bureau principal de la banque Canadienne Nationale, à Montréal, ou à sa succursale à Sorel, au choix du porteur; les coupons d'intérêt seront payables au porteur, aux mêmes endroits que le capital.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté, égal à 1% du montant de l'emprunt.

Toute soumission devra spécifier si les intérêts courus sont compris ou non dans le prix de soumission.

La cité de Sorel ne s'engage pas à accepter la plus basse ni aucune des soumissions reçues.

Sorel, ce onzième jour de juillet 1938.

Le greffier de la cité,
JEAN-L. POIRIER.

3531-o

PROVINCE DE QUEBEC

CITE DE SOREL

Avis public est par les présentes donné, que des soumissions seront reçues par le soussigné, jusqu'à quatre heures de l'après-midi, le 1er jour du mois d'août 1938, pour l'achat d'une émission d'obligations de la cité de Sorel, au montant de \$36,000.00 portant intérêt au taux de 4% l'an, remboursables par série, jusqu'au 1er juin 1943, pour la totalité du montant de \$36,000.00, sur l'autorisation de l'honorable ministre des affaires municipales, du commerce et de l'industrie. Ces obligations sont émises en vertu du règlement modifié No 424 nouvelle série et seront datées du 1er juin 1938.

Tenders

PROVINCE OF QUEBEC

CITY OF SOREL

Public notice is hereby given that tenders shall be received by the undersigned, until four o'clock in the afternoon, on the first day of the month of August, 1938, for the purchase of an issue of bonds of the city of Sorel, to the amount of \$46,400.00, bearing interest at the rate of 4% per annum, redeemable serially until the 1st of May, 1943, for the whole amount of \$46,400.00, upon authorization of the Honourable the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce. Said bonds shall be issued in virtue of amended By-law No. 428 new series, and shall be dated from May 1st, 1938.

Interest payable semi-annually, on the first of May and November of each year, represented by coupons attached to each of the bonds.

Said bonds shall be made payable at legal rate, to bearer or to the holder on record, as the case may be, at the head office of the Banque Canadienne Nationale, at Montreal, or at its branch office at Sorel, at the option of the bearer; the interest coupons shall be payable to bearer at the same places as the capital.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan.

Every tender must specify whether the accrued interest is or is not included in the price of the tender.

The city of Sorel does not obligate itself to accept the lowest nor any of the tenders received.

Sorel, this eleventh day of July, 1938.

JEAN L. POIRIER,
City Clerk.

3532

PROVINCE OF QUEBEC

CITY OF SOREL

Public notice is hereby given that tenders shall be received by the undersigned until four o'clock in the afternoon, on the first day of the month of August, 1938, for the purchase of an issue of bonds of the city of Sorel, for an amount of \$36,000.00, bearing interest at the rate of 4% per annum, redeemable serially, until the 1st of June, 1943, for the whole amount of \$36,000.00, upon authorization of the Honourable the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce. Said bonds shall be issued in virtue of amended By-law No. 424 new series and shall be dated the 1st of June, 1938.

L'intérêt est payable semi annuellement, les 1er juin et décembre de chaque année, représenté par des coupons attachés à chacune des obligations.

Ces obligations seront faites payables au cours légal, au porteur ou au détenteur enregistré, selon le cas, au bureau principal de la Banque Canadienne Nationale à Montréal, ou à sa succursale à Sorel, au choix du porteur; les coupons d'intérêt seront payables au porteur, aux mêmes endroits que le capital.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté, égal à 1% du montant de l'emprunt.

Toute soumission devra spécifier si les intérêts courus sont compris ou non dans le prix de soumission.

La cité de Sorel ne s'engage pas à accepter la plus basse ni aucune des soumissions reçues.

Sorel, ce onzième jour de juillet 1938.

Le greffier de la cité,
JEAN-L. POIRIER.

3533-o

Canada, Province de Québec,
District de St-François.

LE BUREAU DES COMMISSAIRES D'ÉCOLES CATHOLIQUES ROMAINS DE LA CITE DE SHERBROOKE.

Avis public est, par les présentes, donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sousigné, jusqu'à vendredi, le 29 juillet, 1938, à deux heures de l'après-midi (heure avancée), pour l'achat d'une émission d'obligations datée du 1er mai 1938, au montant de \$50,000.00, à 3½% d'intérêt.

Intérêts payables semi-annuellement, les 1er mai et novembre.

Capital remboursable par séries du 1er mai, 1939, au 1er mai, 1953, inclusivement, comme suit:

1939 à 1943 inclusivement \$2,000.00 par an.
1944 à 1948 inclusivement \$3,500.00 par an,
1949 à 1953 inclusivement \$4,500.00 par an.

Capital et intérêts payables à la Banque Canadienne Nationale, Montréal, Sherbrooke ou Québec, Province de Québec.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% de l'emprunt et devra spécifier si elle comprend les intérêts courus ou non.

Les Commissaires se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute, ni aucune des soumissions. Sherbrooke, P.Q., ce 12ième jour de juillet 1938.

Le secrétaire-trésorier,
G.-E. BEGIN.

3563-o

Ventes—Loi de faillite

SOUS LA LOI D'ARRANGEMENT ENTRE CULTIVATEURS ET CREANCIERS, 1934

Dans l'affaire de Albert Chabot, cultivateur, St-Célestin, comté de Nicolet, cédant autorisé.

Avis public est par le présent donné que le PREMIER jour d'AOUT, mil neuf cent trente-huit, à ONZE heures de l'avant-midi, à la porte de l'église paroissiale de St-Célestin, dans le comté de Nicolet, seront vendus aux enchères

Interest payable semi-annually, on the 1st of June and December of each year, represented by coupons attached to each of said bonds.

Said bonds shall be payable at legal rate, to bearer or to the holder on record, as the case may be, at the head office of the Banque Canadienne Nationale, at Montreal, or at its branch office at Sorel, at the option of bearer; the interest coupons shall be payable to bearer at the same places as the capital.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan.

Every tender must specify whether the accrued interest is or is not included in the price of the tender.

The city of Sorel does not obligate itself to accept the lowest nor any of the tenders received. Sorel, this eleventh day of July, 1938.

JEAN L. POIRIER,
City Clerk.

3534

Canada, Province of Quebec,
District of St. Francis.

THE BOARD OF THE ROMAN CATHOLIC SCHOOL COMMISSIONERS OF THE CITY OF SHERBROOKE.

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tender for Bonds" will be received by the undersigned, until Friday, the 29th day of July, 1938, at two o'clock in the afternoon (advanced time), for the purchase of an issue of bonds dated from the first day of May, 1938, for \$50,000.00, at 3½% interest.

Interest payable semi-annually, the 1st day of May and November.

Capital redeemable serially from the 1st day of May, 1939 to the 1st of May, 1953, inclusively, as follows:

1939 to 1943 inclusively \$2,000.00 per annum.
1944 to 1948 inclusively \$3,500.00 per annum.
1949 to 1953 inclusively \$4,500.00 per annum.

Capital and interest payable at the Banque Canadienne Nationale, Montreal, Sherbrooke or Quebec, in the Province of Quebec.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the accrued interest is included or not.

The Commissioners do not obligate themselves to accept the highest or any of the tenders. Sherbrooke, P.Q., this 12th day of July, 1938.

G. E. BEGIN,
Secretary-treasurer

3564-o

Sales—Bankruptcy Act

UNDER THE FARMERS-CREDITORS ARRANGEMENT ACT, 1934

In the matter of Albert Chabot, farmer of St-Célestin, County of Nicolet, authorized assignor.

Public notice is hereby given that on the FIRST day of AUGUST, nineteen hundred and thirty-eight, at ELEVEN o'clock in the forenoon, at the parochial church door of St-Célestin, in the County of Nicolet, the immoveables designat-

publiques et adjugés au plus haut et dernier enchérisseur, les immeubles dont la désignation suit, savoir:—

"Une terre située sur le rang de la Côte St-Pierre de la paroisse St-Célestin, de deux arpents de largeur sur trente-trois arpents de longueur, connue et désignée au cadastre du comté de Nicolet sous le No 359.

Une autre terre, même paroisse de deux arpents de largeur sur trente-trois arpents de longueur portant les numéros P. 355 et P. 356 au N.E. Ubald Chabot, au S.O. Louis Boisclair."

Lesdits immeubles seront vendus comme faisant partie d'un même immeuble.

La vente du dit immeuble est faite conformément aux articles sept cent seize (716) et sept cent dix-sept (717) du code de Procédure civile, aussi à l'article quarante-cinq (45) de la Loi de Faillite; cette vente équivant à la vente par le shérif.

Les titres et certificats peuvent être examinés au bureau du sousigné, au village Laroche, comté de Nicolet.

Conditions de paiement: comptant.

St-Grégoire, ce vingt-huitième jour de juin mil neuf cent trente-huit.

Le séquestre officiel et syndic,

3327—26-2-o ELISEE BEAULAC.

Canada, Province de Québec, District de Montréal. Cour Supérieure, en matière de faillite. No 38. In re: La Succession Léopold Léger, Lachine, Qué., faillie et Georges Duclos, syndic.

AVIS DE VENTE

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement des Régistres de la Loi de Faillite, district de Montréal, en date du 29ème jour de juin 1938, sera vendu par encan public, au bureau du shérif de Montréal, au Palais de Justice, le VENDREDI, CINQUIEME jour d'AOUT 1938, à ONZE heures de l'avant-midi, l'immeuble ci-après désigné:

Désignation

Un emplacement situé en la dite cité de Lachine, composé:

a) D'un morceau de terre portant le numéro deux cent vingt-huit (No 228) des dits plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine, moins une petite partie triangulaire de ce lot vendue par Adélar Allard à V. J. Clapin aux termes d'une convention entre eux faite devant Me L. Forest, notaire, le treize février, mil neuf cent cinq, enregistrée au bureau d'enregistrement des comtés d'Hochelaga et Jacques-Cartier, sous le No 111,978, cette partie triangulaire mesurant douze pouces de largeur à sa base par une profondeur d'environ douze pieds, et le sommet du dit triangle étant au point d'intersection de la ligne qui forme le côté ouest du dit triangle avec la ligne de division du dit lot numéro deux cent vingt-huit (228) et du lot numéro deux cent vingt-neuf (229) des dits plan et livre de renvoi officiels, à une distance d'environ vingt-deux pieds de la ligne de la rue St-Joseph, la dite partie triangulaire étant bornée du côté est par le dit lot numéro deux cent vingt-neuf (229) et des deux autres côtés par le résidu du dit lot numéro deux cent vingt-huit (228); et

b) d'un autre petit morceau de terre de forme triangulaire faisant partie du lot numéro deux

ed as follows shall be sold by public auction and adjudged to the highest and last bidder, to wit:—

"A farm situate in Range "Côte St-Pierre" of the Parish of St-Célestin, measuring two arpents in width by thirty-three arpents in length, known and designated on the cadastre for the County of Nicolet under No. 359.

Another farm, same parish, measuring two arpents in width by thirty three arpents in length, bearing numbers Pt. 355 and Pt. 356 on the N.E. Ubald Chabot, on the S.W. Louis Boisclair".

The said immoveables shall be sold as forming part of one single immoveable.

The sale of said immoveable shall be made pursuant to articles seven hundred and sixteen (716) and seven hundred and seventeen (717) of the Code of Civil Procedure, and also to article forty-five (45) of the Bankruptcy Act; this sale shall have the effect of a Sheriff's Sale.

The titles and certificates may be examined at any time at the office of the undersigned, at the Village of Laroche, County of Nicolet.

Conditions of payment: cash.

St. Grégoire, this twenty-eighth day of June, nineteen hundred and thirty-eight.

ELISEE BEAULAC,

3328—26-2 Official Receiver and Trustee.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal. Superior Court, sitting in bankruptcy. No. 38. In re: Estate of the Late Léopold Léger, Lachine, Que., bankrupt, and Georges Duclos, trustee.

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that pursuant to a judgment of the Registrars of the Bankruptcy Act, district of Montreal, dated the 29th day of June 1938, shall be sold by public auction at the Sheriff's office, at the Court House, in Montreal, on FRIDAY, the FIFTH day of AUGUST 1938, at ELEVEN o'clock in the forenoon, the immoveable hereinafter described:

Designation

An immoveable situated in the city of Lachine, composed of:

a) A strip of land bearing number two hundred and twenty eight (228) of the said official plan and book of reference of the town of Lachine, less a small triangular portion of this lot sold by Adélar Allard to V. J. Clapin according to terms of a convention made between them before Me L. Forest, notary, on the 13th of February 1905, registered at the Registry office of Hochelaga and Jacques-Cartier counties under No. 111,978; this triangular portion measuring 12 inches in width at its base by a depth of approximately twelve feet, and the height of the said triangle being at the point of intersection of the line forming the west side of the said triangle with the division line of the said lot number two hundred and twenty eight (228) and of lot number two hundred and twenty nine (229) of the said official plan and book of reference, at an approximate distance of twenty-two feet from St. Joseph Street line, the said triangular portion being bounded on the east side by the said lot number two hundred and twenty nine (229) and on the two other sides by the residue of the said lot number two hundred and twenty eight (228); and

b) of another small piece of land of a triangular shape forming part of lot number two hundred

cent vingt-neuf (229) des dits plan et livre de renvoi officiels, de la ville de Lachine, mesurant environ dix-huit pouces de largeur à sa base le long de la ligne de la rue St-Joseph, par une profondeur d'environ vingt-huit pieds, et le sommet du dit triangle étant au point d'intersection de la ligne de division qui forme le côté est du dit triangle avec la ligne de division des dits lots numéros deux cent vingt-huit et deux cent vingt-neuf (228-229) des dits plan et livre de renvoi officiels de la dite partie triangulaire étant bornée du côté ouest par le dit lot numéro deux cent vingt-huit (228) du côté est par le résidu du dit lot numéro deux cent vingt-neuf (229) et du côté sud par la dite rue St-Joseph.—Avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble.

Le tout avec les bâtisses y érigées portant les Nos. 460 et 462 de la dite rue St-Joseph.

La dite vente sera faite en vertu de l'article 45 de la Loi de Faillite, paragraphes 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 des Statuts Refondus du Canada 1927, chapitre II et suivants, et aura l'effet du décret.

Un dépôt de 10% de l'évaluation municipale, en argent ou par chèque accepté, sera exigé de chaque enchérisseur avant qu'il soit permis au dit enchérisseur d'enchérir à la dite vente.

Pour toute autre information au sujet des conditions de vente, cahier des charges, etc. s'adresser au soussigné.

Le syndic,
GEORGES DUCLOS.

10, rue St-Jacques-Est,
Montréal

3355-26-2-0

SOUS LA LOI D'ARRANGEMENT ENTRE
CULTIVATEURS ET CREANCIERS

AVIS DE VENTE

Dans l'affaire de M. Louis Trépanier, cultivateur, de la paroisse de St-Narcisse, district des Trois-Rivières.

Avis public est, par le présent, donné que JEUDI, le ONZIEME jour du mois d'AOUT, 1938, à DIX heures de l'avant-midi, à la porte de l'église de St-Narcisse, il sera procédé à la vente aux enchères publiques, au plus haut et dernier enchérisseur, de l'immeuble suivant dépendant de l'actif susdit, savoir:

Une terre située en la paroisse de St-Narcisse, dans le second rang de la Seigneurie Champlain, de la contenance de deux arpents de largeur sur la longueur de vingt arpents, de là, prenant une largeur de un arpent sur une autre longueur de cinq arpents, laquelle terre est connue et désignée comme faisant partie du lot de terre numéro quatre cent vingt-deux (P. 422), sur les plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Narcisse, et est comprise dans les bornes suivantes: en front au chemin dudit rang, en profondeur, partie à Adonai Cossette et le chemin du troisième rang, du côté nord, à Adonai Cossette, du côté sud à Alfred Cossette et à Ephrem Gervais ou représentants; avec ensemble une maison et dépendances y érigées.

Les titres et certificats peuvent être examinés au bureau du soussigné, en aucun temps.

Cette vente est faite en conformité de l'article 45 de la loi des faillites, suivant jugement de la cour supérieure du district des Trois-Rivières, en date du 14 juin, 1938, et a le même effet qu'une vente faite par le shérif.

and twenty nine (229) of the said official plan and book of reference of the town of Lachine, measuring approximately eighteen inches in width at its base along the line of St. Joseph Street, by an approximate depth of twenty eight feet, and the top of the said triangle being at the intersection point of the division line which forms the east side of the said triangle with the division line of the said lots numbers two hundred and twenty eight and two hundred and twenty nine (Nos. 228 and 229) of the said official plan and book of reference, the said triangular part being bounded on the west side by the said lot number two hundred and twenty eight (228) on the east side by the residue of said lot number two hundred and twenty nine (229) and on the south side by the said St. Joseph Street. With all servitudes active or passive, apparent or otherwise attached to said immovable.

The whole with the buildings thereon erected bearing civic numbers 460 and 462 of the said St. Joseph Street.

The said sale shall be made in virtue of article 45 of the Bankruptcy Act, paragraphs 2, 3, 4, 5, 6, 7 and 8 of the Revised Statutes of Canada 1927, chapter II and following, and will have the effect of a Sheriff's sale.

A deposit of 10% of the municipal valuation, in cash or by a certified cheque, shall be exacted from each bidder, before he be permitted to bid at the said sale.

For any other information with regard to the conditions of sale, book of charges, etc., apply to the undersigned.

GEORGES DUCLOS,
Trustee.

10 St. James St. East,
Montreal.

3356-26-2-0

UNDER THE FARMERS-CREDITORS ARRANGEMENT
ACT

NOTICE OF SALE

In the matter of Mr. Louis Trépanier, farmer, of the parish of St-Narcisse, district of Trois-Rivières.

Public notice is hereby given that on THURSDAY, the ELEVENTH day of the month of AUGUST, 1938, at TEN o'clock in the forenoon, at the church door of St-Narcisse there shall take place the sale by public auction, to the highest and last bidder, of the following immovable, forming part of the aforesaid estate, to wit:

A farm situate in the parish of St-Narcisse, in the second range of the Champlain Seigniorie, measuring two arpents in width by a length of twenty arpents, thence measuring one arpent in width by another length of five arpents, said farm being known and designated as forming part of lot of land number four hundred and twenty two (Pt. 422) on the official plan and book of reference for the parish of St-Narcisse and being included within the following boundaries: in front, the road of the said range, on the depth, partly by Adonai Cossette and the road of the third range, on the north side Adonai Cossette, on the south side Alfred Cossette and Ephrem Gervais or representatives—together with a house and dependencies thereon erected.

The titles and certificates may be examined at the office of the undersigned, at any time.

This sale is made in conformity with article 45 of the Bankruptcy Act, pursuant to a judgment of the Superior Court of the district of Trois-Rivières, dated June 14th, 1938, and shall have the effect of a Sheriff's sale.

Condition de vente: argent comptant. Pour cahier des charges et toutes autres informations, on devra s'adresser au soussigné.

Champlain, 30 juin, 1938.

Le Séquestre officiel et Syndic,
3399-27-2-o LUD. BERGERON, N.P.

Conditions of sale: cash. For list of charges and any further information apply to the undersigned.

Champlain, June 30th, 1938.

LUD. BERGERON, N.P.,
3400-27-2 Official Receiver and Trustee.

Province de Québec, district de Joliette, Cour Supérieure, (en matière de faillite), No 296, In re: Joseph Dufresne, employé civil de la cité et du district de Joliette, et résidant actuellement, dans la cité et le district de Montréal, cédant-authorized.

Province of Quebec, District of Joliette, Superior Court (Sitting in Bankruptcy), No. 296. In re: Joseph Dufresne, civil employee, of the city and district of Joliette, and actually residing in the city and district of Montreal, authorized assignor.

Avis est par les présentes donné que MARDI, le SEIZIEME jour d'AOUT 1938, à DIX heures de l'avant-midi, au bureau du shérif, du district de Joliette, au Palais de Justice, à Joliette, dit district, seront vendus par encan public, au plus haut et dernier enchérisseur, les immeubles suivants cédés par le cédant-authorized, en cette cause, savoir:

Notice is hereby given that on TUESDAY, the SIXTEENTH of AUGUST, 1938, at TEN o'clock in the forenoon, at the Sheriff's Office of the District of Joliette, in the Court House, at Joliette, said district, there shall be sold by public auction, to the highest and last bidder, the following immovables, assigned by the authorized assignor in this cause, to wit:

1. Un lot de terre de figure irrégulière connu et désigné sous le numéro, cent vingt-cinq, (125) aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Joliette;

1. A lot of land of irregular figure, known and designated under number one hundred and twenty-five (125) on the official plan and book of reference for the town of Joliette;

2. Un terrain, de forme triangulaire, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro deux cent vingt-deux, (P. 222) des plan et livre de renvoi officiels susdits, mesurant environ dix-neuf pieds de front sur la rue St-Charles Borromée, et se terminant en pointe au lot numéro cent vingt-cinq, et borné comme suit: en front par la rue St-Charles Borromée, d'un côté par le lot No. 125, et de l'autre côté par le résidu dudit lot No. 222 appartenant à Emile Prévost; la ligne de division entre ce terrain et celui du dit Emile Prévost étant déterminée comme suit: partant de la borne en fonte plantée conformément à un procès-verbal de bornage fait par J.-A. Martin, A.G. le 27 juin 1917, à neuf pouces du trottoir, en ciment de la rue St-Charles Borromée, faisant avec le côté sud-ouest de ladite rue un angle de soixante-douze degrés et vingt-neuf minutes, ladite ligne de division est orientée de manière à rencontrer la ligne latérale sud-est, dudit lot No 125, près du coin est d'un garage construit sur le terrain dudit Joseph Dufresne, lequel point d'intersection a été marqué par un tuyau de fer d'environ trois pieds de longueur et de deux pouces et demi de diamètre, solidement enfoncé en terre à six pouces du coin de la bâtisse. La distance entre ce tuyau de fer et la borne du point de départ étant de quatre-vingt six pieds et sept pouces, ou de quatre-vingt sept pieds et quatre pouces, à aller au trottoir de la rue St-Charles Borromée, le tout mesure anglaise et tel que montré sur un plan figuratif dressé par J.-A. Martin, A.G. en date du 9 juin 1919, annexé à la minute d'une vente consentie par Demoiselle Hectorine Derome audit Joseph Dufresne, devant Me. L.-A. Fontaine, notaire, le 27 juin 1919;

2. A lot of land of triangular figure, known and designated as forming part of lot number two hundred and twenty-two (Pt.222) on the aforesaid official plan and book of reference, measuring about nineteen feet in front on St-Charles-Borromée street, and ending in a point at lot number one hundred and twenty-five and bounded as follows: in front by St. Charles Borromée street, on one side by lot No. 125, and on the other side by the residue of said lot No. 222, belonging to Emile Prévost; the division line between said lot of land and that of said Emile Prévost being determined as follows: starting from the cast iron post planted in conformity with a *procès verbal de bornage*, made by J. A. Martin, L.S., on the 27th of June, 1917, nine inches distant from the cement sidewalk of St-Charles Borromée street, forming, with the southwest side of said street, an angle of seventy-two degrees and twenty-nine minutes, said division line being directed so as to meet the lateral southeast line of said lot No. 125 near the eastern corner of a garage built upon the land of said Joseph Dufresne, said point of intersection having been marked by an iron pipe of about three feet in length and two and one half inches in diameter, solidly sunk into the ground six inches from the corner of the building. The distance between said iron pipe and the starting point limit post being eighty-six feet and seven inches, or eighty-seven feet and four inches as far as the sidewalk of St. Charles-Borromée street, the whole English measure and as shown on a figurative plan drawn by J. A. Martin, L.S., dated June 9th, 1919, annexed to the minutes of a sale consented by Miss Hectorine Derome to the said Joseph Dufresne, before Me. L. A. Fontaine, notary, on the 27th of June, 1919;

3. Une lisière de terrain connue et désignée comme faisant partie du lot numéro cent vingt-cinq-A (P. 125-A) aux plan et livre de renvoi officiels susdits, de figure irrégulière, contenant environ cent quarante pieds en superficie, et bornée comme suit: au nord-ouest, par le résidu dudit lot No. 125-A appartenant à Moïse Dalcourt, à l'est et au sud-est par le lot No. 125; relativement à la maison dudit Joseph Dufresne, la ligne de division entre ladite lisière de terrain et le résidu dudit lot No. 125-A restant audit Moïse Dalcourt, passe à quarante-quatre pouces du coin nord-ouest du corps de maison servant

3. A strip of land known and designated as forming part of lot number one hundred and twenty-five A (Pt.125A), on the aforesaid official plan and book of reference, of irregular figure, containing about one hundred and forty feet in area, and bounded as follows: on the northwest by the residue of said lot No. 125A belonging to Moïse Dalcourt, on the east and southeast by lot No. 125; with respect to the house of said Joseph Dufresne, the division line between the said strip of land and the residue of said No. 125A remaining to said Moïse Dalcourt, passes forty-four inches distant from the northwest corner

de cuisine, à trente-trois pouces et six lignes du coin nord-ouest du corps de logis servant de glacière, et en se prolongeant jusqu'au corps principal de la maison, elle rencontre le mur nord-ouest de celle-ci, à un point situé à huit pouces et demi du coin nord-ouest mesurés le long du mur. Ces mesures sont prises du solage en béton.

Avec les bâtisses érigées sur les lots plus haut mentionnés.

4. Un lot de terre connu et désigné sous le numéro quatre-vingt-deux, de la subdivision officielle du lot originaire numéro cinq cent quarante trois, (543-82) aux plan et livre de renvoi officiels susdits.

Les trois immeubles en premier lieu désignés, à savoir les Nos. 125, P. 222 et P. 125-A, du cadastre de la ville de Joliette seront vendus ensemble et en bloc, et l'immeuble en dernier lieu désigné, à savoir le No. 543-82 du même cadastre sera vendu séparément.

La vente des trois immeubles en premier lieu désignés à savoir les Nos. 125, Pt. 222 et P. 125-A, du cadastre de la ville de Joliette, sera faite à la charge par l'acquéreur de respecter le bail qui a été consenti par le syndic-autorisé, à Victor Lafortune N.P., de Joliette, pour la période s'écoulant du 1er mai 1938 au 1er mai 1939.

Cette vente faite d'après les articles 44 et 45 de la loi de faillite, équivaut à une vente par le shérif.

Conditions de la vente: 10% comptant et la balance dans trois jours.

Joliette, 12 juillet, 1938.

J.-C. PERRAULT,
3537-28-2-o Le syndic-autorisé.

of the part of the house used as a kitchen, thirty-three inches and six lines from the northwest corner of the building used as an ice-house, and extending as far as the main part of the house, meeting the northwest wall thereof at a point situated at eight inches and one half from the northeast corner measured along the wall. Said measurements are taken from the concrete foundations.

With the buildings erected on the lots hereinabove mentioned.

4. A lot of land known and designated under number eighty-two of the official subdivision of the original lot number five hundred and forty-three (543-82) on aforesaid official plan and book of reference.

The three immoveables firstly described, namely Nos. 125, Pt. 222 and Pt. 125A, of the cadastre of the town of Joliette, shall be sold together and *en bloc* and the immoveable lastly described, namely No. 543-82 of same cadastre shall be sold separately.

The sale of the three immoveables firstly described namely: Nos. 125, P. 222 and Pt. 125A of the cadastre of the town of Joliette, shall be made subject to the charge by the purchaser of respecting the lease consented by the authorized trustee, to Victor Lafortune, N.P., of Joliette, for a period running from the 1st of May, 1938, to the 1st of May, 1939.

Said sale made pursuant to Articles 44 and 45 of the Bankruptcy Act, shall have the effect of a Sheriff's Sale.

Conditions of payment: 10% cash, and the balance within three days.

Joliette, July 12th, 1938.

J. C. PERRAULT,
3538-28-2 Authorized trustee.

Vente pour taxes municipales

Province de Québec, District de Beauharnois.

CITE DE SALABERRY DE VALLEYFIELD

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Charles Codebecq, greffier de la cité de Salaberry de Valleyfield, que la propriété ci-après désignée sera vendue à l'enchère publique, en la salle des délibérations du Conseil, en l'hôtel-de-ville de la cité de Salaberry de Valleyfield, LUNDI, le HUITIEME jour du mois d'AOUT mil neuf cent trente huit (1938), à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes et redevances municipales, taxes scolaires et intérêts mentionnés dans l'état ci-dessous, ainsi qu'au paiement des frais, à moins que ces taxes et redevances, intérêts et frais ne soient payés avant la vente:

Nom (selon le rôle d'évaluation):

The Maple Leaf Brewery Limited.

Numéro du cadastre:

4-a (des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Salaberry de Valleyfield), avec les bâtisses y érigées.

Taxes municipales.....	\$ 5,800.63
Taxes scolaires.....	3,050.00
Intérêts.....	1,055.75
Total.....	\$ 9,906.38

Daté à Salaberry de Valleyfield, ce 11 juillet 1938.

3527-28-2-o Le greffier,
CHARLES CODEBECQ.

Sale for municipal taxes

Province of Quebec, District of Beauharnois.

CITY OF SALABERRY DE VALLEYFIELD

Public notice is hereby given by the undersigned, Charles Codebecq, clerk of the city of Salaberry de Valleyfield, that the property hereinafter described will be sold by public auction, at the meeting-room of the city council, in the city hall of the city of Salaberry de Valleyfield, MONDAY, the EIGHTH day of AUGUST, nineteen hundred and thirty-eight (1938), at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy to the payment of the municipal taxes and dues, school taxes and interests mentioned in the hereunder statement, and also to the payment of the costs, unless the said taxes and dues, interests and dues be paid before the sale:

Name (according to valuation roll):

The Maple Leaf Brewery Limited.

Cadastral No:

4-a (of the plan and reference book of the town of Salaberry de Valleyfield) with buildings thereon erected.

Municipal taxes.....	\$ 5,800.63
School taxes.....	3,050.00
Interests.....	1,055.75
Total.....	9,906.38

Dated at Salaberry de Valleyfield, this 11th day of July 1938.

3528-28-2-o CHARLES CODEBECQ,
City Clerk.

VENTES PAR LES SHÉRIFS

ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.
Arthabaska, à savoir: { DAME CLARA HILL,
No 943. } demanderesse; vs
JOSEPH BULLARD, défendeur; et R.-H.
BULLARD, créancier-saisissant.

Comme appartenant au défendeur:

Un certain terrain connu et désigné au cadastre officiel du canton de Inverness, comme étant le lot numéro deux cent six (206), avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Athanase de Inverness, comté de Mégantie, le VINGT-SIXIEME jour de JUILLET 1938, à DEUX heures de l'après-midi, (heure normale).

Le shérif,
Bureau du shérif, MAURICE MAHEU.
Arthabaska, 22 juin 1938. 3281-25-2-o
[Première publication, le 25 juin 1938]

SHERIFFS' SALES

ARTHABASKA

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.
Arthabaska, to wit: { DAME CLARA HILL,
No. 943. } plaintiff; vs JOSEPH BULLARD, defendant; and RICHARD H. BULLARD, seizing-creditor, (subrogated).

As belonging to the defendant:

A certain farm known and designed on the official cadastre of "Township of Inverness" as being lot number two hundred and six (206), with all buildings thereon.

To be sold at the parochial church of St. Athanase de Inverness, county of Mégantie, the TWENTY-SIXTH day of JULY, 1938, at TWO o'clock in the afternoon. (Standard time).

Maurice Maheu,
Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, June 22, 1938. 3282-25-2-o
[First publication, June 25th, 1938]

BEAUCE

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de St-François
St-François, à savoir: { LA COMMISSION
No 68 } DU PRET AGRICOLE CANADIEN, corporation existant en vertu d'une loi fédérale et ayant en vertu de cette loi, son siège social pour la province de Québec, en la cité de Québec, requérante; vs ALPHONSE RANCOURT, de Magog-est, comté Stanstead, intimé.

Comme appartenant au défendeur.

Une terre connue et désignée comme étant les lots numéros (22-A) vingt deux A, (22-C) vingt-deux-C, (23-A) vingt-trois-A, (23-C) vingt-trois-C, (24-A) vingt-quatre-A, du rang chemin de Kenebec, section A, selon le cadastre officiel du canton Jersey, circonstances et dépendances.

Pour être vendue, à la porte de l'église de la paroisse de St-Côme, district de Beauce, MARDI le (16) SEIZIEME jour du mois d'AOUT 1938 à DEUX heures de l'après-midi, heure solaire.

Donné le 11 juillet 1938, en le bureau du shérif à St-Joseph-de-Beauce.

Le shérif,
3551-28-2-o XAVIER BEAUDOIN.
[Première publication, 16 juillet 1938.]

JOLIETTE

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de Magistrat
Province de Québec, } LES CURE ET MAR-
District de Joliette, } L GUILLIERS DE
No 9371 } L'OEUVRE ET FABRI-
QUE DE LA PAROISSE DE ST-JACQUES DE

BEAUCE

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of St. Francis
St. Francis, to wit: { THE CANADIAN
No. 68 } FARM LOAN BOARD, a corporation existing under a Federal act, and having pursuant to this act its principal place of business for the Province of Quebec, in the city of Quebec, appellant, vs. ALPHONSE RANCOURT, of Magog east, county of Stanstead, respondent.

As belonging to the defendant.

A farm known and designated as being lots numbers (22-A) twenty-two A, (22-C) twenty two-C, (23-A) twenty three A, (23-C) twenty three-C (24-A) twenty four-A, of the Kenebec road range, section A, pursuant to the official cadastre of the township of Jersey, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of St. Côme, district of Beauce, on TUESDAY the SIXTEENTH (16th) day of the month of AUGUST 1938, at TWO o'clock in the afternoon, Standard Time.

Given on July 11th, 1938, in the Sheriff's Office at St-Joseph Beauce.

XAVIER BEAUDOIN,
3552-28-2 Sheriff.
[First publication, July 16th, 1938.]

JOLIETTE

FIERI FACIAS DE TERRIS

Magistrate's Court
Province of Québec, } THE CURE AND
District of Joliette, } CHURCHWARD-
No. 9371 } ENS OF L'OEUVRE
ET FABRIQUE OF THE PARISH OF ST-

L'ACHIGAN, comté de Montcalm, district de Joliette, demandeurs, contre LUCIEN DUPUIS, du même lieu, défendeur.

Une terre située en la paroisse de St-Jacques de L'Achigan, connue et désignée sous le numéro quatre cent quarante-quatre (No 444), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de ladite paroisse de St-Jacques de L'Achigan, avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de St-Jacques de L'Achigan, le VINGT-SIXIEME jour de JUILLET 1938, à DIX heures de la matinée (heure avancée.)

Bureau du shérif, Joliette, le 22 juin 1938.
[Première publication, 25 juin 1938]

Le shérif,

JOS. SYLVESTRE.

3283-25-2-o

JACQUES DE L'ACHIGAN, county of Montcalm, district of Joliette, Plaintiffs; against LUCIEN DUPUIS, of the same place, Defendant.

A farm situate in the Parish of St-Jacques de L'Achigan, known and designated under number four hundred and forty-four (No. 444), of the official cadastral plan and book of reference of the said parish of St-Jacques de l'Achigan, with buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of St-Jacques de L'Achigan, on the TWENTY-SIXTH day of JULY 1938, at TEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

Sheriff's Office, Joliette, June 22, 1938.
[First publication, June 25th, 1938]

JOS. SYLVESTRE,

Sheriff.

3284-25-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Trois-Rivières, No 4564, dans le district de Trois-Rivières, contre HARRY *alias* ARSENE DESROSIERS, de Woonsocket, Rhode Island, Etats-Unis d'Amérique, défendeur.

Un emplacement connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Didace, comme partie du lot numéro sept cent cinquante-huit (P.758) de la concession nord-est de la rivière Maskinongé, de la contenance d'environ soixante-quinze pieds de largeur sur environ cent pieds de profondeur, borné en front du côté sud-ouest par la rue St-Joseph, du côté nord-est par Antonio Hamelin, du côté sud-est par Edouard Hamelin et du côté nord-ouest par Adélarde Dénommée, avec une maison et autres bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Didace, le SEIZIEME jour du mois d'AOUT 1938, à DIX heures de la matinée (heure avancée).

Bureau du shérif, Joliette, le 12 juillet 1938.
[Première publication, le 16 juillet 1938]

Le shérif,

JOS. SYLVESTRE,

3539-28-2-o

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Québec, District of Trois-Rivières, No. 4564, in the district of Trois-Rivières, against HARRY *alias* ARSENE DESROSIERS, of Woonsocket, Rhode Island, United States of America, Defendant.

An emplacement known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the parish of St-Didace, as part of lot number seven hundred and fifty-eight (Pt. 758) of the northeast concession of the Maskinongé river, measuring about seventy-five feet in width by about one hundred feet in depth, bounded in front on the southwest side by St. Joseph street, on the northeast side by Antonio Hamelin, on the southeast side by Edouard Hamelin and on the northwest side by Adélarde Dénommée, with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of St. Didace, on the SIXTEENTH day of the month of AUGUST, 1938, at TEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

Sheriff's Office, Joliette, July 12, 1938.
[First publication, July 16, 1938]

JOS. SYLVESTRE,

Sheriff.

3540-28-2

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal

Montréal, à savoir: PERKINS ELECTRIC CO. LTD., demanderesse; vs DAME B.-M. LADUKE, défenderesse.

(a) Un lopin de terre connu et désigné sous le numéro 2 de la subdivision du lot numéro 2155 de la subdivision officielle du lot originaire numéro 162 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Antoine de Longueuil, mesurant le dit lot 5 pieds en largeur par 85 pieds en profondeur, le tout d'après la mesure anglaise et plus ou moins, le dit lot étant situé en la cité de St-Lambert, borné en front par l'avenue des Erables en la cité de St-Lambert, et adjacent au lot ci-après décrit.

(b) Le lopin de terre connu et désigné sous le numéro 2154 de la subdivision officielle du lot originaire numéro 162 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Antoine de Longueuil, mesurant le dit lot 25 pieds en largeur par 85 pieds en profondeur, le tout d'après la mesure anglaise et plus ou moins. Ledit emplacement

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit: PERKINS ELECTRIC CO. LTD., plaintiff; vs DAME B. M. LADUKE, defendant.

(a) Lot of land known and designated under number 2 of the Subdivision of Lot number 2155 of Official Subdivision of the Original Lot number 162 of the Official Plan and Book of Reference of the Parish of St. Antoine de Longueuil, measuring the said lot 5 feet in width by 85 feet in depth, the whole English Measure and more or less, said lot situated in the city of St. Lambert, bounded in front by Maple Avenue in the city of St. Lambert, and adjoining the Lot hereinafter described.

(b) Lot of land known and designated under number 2154 of the Official Subdivision of the Original Lot number 162 of the Official Plan and Book of Reference of the Parish of St. Antoine de Longueuil, measuring the said lot 25 feet in width by 85 feet in depth, the whole English Measure and more or less. The said

est borné en front par l'avenue des Erables, en la cité de St-Lambert, en arrière par une ruelle utilisée en commun avec les autres, d'un côté par le lot officiel numéro 162-2155-1 et de l'autre côté par le lot officiel numéro 162-2153.

Avec un cottage semi-détaché et tous les édifices sus-érigés et avec le droit de mitoyenneté dans le mur de pignon sud-est des dits édifices.

Pour être vendus, au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, à Longueuil, le DIX-HUITIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-PAUL LAMARCHE,
Montréal, le 12 juillet 1938. 3337-28-2
[Première publication, 2 juillet 1938 est nulle]
[Première publication, 16 juillet 1938.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **D**ELLE LILLIE B.
No B-169547 } **D**EROME, deman-
deresse, vs CORNELIUS E. DEROME, défen-
deur; et OMER RAYMOND, curateur au délais-
sement.

"Un emplacement formé d'une parti du lot numéro quatre, de tout le lot numéro cinq, et d'une partie du lot numéro six, de la subdivision officielle du lot originaire numéro douze cent quatre vingt douze (1292-Pt-4; 1292-5; 1292 Pt-6) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Ste-Marie de la cité de Montréal, contenant le dit emplacement quarante-deux pieds de largeur en front et en arrière par quatre vingt treize pieds de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins, bornée: en front, par la rue Delorimier; en arrière, par une ruelle; au sud-est, par le résidu du lot No 1292-4; et au nord-ouest par le résidu dudit lot No 1292-6; avec droit de passage en commun avec ceux qui y ont droit, dans la ruelle située en arrière du susdit emplacement; et avec les bâtisses et autres dépendances dessus construites, portant les Nos 2277; 2279; 2283, 2285 rue Delorimier; ainsi que le tout se trouve présentement avec tous droits et servitudes s'y rattachant.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour d'AOUT prochain à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-PAUL LAMARCHE,
Montréal, 12 juillet, 1938. 3541-28-2-o
[Première publication, 16 juillet 1938.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **J**OSEPH MALO, plombier
C-170435 } **J** du village de Belœil,
district de Montréal, demandeur; vs PAUL
BEAUCHEMIN, ci-devant du même lieu main-
tenant de McMasterville, défendeur.

Une terre sise et située en la paroisse de Belœil, sur la concession du ruisseau, connue et désignée sous les numéros trois cent un et trois cent deux (301-302) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Belœil, avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Mathieu-de-Belœil, le DIX-HUITIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures du matin.

emplacement is bounded in front by Maple Avenue in the city of St. Lambert, in rear by a lane to be used in common with others, on one side by lot official number 162-2155-1 and on the other side by lot official number 162-2153.

With a semi-detached cottage and all buildings thereon erected and with the right of mitoyennete in the south-east gable wall of the said buildings.

To be sold at the registry office of the county of Chambly, at Longueuil, on the EIGHTEENTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. PAUL LAMARCHE,
Sheriff's Office, Sheriff,
Montreal, July 12th, 1938. 3338-28-2-o
[First publication, July 2, 1938 is null.]
[First publication, July 16th, 1938.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit: } **M**ISS LILLIE B. DE-
No. B-169547 } **M**ISS LILLIE B. DE-
ROME, plaintiff, vs.
CORNELIUS E. DEROME, defendant, and
OMER RAYMOND, curator to the abandon-
ment.

An emplacement composed of a part of lot number four, of all of lot number five, and of a part of lot number six, of the official subdivision of original lot number twelve hundred and ninety two (1292-Pt. 4; 1292-5; 1292-Pt. 6) on the official plan and book of reference of St. Mary's Ward in the city of Montreal, the said emplacement measuring forty two feet in width in front and in rear by ninety three feet in depth, the whole English measure and more or less, bounded: in front by Delorimier street; in rear by a lane; on the southeast, by the residue of lot No. 1292-4; and on the northwest by the residue of said lot No. 1292-6; with right of way in common with those having a right thereto, in the lane situate in rear of the aforesaid emplacement; and with the buildings and other dependencies thereon erected, bearing Nos. 2277; 2279; 2283; 2285 Delorimier street; as the whole presently subsists with all rights and servitudes attached thereto.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. PAUL LAMARCHE,
Sheriff's office, Sheriff,
Montreal, July 12, 1938. 3542-28-2
[First publication, July 16th 1938.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **J**OSEPH MALO, plumber,
C-170435 } **J** of the village of Belœil,
district of Montreal, plaintiff; vs PAUL BEAU-
CHEMIN, heretofore of the same place, now of
McMasterville, defendant.

A farm, being and situate in the parish of Belœil, in the "du Ruisseau" concession, known and designated under numbers three hundred and one and three hundred and two (301-302) on the official plan and book of reference for the parish of Belœil, with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of St-Mathieu-de-Belœil, on the EIGHTEENTH of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Un dépôt de \$500. sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'hon. Juge Mackinnon, daté le 8 juillet 1938.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-PAUL LAMARCHE,
Montréal, 11 juillet 1938 3543-28-2-o
[Première publication, le 16 juillet 1938]

A deposit of \$500. shall be required from each and every bidder pursuant to a judgment of Hon. Justice MacKinnon, dated July 8th, 1938.

JOS. PAUL LAMARCHE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, July 11th, 1938. 3544-28-2
[First publication, August 16th, 1938]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { DAME ALEXAN-
No F-137143 { DRINE PAQUET-
TE, de la cité d'Outremont, district de Montréal, épouse séparée de biens de Charles Auguste Lavigne, du même endroit et dûment autorisée par son dit époux, demanderesse; vs ALFRED DANSEREAU, défendeur.

Un emplacement situé dans la cité d'Outremont, sur le côté nord-est de l'avenue Bloomfield, un peu plus haut que la rue Fairmont ayant une largeur uniforme de trente-et-un pieds et trois pouces (31' 3") par une profondeur de cent pieds (100') plus ou moins, mesure anglaise, et étant composé:

(a) Le lot numéro vingt-neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro trente-quatre-A, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal (34-A-29).

(b) La partie nord-ouest du lot numéro trente de la subdivision officielle du dit lot numéro trente-quatre-A (34-A-30) aux plan et livre de renvoi officiels susdits, ladite partie de lot ayant une largeur uniforme de six pieds et trois pouces (6'3") mesure anglaise, plus ou moins, par une profondeur de cent pieds (100') même mesure et étant bornée comme suit:

Au sud-ouest par ladite avenue Bloomfield, au nord-est par partie du lot numéro sept de la dite subdivision (34-A-7); du côté nord-ouest par ledit lot numéro vingt-neuf de la dite subdivision (34-A-29), et du côté sud-est par le résidu dudit lot numéro trente de la dite subdivision (34-A-30).

Avec une maison semi-détachée, portant le numéro civique deux cent soixante et un (261) de la rue Bloomfield, dont le mur sud-est est mitoyen.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-PAUL LAMARCHE,
Montréal, 11 juillet 1938. 3545-28-2-o
[Première publication, 16 juillet 1938.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { CREDIT FONCIER
No E-172225 { FRANCO CANA-
DIEN, demandeur, vs REAL PELOQUIN, es-
qual, défendeur.

Un lot de terre ou emplacement situé en la cité de Montréal, sur le niveau de la rue Boyer et de la rue Mentana, portant le numéro cent soixante (160) de la subdivision du numéro huit (8), des plan et livre de renvoi officiels du village St-Jean-Baptiste, dans le comté d'Hochelega, contenant vingt-six pieds de largeur par quatre-vingt-dix pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, avec les maisons et autres constructions y érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour d'AOUT prochain, à DEUX heures de l'après-midi. Un

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { DAME ALEXANDRI-
No F-137143 { NE PAQUETTE, of
the city of Outremont, district of Montreal, wife separate as to property of Charles Auguste Lavigne, of the same place, and duly authorized by her said husband, plaintiff; vs. ALFRED DANSEREAU, defendant.

An emplacement situate in the city of Outremont, on the north-east side of Bloomfield Avenue, a little higher than Fairmont street, having a uniform width of thirty-one feet three inches (31' 3") by a depth of one hundred feet (100') more or less, English measure, and being composed of:

(a) Lot number twenty-nine of the official subdivision of original lot number thirty-four-A, on the official plan and book of reference of the parish of Montreal (34-A-29.)

(b) The northwest part of lot number thirty of the official subdivision of said lot number thirty-four-A (34-A-30) on the aforesaid official plan and book of reference, the said part of the lot being a uniform width of six feet three inches (6'3"), English measure, more or less, by a depth of one hundred feet (100') same measure and being bounded as follows:

On the southwest by the said Bloomfield Avenue, on the northeast by part of lot number seven of the said subdivision (34-A-7); on the northwest side by the said lot number twenty-nine of the said subdivision (34-A-29), and on the southeast side by the residue of said lot number thirty of the said subdivision (34-A-30).

With a semi-detached house, bearing civic number two hundred and sixty one (261) Bloomfield street, whereof the southeast wall is "mitoyen."

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTEENTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. PAUL LAMARCHE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, July 11, 1938. 3546-28-2
[First publication, July 16th, 1938.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { CREDIT FONCIER
No. E-172225 { FRANCO-CANA-
DIEN, plaintiff; vs REAL PELOQUIN, es-
qual., defendant.

A lot of land or emplacement situate in the city of Montreal, at the corner of Boyer and Mentana streets, bearing number one hundred and sixty (160) of the subdivision of number eight (8) on the official plan and book of reference for the village of St. Jean-Baptiste, in the county of Hochelega, measuring twenty six feet in width by ninety feet in depth, English measure and more or less—with the houses and other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of AUGUST next, at TWO o'clock in the afternoon. A deposit of

dépôt de \$440. sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'Hon. Juge Boyer, en date du 11 juillet 1938.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-PAUL LAMARCHE,
Montréal, 13 juillet 1938. 3575-28-2-o
[Première publication, 16 juillet, 1938.]

\$440. shall be required from each and every bidder, pursuant to a judgment of Hon. Justice Boyer, dated July 11th, 1938.

JOS. PAUL LAMARCHE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montréal, July 13th, 1938. 3576-28-2
[First publication, July 16th, 1938.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { LA SOCIÉTÉ DES
No F-173641 { ARTISANS CA
NADIENS-FRANCAIS, demanderesse; vs DA-
ME MARY CATHERINE LAWES, veuve
non remariée de sieur Isidore Crépeau, défende-
resse et J.-M. LAWES CREPEAU *et al*, mis-en-
cause.

Comme appartenant à la dite défenderesse.

(a) Un certain lot de terre ou emplacement ayant front sur la rue St-Maurice, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro dix sept cent quatre-vingt-quinze (1795) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Anne, en la cité de Montréal, avec bâtisses dessus construites et à être construites;

(b) Un lot de terre ayant front sur la rue St-Maurice, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro dix sept cent quatre-vingt-seize (1796) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Anne, en la cité de Montréal, avec bâtisses dessus construites et à être construites;

(c) Deux lots de terre ayant front sur la rue Notre-Dame, en la cité de Montréal, connus et désignés sous le numéro un (1) subdivision officielle du lot numéro dix sept cent quatre-vingt-huit (1788-1) et le numéro un (1) subdivision officielle du lot numéro dix sept cent quatre-vingt-neuf (1789-1) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Anne, en la cité de Montréal, avec bâtisses dessus construites et à être construites.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le JEUDI DIX HUIT AOUT prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-PAUL LAMARCHE,
Montréal, 13 juillet 1938. 3577-28-2-o
[Première publication, 16 juillet 1938.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { LA SOCIÉTÉ DES AR-
No. F-173641 { TISANS CANADIENS
FRANCAIS, plaintiff; vs. DAME MARY
CATHERINE LAWES, un-remarried widow of
Sieur Isidore Crépeau, defendant; and J. M.
LAWES CREPEAU *et al*, mis-en-cause.

As belonging to the said defendant.

(a) A certain lot of land or emplacement fronting on St. Maurice street, in the city of Montreal, known and designated under number seventeen hundred and ninety five (1795) on the official plan and book of reference of Sainte Anne Ward, in the city of Montreal, with buildings thereon erected and to be erected;

(b) A lot of land fronting on St. Maurice street, in the city of Montreal, known and designated under number seventeen hundred and ninety six (1796) on the official plan and book of reference of Sainte Anne Ward, in the city of Montreal, with buildings thereon erected and to be erected;

(c) Two lots of land fronting on Notre Dame street, in the city of Montreal, known and designated under number one (1) of the official subdivision of lot number seventeen hundred and eighty-eight (1788-1) and lot number one (1) of the official subdivision of lot number seventeen hundred and eighty nine (1789-1) on the official plan and book of reference of Sainte Anne Ward, in the city of Montreal, with buildings thereon erected and to be erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on THURSDAY, the EIGHTEENTH of AUGUST next, at TWO o'clock in the afternoon.

JOS. PAUL LAMARCHE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montréal, July 13th, 1938. 3578-28-2
[First publication, 16th July 1938.]

QUÉBEC

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: { ROLAND COTE, de la
No 36203 { cité de Québec, contre
LES HERITIERS DE feu J. A. CANTIN, de
son vivant rentier, de la cité de Québec, à savoir:

Le lot No 2744 (deux mille sept cent quarante-quatre) du cadastre officiel pour le quartier St-Louis, maintenant quartier Champlain, de la cité de Québec, étant un terrain situé rue Ste-Anne, comprenant le droit de passage à perpétuité, en commun, en tout temps avec d'autres, tant à pied qu'en voiture, tel qu'il existe actuellement sur la partie non-subdivisée du lot No 2817, du dit cadastre, mais sans garantie, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, tel que le tout est actuellement avec les servitudes actives et passives appartenant au dit immeuble et sans garantie aucune quant aux dites servitudes.

QUEBEC

FIERI FACIAS

Quebec, to wit: { ROLAND COTE, of the
No 36203 { city of Quebec; against
THE HEIRS OF THE late J. A. CANTIN, in
his lifetime annuitant, of the city of Quebec, to
wit:

Lot No. 2744 (two thousand seven hundred and forty four) of the official cadastre for St. Louis Ward, now Champlain Ward, of the city of Quebec, being a lot of land situate on St. Ann street, comprising the right of way at perpetuity, in common, at all times with others, both on foot and with vehicle, as it actually exists over the unsubdivided part of lot No 2817, of said cadastre but without warranty—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, as the whole presently subsists with the active and passive servitudes attached to the said immovable and without warranty whatsoever as to the said servitudes.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le CINQUIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin. (heure solaire).

Le shérif,
Bureau du shérif, L. LAPIERRE.
Québec, ce 29 juin, 1938. 3347-26-2-o
[Première publication, 2 juillet, 1938.]
[Deuxième publication, 16 juillet, 1938.]

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the FIFTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon. (Standard Time.)

L. LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, June 29, 1938. 3348-26-2
[First publication, July 2nd, 1938.]
[Second publication, July 16th, 1938.]

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: } LA SOCIÉTÉ DE PRETS
No 27713-34 } ET PLACEMENTS DE
QUEBEC, corporation légalement constituée
ayant son siège social et sa principale place d'affaires à Québec, district de Québec, contre
ADJUTOR FORTIN, de La Tuque, district de Québec, savoir:

Partie des lots Nos 27-372 et 27-373 (vingt-sept, trois cent soixante-douze et vingt-sept, trois cent soixante-treize) du cadastre officiel pour le premier rang du Canton Mailhot, comté de Champlain, étant un emplacement situé en la ville de La Tuque, contenant 50 pieds de largeur par 100 pieds de longueur, plus ou moins, mesure anglaise; bornée à l'ouest par une longueur de 100 pieds à compter de la rue St-Antoine, et faisant partie des mêmes lots, dont partie appartient à M. Ernest St-Cyr, et partie à M. Fairbairn, au nord par la rue Neault, au sud par le lot No 27-374 et à l'est par le résidu des dits lots Nos 27-372 et 27-373, qui va jusqu'à la ligne de division du terrain du chemin de fer Canadien National, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de La Tuque, comté de Champlain, le CINQUIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin. (heure solaire.)

Le shérif,
Bureau du shérif, L. LAPIERRE.
Québec, ce 29 juin 1938. 3349-26-2-o
[Première publication, 2 juillet, 1938.]
[Deuxième publication, 16 juillet 1938.]

Quebec, to wit, } LA SOCIÉTÉ DE PRETS
No 27713-34 } & PLACEMENTS DE
QUEBEC, a duly incorporated body having its head office and principal place of business at Québec, district of Québec; against ADJUTOR FORTIN, of La Tuque, district of Québec, to wit:

Part of lots Nos. 27-372 and 27-373 (twenty seven, three hundred and seventy two and twenty seven, three hundred and seventy three) of the official cadastre for the first range of the township Mailhot, county of Champlain, being an emplacement situate in the town of La Tuque, measuring 50 feet in width by 100 feet in length, more or less, English measure; bounded on the west by a length of 100 feet starting at St-Antoine street and forming part of the same lots, whereof a part belongs to Mr. Ernest St-Cyr and a part to Mr. Fairbairn, on the north by Neault street, on the south by lot No. 27-374 and on the east by the residue of said lots Nos. 27-372 and 27-373, which extends as far as the divisional line of the land of the Canadian National Railway—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of La Tuque, county of Champlain, on the FIFTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon. (Standard Time.)

L. LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, June 29th, 1938. 3350-26-2
[First publication, July 2nd, 1938.]
[Second publication, July 16, 1938.]

SAINT-FRANÇOIS

DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District de St-François, No 424 } J. R. ALLARD, com-
mercant, demeu-
rant au No a55 Ave-
nue Murray, Québec,
demandeur; vs DONALD MORISSON, cultivateur du canton de Marston, dans le district de St-François, défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur:
"Le lot de terre No 143 pour les plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Marston."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Zénon de Piopolis. SAMEDI, le VINGT AOUT prochain, à DEUX heures, P.M. (heure solaire.)

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-P.-C. LEMIEUX.
Sherbrooke, ce 12 juillet 1938. 3547-28-2-o
[Première publication, le 16 juillet 1938]

SAINT-FRANCIS

DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, Province de Québec, District de St. Francis, No. 424. } J. R. ALLARD, trad-
er, living at No:
a55 Murray Avenue,
Québec, Plaintiff; vs
DONALD MORISSON, farmer of the township of Marston, in the district of St. Francis, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:
"The lot of land No. 143 upon the official plan and book of reference for the township of Marston."

To be sold at the door of the parochial church of St. Zénon of Piopolis, SATURDAY, the TWENTIETH DAY of AUGUST next at TWO P.M. (Standard Time.)

J. P. C. LEMIEUX,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, this 12th of July, 1938. 3548-28-2-o
[First publication, the 16th of July, 1938]

TERREBONNE

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
 Cour Supérieure, } **RENE LAHAIE**, épi-
 District de Montréal, } cier-boucher des
 No 172396 } cité et district de Mont-
 réal, demandeur; vs **HENRI A. PRUDENT**
LEMAY, autrefois des cité et district de Mont-
 réal, et maintenant du Lac Blanc, Co. Labelle,
 district de Montcalm, défendeur.

A savoir:

"Un certain lopin de terre situé à Saint-Sauveur, comté de Terrebonne, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro trois cent trois (Ptie 303) sur le plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Sauveur; mesurant cent cinquante pieds (150) de largeur par cent vingt-deux (122) de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise, sans garantie de mesure précise et telle que les bornes ou piquets de cèdre sont plantés présentement; borné en avant par le lac des Beesies, d'un côté par une autre partie du même lot appartenant au vendeur, de l'autre côté, par autre partie du même lot appartenant à Dame Héloïse Martin-Bergeron et en arrière par autre partie du même lot appartenant partie au vendeur et partie à Dame Héloïse Martin-Bergeron; le tout avec bâtisses y érigées et les servitudes."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale catholique de la paroisse de Saint-Sauveur, comté de Terrebonne, district de Terrebonne, **MERCREDI**, le **DIX-SEPTIEME** jour d'**AOÛT** 1938, à **UNE** heure de l'après-midi (Heure solaire.)

Le shérif,
 Bureau du shérif, J.-E. SCULLY, Sheriff's Office,
 St-Jérôme, ce 11 juillet 1938, 3549-28-2-o
 [Première publication, 16 juillet 1938]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
 Superior Court } **RENE LAHAIE**,
 District of Montreal, } grocer-butcher of
 No. 172396. } the city and district of
 Montreal, Plaintiff; vs **HENRI A. PRUDENT**
LEMAY, formerly of the city and district of
 Montreal and now of Lac Blanc, Co. Labelle,
 district of Montcalm, Defendant.

To wit:

"Lot of land situated at Saint-Sauveur, county of Terrebonne, known and designated as forming part of the lot number three hundred and three (303) of the official plan and in the book of reference of the parish of Saint-Sauveur; measuring one hundred and fifty feet (150) in width by one hundred and twenty-two (122) in depth, more or less, English measures, without warranty of exact measures, and as the posts or cedar stakes are now placed; bounded in front by the Lac des Beesies, on one side by another part of the same lot belonging to the seller, on the other side by another part of the same lot belonging to Dame Héloïse Martin-Bergeron, and at the rear by another part of the same lot belonging partly to the seller and partly to Dame Héloïse Martin-Bergeron; all with the buildings thereon erected and the servitudes."

To be sold at the Catholic parochial church door of Saint-Sauveur, county and district of Terrebonne, **WEDNESDAY**, the **SEVENTEENTH** day of **AUGUST**, at **ONE** o'clock in the afternoon (Standard Time).

J. E. SCULLY,
 Sheriff's Office, Sheriff.
 St. Jérôme, July, 11, 1938. 3550-28-2-o
 [First publication, July 16, 1938]

Avis divers

Miscellaneous Notices

Province de Québec

Province of Quebec

CORPORATION MUNICIPALE DU VILLAGE LATERRIÈRE, CO. CHICOUTIMI

CORPORATION OF THE VILLAGE OF LATERRIÈRE
 CO. CHICOUTIMI

AVIS AUX PORTEURS DE DEBENTURES

NOTICE TO DEBENTURE HOLDERS

Avis est par les présentes donné, en vertu de la règle de pratique numéro 3 de la Commission municipale de Québec, que la corporation du village de Laterrière soumettra, conformément aux dispositions du paragraphe B de l'article 44 de la Loi de la Commission municipale de Québec, à ses créanciers-obligataires, un plan de réorganisation financière, lors d'une assemblée devant avoir lieu à la salle du Comité des Bills privés, Chambre No 81, Edifice A, Hôtel du gouvernement, à Québec, le 18 août 1938 (jeudi) à 11.00 heures a.m., (heure avancée).

Les créanciers intéressés sont invités à être présents à ladite assemblée afin de déclarer leur opposition, s'il y a lieu, au plan à être soumis.

Le créancier présent, pour avoir le droit de voter lors de cette assemblée devra produire le titre de sa créance ou un certificat de dépôt de tel titre signé par une banque, une compagnie de fiduciaire ou un notaire. S'il est représenté, son procureur devra produire en plus de la créance ou du certificat, mentionné ci-dessus, une procuration dûment signée par le créancier lui-même.

Notice is hereby given, that under Rule of Practice No. 3 of the Quebec Municipal Commission, that the Corporation of the Village of Laterrière shall submit, in conformity with the provisions of paragraph B of Article 44 of the Quebec Municipal Commission Act, to its debenture holders, a plan of financial reorganization, at a meeting held in room No. 81, Private Bills Committee, Building A, Parliament, Quebec, Thursday, Aug. 18th, 1938, at 11.00 a.m. (Daylight Saving Time).

The creditors interested are invited to be present at the said meeting so as to declare their opposition, if they so desire, to the plan to be submitted.

The creditor present, to have the right to vote at such meeting must produce the title of his claim or a certificate of deposit of such title signed by a bank, a trust company or a notary. If he is represented, his proxy must produce besides the claim and the certificate of deposit above mentioned, a power of attorney duly signed by the creditor personally.

Le certificat de dépôt et la procuration doivent être conformes à la formule 2 de la règle de pratique numéro 3 de la Commission municipale de Québec.

Les intéressés pourront obtenir une copie du plan de réorganisation financière à être soumis ainsi que des exemplaires du certificat de dépôt et de la procuration, sur demande adressée au secrétaire de la Commission municipale de Québec, Hôtel du gouvernement, Québec.

Daté à Laterrière, le 15 juillet 1938.

LA MUNICIPALITE DU VILLAGE LATERRIERE,

3565-o

Par le secrétaire-trésorier,
ROLLAND FOURNIER.

Province de Québec

MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE RIVIÈRE-DU-MOULIN, CO. CHICOUTIMI

AVIS AUX PORTEURS DE DÉBENTURES

Avis est par les présentes donné, en vertu de la règle de pratique numéro 3 de la Commission municipale de Québec, que la corporation municipale de la Rivière-du-Moulin soumettra, conformément aux dispositions du paragraphe B de l'article 44 de la Loi de la Commission municipale de Québec, à ses créanciers-obligataires, un plan de réorganisation financière, lors d'une assemblée devant avoir lieu à la salle du Comité des Bills Privés, Chambre No 81, Edifice A, de l'Hôtel du gouvernement, à Québec, jeudi le 18 août 1938, à 10.00 heures a.m. (heure avancée).

Les créanciers intéressés sont invités à être présents à ladite assemblée afin de déclarer leur opposition, s'il y a lieu, au plan à être soumis.

Le créancier présent, pour avoir le droit de voter lors de cette assemblée devra produire le titre de sa créance ou un certificat de dépôt de tel titre signé par une banque, une compagnie de fiducie ou un notaire. S'il est représenté, son procureur devra produire en plus de la créance ou du certificat de dépôt, mentionné ci-dessus, une procuration dûment signée par le créancier lui-même.

Le certificat de dépôt et la procuration doivent être conformes à la formule 2 de la règle de pratique numéro 3 de la Commission municipale de Québec.

Les intéressés pourront obtenir une copie du plan de réorganisation financière à être soumis ainsi que des exemplaires du certificat de dépôt et de la procuration, sur demande adressée au Secrétaire de la Commission municipale de Québec, Hôtel du gouvernement, Québec.

Daté à Rivière-du-Moulin, le 15 juillet 1938.

VILLAGE DE RIVIÈRE-DU-MOULIN,
Par le secrétaire-trésorier,
J.-A. OUELLETTE

3567-o

Province de Québec

COMMISSION SCOLAIRE DE LA PAROISSE DE ST-HONORÉ, CO. CHICOUTIMI

AVIS AUX PORTEURS DE DÉBENTURES

Avis est par les présentes donné, en vertu de la règle de pratique numéro 3 de la Commission municipale de Québec, que la corporation scolaire de la paroisse St-Honoré soumettra conformément aux dispositions du paragraphe B de l'article 44 de la Loi de la Commission municipale de Québec, à

The certificate of deposit and the power of attorney must be according to Form 2 of the Rule of Practice No. 3 of the Quebec Municipal Commission.

The interested parties may obtain a copy of the plan of financial reorganization to be submitted as well as copies of the certificate of deposit and power of attorney, on request to the secretary of the Quebec Municipal Commission, Parliament Buildings, Quebec.

Dated at Laterrière, this 15th day of July, 1938.

THE MUNICIPALITY OF THE VILLAGE
OF LATERRIERE,

Per ROLLAND FOURNIER,
Secretary-treasurer.

3566-o

Province of Quebec

MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF RIVIÈRE-DU-MOULIN, CO. CHICOUTIMI

NOTICE TO DEBENTURE HOLDERS

Notice is hereby given, that under Rule of Practice Number 3 of the Quebec Municipal Commission, that the Corporation of the Village of Rivière-du-Moulin shall submit, in conformity with the provisions of paragraph B of Article 44 of the Quebec Municipal Commission Act, to its Debenture Holders, a plan of financial reorganization, at a meeting to be held in room 81, Building A, Government Buildings, Quebec, Thursday, August 18th, 1938, at 10.00 a.m., (Daylight Saving Time).

The creditors interested are invited to be present at the said meeting so as to declare their opposition, if they so desire, to the plan to be submitted.

The creditor present, to have the right to vote at such meeting must produce the title of his claim or a certificate of deposit of such title signed by a bank, a trust company or a notary. If he is represented, his proxy must produce besides the claim and the certificate of deposit above mentioned, a power of attorney duly signed by the creditor personally.

The certificate of deposit and the power of attorney must be according to Form 2 of the Rule of Practice No. 3 of the Quebec Municipal Commission.

The interested parties may obtain a copy of the plan of financial reorganization to be submitted as well as copies of the certificate of deposit and power of attorney, on request to the secretary of the Quebec Municipal Commission, Parliament Buildings, Quebec.

Dated at Rivière-du-Moulin, this 16th day of July, 1938.

VILLAGE OF RIVIÈRE-DU-MOULIN,
Per J. A. OUELLETTE,
Secretary-treasurer.

3568-o

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSION OF THE PARISH OF ST. HONORÉ, CO. CHICOUTIMI

NOTICE TO DEBENTURE HOLDERS

Notice is hereby given, that under Rule of Practice No. 3 of the Quebec Municipal Commission, that the School Commission of the parish of St. Honoré shall submit, in conformity with the provisions of paragraph B of Article 44 of the Quebec Municipal Commission Act, to its

ses créanciers-obligataires, un plan de réorganisation financière, lors d'une assemblée devant avoir lieu à la salle du Comité des Bills privés, Chambre No 81, Edifice A, Hôtel du gouvernement, à Québec, le 18 août 1938 (jeudi) à 2.30 heures p.m., (heure avancée).

Les créanciers intéressés sont invités à être présents à ladite assemblée afin de déclarer leur opposition, s'il y a lieu, au plan à être soumis.

Le créancier présent, pour avoir le droit de voter lors de cette assemblée devra produire le titre de sa créance ou un certificat de dépôt de tel titre signé par une banque, une compagnie de fiducie ou un notaire. S'il est représenté, son procureur devra produire en plus de la créance ou du certificat, mentionné ci-dessus, une procuration dûment signée par le créancier lui-même.

Le certificat de dépôt et la procuration doivent être conformes à la formule 2 de la règle de pratique numéro 3 de la Commission municipale de Québec.

Les intéressés pourront obtenir une copie du plan de réorganisation financière à être soumis ainsi que des exemplaires du certificat de dépôt et de la procuration, sur demande adressée au secrétaire de la Commission municipale de Québec, Hôtel du gouvernement, Québec.

Daté à St-Honoré, le 15 juillet 1938.

LA COMMISSION SCOLAIRE DE LA PAROISSE ST-HONORÉ,

3569-o Par le secrétaire-trésorier,
J.-E. BOUCHARD.

Province de Québec

PAROISSE DE ST-HONORÉ, CO. CHICOUTIMI

Avis est par les présentes donné, en vertu de la règle de pratique numéro 3 de la Commission municipale de Québec, que la corporation municipale de la paroisse de St-Honoré soumettra, conformément aux dispositions du paragraphe B de l'article 44 de la Loi de la Commission municipale de Québec, à ses créanciers-obligataires, un plan de réorganisation financière, lors d'une assemblée devant avoir lieu à la salle du Comité des Bills privés, Chambre No 81, Edifice A, Hôtel du gouvernement, à Québec, le 18 août 1938 (jeudi) à 2.30 p.m., (heure avancée).

Les créanciers intéressés sont invités à être présents à ladite assemblée afin de déclarer leur opposition, s'il y a lieu, au plan à être soumis.

Le créancier présent, pour avoir le droit de voter lors de cette assemblée devra produire le titre de sa créance ou un certificat de dépôt de tel titre signé par une banque, une compagnie de fiducie ou un notaire. S'il est représenté, son procureur devra produire en plus de la créance ou du certificat, mentionné ci-dessus, une procuration dûment signée par le créancier lui-même.

Le certificat de dépôt et la procuration doivent être conformes à la formule 2 de la règle de pratique numéro 3 de la Commission municipale de Québec.

Les intéressés pourront obtenir une copie du plan de réorganisation financière à être soumis ainsi que des exemplaires du certificat de dépôt et de la procuration, sur demande adressée au secrétaire de la Commission municipale de Québec, Hôtel du gouvernement, Québec.

Daté à St-Honoré, le 15 juillet 1938.

PAROISSE DE ST-HONORÉ,
3571-o Par le secrétaire-trésorier,
J.-E. BOUCHARD.

debenture holders, a plan of financial reorganization, at a meeting held in room No. 81, Private Bills Committee, Building A, Parliament, Quebec, Thursday, Aug. 18th, 1938, at 2.30 p.m. (Day light Saving Time).

The creditors interested are invited to be present at the said meeting so as to declare their opposition, if they so desire, to the plan to be submitted.

The creditor present, to have the right to vote at such meeting must produce the title of his claim or a certificate of deposit of such title signed by a bank, a trust company or a notary. If he is represented, his proxy must produce besides the claim and the certificate of deposit above mentioned, a power of attorney duly signed by the creditor personally.

The certificate of deposit and the power of attorney must be according to Form 2 of the Rule of Practice No. 3 of the Quebec Municipal Commission.

The interested parties may obtain a copy of the plan of financial reorganization to be submitted as well as copies of the certificate of deposit and power of attorney, on request to the secretary of the Quebec Municipal Commission, Parliament Buildings, Quebec.

Dated at St. Honoré, this 15th day of July 1938.

THE SCHOOL COMMISSION OF THE PARISH OF ST. HONORÉ,

3570-o Per J. E. BOUCHARD,
Secretary-Treasurer.

Province of Quebec

PARISH OF ST. HONORÉ, CO. CHICOUTIMI

Notice is hereby given, that under Rule of Practice No. 3 of the Quebec Municipal Commission, that the Corporation of the parish of St. Honoré shall submit, in conformity with the provisions of paragraph B of Article 44 of the Quebec Municipal Commission Act, to its debenture holders, a plan of financial reorganization, at a meeting held in room No. 81, Private Bills Committee, Building A, Parliament, Quebec, Thursday, Aug., 18th, 1938, at 2.30 p.m. (Day-light Saving Time).

The creditors interested are invited to be present at the said meeting so as to declare their opposition, if they so desire, to the plan to be submitted.

The creditor present, to have the right to vote at such meeting must produce the title of his claim or a certificate of deposit of such title signed by a bank, a trust company or a notary. If he is represented, his proxy must produce besides the claim and the certificate of deposit above mentioned, a power of attorney duly signed by the creditor personally.

The certificate of deposit and the power of attorney must be according to Form 2 of the Rule of Practice No. 3 of the Quebec Municipal Commission.

The interested parties may obtain a copy of the plan of financial reorganization to be submitted as well as copies of the certificate of deposit and power of attorney, on request to the secretary of the Quebec Municipal Commission, Parliament Buildings, Quebec.

Dated at St. Honoré, this 15th day of July, 1938.

PARISH OF ST. HONORÉ,
3572-o Per J. E. BOUCHARD,
Secretary-Treasurer.

"HOTEL AUSABLE CHASM AND COUNTRY CLUB
INCORPORATED"

Règlement "C"

Que le nombre des directeurs de la compagnie
est par les présentes augmenté de trois à neuf.
Montréal, le 8 juillet 1938.

3583-0

Le secrétaire,
A. SYLVESTRE.

"HOTEL AUSABLE CHASM AND COUNTRY CLUB
INCORPORATED"

By-Law "C"

That the number of the directors of the com-
pany be hereby increased from three to nine.
Montreal, July 8th, 1938.

3584

A. SYLVESTRE,
Secretary.

Ministère du Travail

Department of Labour

AVIS

Conformément aux dispositions de l'article 5
de la Loi des conventions collectives de travail
(1 Geo. VI, chapitre 49, amendée par 2 Geo. VI,
chapitre 52), avis est par les présentes donné par
l'honorable William Tremblay, Ministre du Trava-
il, que le Syndicat Catholique et National des
Commis de Magog lui a présenté, ce jour, une
requête à l'effet que la convention collective de
travail intervenue entre:

D'UNE PART :

Le Syndicat Catholique et National des Com-
mis de Magog,

Et, D'AUTRE PART :

Les patrons employeurs suivants: Roméo Lan-
dreville, Adalbert Gravel, Ernest Racine, Albert
Massé, Roger Longpré; J. Badeau, Conrad Car-
tier, Henri Roy, J. M. Gaston Viens, Léonidas
Gaudreau, Victor Renaud, Léon Laverrière,
Alfred Chaput, Jim. Lizotte, Wilfrid Beaugard,
Ad. Lacasse, W. H. McKenna, John M. Cun-
ningham, R. Beaudry, L. Lavigne, G. J. Hamel,
Antonio Robert, J. Ls. Laurendeau, Maxime
Lacroix, G. J. Batrie, Eugène Lavallée, Nap.
Hébert, Alphonse Gingras, Philippe Lizée,
Hormidas Turgeon, Armand Pratte, Anatole
Pratte, Albert Landreville, Henri Gosselin,
Cyprien Descoteaux, Théodore Desautels, Geo.
Desgroseiller, Ovila Bergeron, E. E. Clément, E.
Malouin, Wm. Demers, J. N. Vidal, Cécile B.
Allaire, Henri Ducharme, Ulric Gagné, Alcide
Gaudreau, J. E. Lacroix, Délia Pothier, A. J.
Bouchard, H. Rodrique, Lorenzo Hamel, Arthur
Dion, E. E. Gauvin, Eng., J. A. Champoux,
J. Turgeon, Roméo Villeneuve, J. Alphonse
Lavallée, Jos. O. Gendron, Ezra Ball, H. R.
Standish, Arthur Beaudry, Camille Morin, Ovide
Goulet, Z. Marchand, Maurice Desève, J. B. A.
Langelier, A. Trager, R. L. Boileau, Paul Ray-
mond, H. Chamberlin, D. C. Hamel, M. Nadeau,
M. O. Pomerleau, A. A. Bernier, A. J. Lépine,
A. Pomerleau, Willie Hame, Willie Courte-
manche, Magog Ice & Coal, Laurent Gaudreau,
Mme Thomas Perron, R. Beaudry, M.P.P.,
Jeanne Pouliot, Gédéon Dostie, Florianne Beau-
dry, Chas. Messara, Olivier Langlois, L. Sullivan,
D. Goyette, A. Martel, Pierre Gauvin, Ernest
Bousada, Christian Leclerc, Odilon Nadeau, H.
Dupuis, Albert Simoneau, Wilfrid Lavallée,
Napoléon Simoneau, R. White, J. D. Hamel, J.
Savarikas, Arthur Bergeron, A. Chamberland,
soit rendue obligatoire pour les employeurs et les
employés de l'industrie et des métiers visés
suivant les conditions suivantes:

NOTICE

Pursuant to the provisions of Section 5 of the
Collective Labour Agreements' Act (1 Geo. VI,
Chapter 49, amended by 2 Geo. VI, Chapter 52),
notice is hereby given by the Honourable
William Tremblay, Minister of Labour, that
"Le Syndicat Catholique et National des Commis
de Magog" has presented to him, this day, a
request to the effect that the collective labour
agreement entered into between;

ON THE ONE PART:

"Le Syndicat Catholique et National des
Commis de Magog",

And, ON THE OTHER PART:

The following employers: Roméo Lan-
dreville, Adalbert Gravel, Ernest Racine, Albert
Massé, Roger Longpré; J. Badeau, Conrad Car-
tier, Henri Roy, J. M. Gaston Viens, Léonidas
Gaudreau, Victor Renaud, Léon Laverrière,
Alfred Chaput, Jim. Lizotte, Wilfrid Beaugard,
Ad. Lacasse, W. H. McKenna, John M. Cun-
ningham, R. Beaudry, L. Lavigne, G. J. Hamel,
Antonio Robert, J. Ls. Laurendeau, Maxime
Lacroix, G. J. Batrie, Eugène Lavallée, Nap.
Hébert, Alphonse Gingras, Philippe Lizée,
Hormidas Turgeon, Armand Pratte, Anatole
Pratte, Albert Landreville, Henri Gosselin,
Cyprien Descoteaux, Théodore Desautels, Geo.
Desgroseiller, Ovila Bergeron, E. E. Clément, E.
Malouin, Wm. Demers, J. N. Vidal, Cécile B.
Allaire, Henri Ducharme, Ulric Gagné, Alcide
Gaudreau, J. E. Lacroix, Délia Pothier, A. J.
Bouchard, H. Rodrique, Lorenzo Hamel, Arthur
Dion, E. E. Gauvin, Eng., J. A. Champoux,
J. Turgeon, Roméo Villeneuve, J. Alphonse
Lavallée, Jos. O. Gendron, Ezra Ball, H. R.
Standish, Arthur Beaudry, Camille Morin, Ovide
Goulet, Z. Marchand, Maurice Desève, J. B. A.
Langelier, A. Trager, R. L. Boileau, Paul Ray-
mond, H. Chamberlin, D. C. Hamel, M. Nadeau,
M. O. Pomerleau, A. A. Bernier, A. J. Lépine,
A. Pomerleau, Willie Hame, Willie Courte-
manche, Magog Ice & Coal, Laurent Gaudreau,
Mme Thomas Perron, R. Beaudry, M.P.P.,
Jeanne Pouliot, Gédéon Dostie, Florianne Beau-
dry, Chas. Messara, Olivier Langlois, L. Sullivan,
D. Goyette, A. Martel, Pierre Gauvin, Ernest
Bousada, Christian Leclerc, Odilon Nadeau, H.
Dupuis, Albert Simoneau, Wilfrid Lavallée,
Napoléon Simoneau, R. White, J. D. Hamel, J.
Savarikas, Arthur Bergeron, A. Chamberland,
be rendered obligatory for the employers and the
employees of the industry and the trades con-
cerned according to the following conditions:

I. Définitions: Pour les fins du présent décret, les termes suivants auront la signification qui leur est ci-après donnée:

a. L'expression "établissements industriels" désigne les boulangeries, les établissements où l'on fabrique de la glace et les endroits où l'on fabrique des liqueurs douces.

b. L'expression "établissements commerciaux" désigne tous les commerces de détail comprenant les boucheries, les épiceries, les merceries, les magasins de chaussures, les pharmacies, les hôtels, les restaurants, les bijouteries, les feronneries, les quincailleries, les magasins de meubles, d'instruments de musique, de chapeaux, de peinture, de tapisserie, les salles de pool ainsi que tous les genres de commerce de détail qui existe ou pourrait exister durant l'existence du présent décret.

c. Un "boulangér-pâtissier" désigne toute personne qui en plus de préparer et de cuire le pain prépare et cuit n'importe quelle sorte de pâtisserie.

d. Les expressions "premier et deuxième boulangers," et "premier et deuxième bouchers" désignent un boulangier ou un boucher ayant au moins cinq (5) ans d'expérience.

e. Le mot "commis" désigne toute personne, de sexe masculin ou féminin, employée dans un établissement visé par le présent décret et préposée à la vente ou à la livraison de toutes choses pouvant être l'objet d'un contrat de vente.

f. Le mot "livreur" désigne toute personne du sexe masculin préposée principalement à la livraison par camion, voiture à traction animale, bicyclette ou autrement, de marchandises vendues dans les établissements visés plus haut.

g. L'expression "livreur-boucher" désigne toute personne du sexe masculin qui en plus de faire la livraison prépare ses commandes dans les viandes.

h. Le mot "apprenti" désigne toute personne, de sexe masculin ou féminin, qui a moins de six mois de services dans le travail qu'elle est chargée de faire par son employeur, exception faite des apprentis visés par l'article VII (a et b). Il est stipulé toutefois que l'employeur devra reconnaître le temps d'apprentissage fait précédemment dans un autre établissement pourvu que l'employé fournisse un certificat de compétence dans le même genre de commerce, ou à défaut d'un certificat de compétence de l'employeur, une déclaration assermentée établissant sa durée de service chez tel ou tels employeurs.

II. Juridiction territoriale: Le présent décret s'applique à la ville de Magog avec un périmètre de deux milles de rayon.

III. Juridiction industrielle: Le présent décret s'applique à toute personne, association, corporation industrielle ou commerciale, ou à tout autre genre de commerce ayant à son emploi un ou plusieurs employés des catégories mentionnées dans l'échelle de salaires fixés par le présent décret.

IV. Heures de travail: La semaine de travail sera la suivante:

a. Dans les établissements industriels: soixante (60) heures sans limitation quotidienne de la journée de travail.

b. Dans les établissements commerciaux: soixante-cinq (65) heures.

c. Les heures de travail, la semaine, seront réparties comme suit dans les établissements commerciaux (commerce du détail):

1. Definitions: For the purposes of the present decree, the following terms shall have the significance hereinafter given:

a. The expression "industrial establishments" designates the bakeries, the establishments where ice is made and where soft liquors are prepared.

b. The expression "commercial establishments" designates all retail trades comprising butcher shops, groceries, merceries, shoe stores, drugstores, hotels, restaurants, jewelleries, iron stores, hardware stores, furniture, musical instruments, hats, paint and tapestry stores, pool halls as well as all sections of the retail trade which does or might exist during the existence of the present decree.

c. The words "baker-pastry cook" designate any person who, besides preparing and baking bread, prepares and bakes any kind of pastry.

d. The expressions "first and second bakers" and "first and second butchers" designate a baker or a butcher having at least five (5) years of experience.

e. The word "clerk" designates any person, male or female, employed in an establishment governed by the present decree and who attends to the sale or delivery of all things which may be the object of a sale contract.

f. The word "deliverer" designates any person of the male sex specially attending to the delivery by truck, horse drawn vehicle, bicycle, or otherwise, of goods sold in the establishments hereinabove referred to.

g. The expression "deliverer-butcher" designates any person of the male sex who, besides making the delivery, prepares his meat orders.

h. The word "apprentice" designates any person, male or female, who has less than six months of service in the work he is charged to do for his employer, with the exception of the apprentices covered by Section VII (a and b). It is stipulated, however, that the employer shall consider the duration of the apprenticeship precedently made in an another establishment provided the employee furnish a certificate of competency in the same section of the trade, or in lieu of a certificate of competency from the employer, a sworn statement establishing his duration of service for such employer or employers.

II. Territorial jurisdiction: The present decree shall apply to the city of Magog and a perimeter of two miles of radius.

III. Industrial jurisdiction: The present decree shall apply to any person, association, industrial or commercial corporation, or to any other section of trade employing one or many employees of the categories mentioned in the scale of wages fixed by the present decree.

IV. Hours of labour: The week of labour shall be the following:

a. In the industrial establishments: sixty (60) hours without daily limit of the working day.

b. In the commercial establishments: sixty-five (65) hours.

c. The hours of labour, during the week, shall be distributed as follows in commercial establishments (retail):

1. Les lundi, mardi, mercredi et jeudi: de 7.30 a.m. à 6.30 p.m.

2. Les vendredi et samedi: de 7.30 a.m. à 10.00 p.m.

Il sera permis de prendre une heure après la fermeture les vendredi et samedi pour le nettoyage dans les épicerie-boucheries.

d. La veille des fêtes chômées sera considérée comme un samedi quant à l'heure de fermeture.

e. Du 15 décembre au 1er janvier, il sera permis de tenir les magasins ouverts jusqu'à dix heures, et jusqu'à onze heures la veille de Noël et du Jour de l'An.

f. Une heure sera accordée pour le repas du midi et une heure pour le souper quant les employés travailleront le soir, exception faite pour les boulangers. A ces derniers, on accordera une demi-heure pour chaque repas.

g. Nonobstant les paragraphes précédents la semaine de travail sera de 70 heures par semaine dans les hôtels, restaurants, pharmacies et salles de pool, et ce, sans limitation quotidienne de la journée de travail.

h. En dehors des heures spécifiées plus haut, les épiciers licenciés suivront les heures d'ouverture et de fermeture de la Commission des Liqueurs de Québec, mais ils ne pourront y faire que la vente de la bière.

V. *Jours chômés*: a. Ils n'y aura pas de travail les dimanches ainsi que les jours de fête suivants: Le Jour de l'An, le Jour de Noël, L'Épiphanie, L'Ascension, La Toussaint, L'Immaculée Conception, La Fête du Travail, La St-Jean Baptiste. La Confédération et le Vendredi Saint jusqu'à midi. Dans le cas où Noël ou le Jour de l'An seraient un dimanche, le lundi suivant chacune de ces fêtes sera chômé.

b. Quant aux boulangers, ils devront répondre à l'appel de leur patron quand leurs services seront requis durant ces jours.

VI. a. Tout travail et tout aide supplémentaire sera rémunéré au taux de \$0.25 cents de l'heure, exception faite pour boulangeries. (voir article VII-a).

b. Tout travail sera rémunéré en espèces.

c. Tout travail exécuté le dimanche et les fêtes chômées dans les hôtels, restaurants, pharmacies et salles de pool sera rémunéré au taux ordinaire.

d. Les jours de fêtes chômés seront payés.

VII. *Salaires*: Les salaires minima suivants sont payables pour chacune des catégories d'employés tel qu'énumérées ci-après.

	<i>l'heure</i>
a. Boulangeries:	
Boulangier-pâtissier.....	\$0.29
Premier boulangier.....	0.24
Deuxième boulangier.....	0.18
Apprentis:	
Premier 6 mois.....	0.12
De 6 à 18 mois.....	0.13
De 18 à 42 mois.....	0.15
De 42 à 60 mois.....	0.18
Livreur à domicile.....	0.25
Aide livreur.....	0.10
Temps supplémentaire:	
Boulangier-pâtissier.....	0.30
1er et 2ième boulangier.....	0.25
Livreur.....	0.30
Apprentis et aide livreur.....	0.20

1. On Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday: from 7.30 a.m. to 6.30 p.m.

2. On Friday and Saturday: from 7.30 a.m. to 10.00 p.m.

One hour shall be allowed after the closing hour on Friday and Saturday for the cleaning of groceries-butcher shops.

d. The eve of a holiday shall be considered as a Saturday with regard to the closing hour.

e. From the 15th of December to the 1st of January, the stores may be kept open until ten o'clock, and until eleven o'clock on the eves of Christmas and New Year's Day.

f. One hour shall be allowed for the noon meal and one hour for supper when the employees shall work during the evening, with the exception of bakers; to them, one half-hour shall be allowed for each meal.

g. Notwithstanding the preceding paragraphs, the week of labour shall be of 70 hours per week in hotels, restaurants, drugstores, and pool halls, and this, without daily limit of the working day.

h. Outside the hours above specified, the licensed grocers shall follow the opening and closing hours of the Quebec Liquor Commission, but, during those hours, they shall sell nothing but beer.

V. *Holidays*: a. There shall be no work on Sundays as well as on the following holidays: New Year's Day, Christmas Day, Epiphany, Ascension Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day, Labour Day, St. John Baptist Day, Confederation Day, and Holy Friday until noon. Should Christmas and New Year's Day be a Sunday, there shall be no work the following day of each of those holidays.

b. As for bakers, they shall work during those days, when their services shall be required.

VI. a. Any work and any extra help shall be remunerated at the rate of \$0.25 cents per hour, with the exception of bakeries. (see Section VII-a).

b. Any work shall be paid in cash.

c. Any work performed on Sunday and on holidays in hotels, restaurants, drugstores, and pool halls shall be remunerated at the regular rate.

d. The holidays shall be paid.

VII. *Wages*: The following minimum wages shall be payable for each of the categories of employees as hereinafter enumerated:

	<i>Per hour</i>
a. Bakeries:	
Baker-pastry cook.....	\$0.29
First baker.....	0.24
Second baker.....	0.18
Apprentices:	
First six months.....	0.12
From 6 to 18 months.....	0.13
From 18 to 42 months.....	0.15
From 42 to 60 months.....	0.18
Home deliverer.....	0.25
Deliverer helper.....	0.10
Overtime:	
Baker-pastry-cook.....	0.30
1st and 2nd baker.....	0.25
Deliverer.....	0.30
Apprentices and deliverer helper.....	0.20

<i>b. Epicerie-boucherie:</i>		<i>Par semaine</i>	<i>b. Grocery-butcher shop:</i>		<i>Per week</i>
Premier boucher.....		\$20 00	First butcher.....		\$20 00
Deuxième boucher.....		15 00	Second butcher.....		15 00
<i>Apprentis:</i>			<i>Apprentices:</i>		
1ère année.....		7 00	1st year.....		7 00
2ième année.....		8 00	2nd year.....		8 00
3ième année.....		10 00	3rd year.....		10 00
4ième année.....		12 00	4th year.....		12 00
5ième année.....		15 00	5th year.....		15 00
Livreur-boucher.....		18 00	Deliverer-butcher.....		18 00
Livreur.....		15 00	Deliverer.....		15 00
Livreur entretenant le cheval.....		16 00	Deliverer taking care of the horse.....		16 00
Livreur en bicyclette ou voiturette.....		6 50	Deliverer with a bicycle or small wagon.....		6 50
Livreur en tri-cyclette.....		10 00	Deliverer with a tricycle.....		10 00

La limite de pesanteur à être transporté sur bicyclette ou voiturette est de 50 livres; sur tri-cyclette, 100 livres.

The maximum weight to be carried on a bicycle or small wagon is 50 pounds; on a tricycle, 100 pounds.

<i>c. Fabrication de liqueurs douces:</i>		<i>Par semaine</i>	<i>c. Preparation of soft liquors:</i>		<i>Per week</i>
1er mélangeur et embouteilleur.....		15 00	1st mixer and bottler.....		15 00
Aides mélangeur et embouteilleur.....		10 80	Mixer and bottler helpers.....		10 80
Livreur.....		15 00	Deliverer.....		15 00
Aides livreurs.....		12 00	Deliverer helper.....		12 00
<i>d. Glacières:</i>			<i>d. Natural ice storages:</i>		
Hommes préposés à la coupe de la glace.....		15 00	Ice cutting workmen.....		15 00
Livreur.....		15 00	Deliverer.....		15 00
Aides livreurs.....		12 00	Deliverer helpers.....		12 00

e. Epicerie, ferronnerie, quincaillerie, meubles, mercerie pour hommes ou dames, grains, pharmacie, salle de pool et de tout autre genre de commerce de détail.

e. Grocery, iron store, hardware store, furniture store, merceries for men or ladies, grain, drugstore, pool hall and any other section of the retail trade.

<i>1er commis:</i>		<i>Par semaine</i>	<i>1st clerk:</i>		<i>Per week</i>
Premier 12 mois.....		8 00	First 12 months.....		8 00
De 12 à 18 mois.....		9 00	From 12 to 18 months.....		9 00
De 18 à 24 mois.....		10 00	From 18 to 24 months.....		10 00
De 24 à 36 mois.....		12 00	From 24 to 36 months.....		12 00
De 36 à 48 mois.....		13 50	From 36 to 48 months.....		13 50
De 48 à 60 mois.....		15 00	From 48 to 60 months.....		15 00
<i>2ième commis:</i>			<i>2nd clerk:</i>		
Premier 12 mois.....		8 00	First 12 months.....		8 00
De 12 à 18 mois.....		9 00	From 12 to 18 months.....		9 00
De 18 à 24 mois.....		10 00	From 18 to 24 months.....		10 00
De 24 à 36 mois.....		12 00	From 24 to 36 months.....		12 00
De 36 à 48 mois.....		13 00	From 36 to 48 months.....		13 00
De 48 à 60 mois.....		14 00	From 48 to 60 months.....		14 00
<i>3ième commis:</i>			<i>3rd clerk:</i>		
Premier 12 mois.....		8 00	First 12 months.....		8 00
De 12 à 18 mois.....		9 00	From 12 to 18 months.....		9 00
De 18 à 24 mois.....		10 00	From 18 to 24 months.....		10 00
De 24 à 36 mois.....		11 50	From 24 to 36 months.....		11 50
De 36 à 48 mois.....		12 50	From 36 to 48 months.....		12 50
De 48 à 60 mois.....		13 50	From 48 to 60 months.....		13 50
<i>4ième commis:</i>			<i>4th clerk:</i>		
Premier 12 mois.....		8 00	First 12 months.....		8 00
De 12 à 18 mois.....		9 00	From 12 to 18 months.....		9 00
De 18 à 24 mois.....		10 00	From 18 to 24 months.....		10 00
De 24 à 36 mois.....		11 00	From 24 to 36 months.....		11 00
De 36 à 48 mois.....		12 00	From 36 to 48 months.....		12 00
De 48 à 60 mois.....		13 00	From 48 to 60 months.....		13 00
Après cinq ans d'expérience.....		15 00	After five years of experience.....		15 00
Livreur dans ces genres de commerce.....		15 00	Deliverer in all those sections of trade.....		15 00
Livreur dans ces genres de commerce avec entretien du cheval.....		16 00	Deliverer taking care of the horse.....		16 00

f. Les couturières dans les magasins de mercerie pour hommes ou dames auront un salaire minimum de \$12.00 par semaine; la semaine de travail sera de 48 heures.

f. Seamstresses in mercery stores for men or ladies shall have a minimum salary of \$12.00 per week; the week of labour shall be 48 hours.

<i>g. Commis d'hôtellerie, restaurateur:</i>		<i>g. Hotel clerks, restaurant keeper:</i>	
	<i>l'heure</i>		<i>Per hour</i>
Garçons ou filles de table, serveurs des		Waiter or waitress, fountain or cabaret	
buvettes ou cabarets.....	\$ 0.13	employee.....	\$ 0.13
Cuisiniers.....	0.14	Cooks.....	0.14
Aides ou assistants aux travaux de la cui-		Helpers in kitchen works.....	0.10
sine.....	0.10		

h. Dans tous les établissements industriels et commerciaux ci-haut mentionnés, les prix minima suivants seront payés pour les catégories suivantes:

	<i>Par semaine</i>		<i>Per week</i>
Gérant.....	35.00	Manager.....	35.00
Assistant gérant.....	18.00	Assistant-manager.....	18.00
(sem. de 48 hrs.).....	9.60	(week of 48 hrs).....	9.60
Teneur de livres (comptabilité) (sem. de		Book keeper, (week of 54 hrs).....	10.80
54 hrs.).....	10.80	(week of 60 hrs).....	12.00
(sem. de 60 hrs.).....	12.00	(if by the hour).....	0.25
(si à l'heure).....	0.25		
	<i>l'heure</i>		<i>Per hour</i>
Messagers ou aides pour distributions de		Messengers or helpers for the distribu-	
marchandises ou circulaires.....	0.10	tion of goods or circulars.....	0.10

Les aides mentionnés aux paragraphes *c* et *d* de l'article VII ne sont pas couverts par ce paragraphe.

Helpers mentioned in paragraph *c* and *d* of Section VII shall not be covered by this paragraph.

VIII. Dans tous les genres de commerce ci-haut mentionnés, lorsque le logement, les repas ou la pension complète sont fournis par l'employeur, il ne pourra déduire du salaire gagné plus que les prix suivants:

Pour repas par semaine..... \$ 3.00
Pour logement par semaine..... 1.25

VIII. In all sections of trade hereinabove mentioned, when room, meals or complete board are furnished by the employer, he shall deduct, from the wages of the employee, the following maximum prices:

For meals per week..... \$ 3.00
For room per week..... 1.25

IX. Nul n'aura le droit de vendre, dans le territoire couvert par le présent décret, les produits vendus par les bouchers et épiciers, à moins d'avoir à cette fin un établissement de commerce régulier et continu, ouvert au public tous les jours non fériés de la semaine, dans ledit territoire et de détenir une licence municipale pour ce faire.

IX. In the territory covered by the present decree, no one shall have the right to sell products sold by butchers and grocers, unless having for this purpose a regular and continuous commercial establishment, opened to the public every working day of the week, in the said territory and holding a municipal licence to do so.

X. Les cultivateurs vendant au détail les produits de leur ferme ne seront pas soumis au présent décret. Par "produits de leur ferme" il faut entendre tout ce que le cultivateur a semé et cultivé, de même que les animaux qu'il a élevés, mais ne comprend pas les produits et animaux achetés dans le but de les revendre, si l'achat a eu lieu en dedans des trois mois de la vente.

X. Farmers selling products of their farm in retail shall not be governed by the present decree. The words "products of their farm" designate everything the farmer has sowed and cultivated, as well as the animals he has bred, but does not comprise the products and animals bought for the purpose of being sold, if the purchase takes place three months before the sale.

XI. Il sera défendu d'étaler à l'extérieur de son magasin des viandes, fruits, légumes ou poissons.

XI. It shall be prohibited to exhibit, outside the store, meats, fruits, vegetables or fish.

XII. Le Comité paritaire aura le droit de vérifier par ses inspecteurs les conditions hygiéniques des établissements soumis au présent décret, de même que l'observance de toute loi ou réglementation concernant les dits établissements.

XII. The Joint Committee shall have the right to verify, by his inspectors, the hygienic conditions of the establishments governed by the present decree, as well as the observance of any law or regulation concerning the said establishments.

XIII. Après une année de service, tout employé aura droit à six jours de vacances par an, sans salaire; ces six jours seront accordés après entente entre l'employeur et l'employé.

XIII. After one year of service, any employee shall be entitled to six days of vacation, without pay; those six days shall be given after an agreement between the employer and the employee.

XIV. Aucun employé ne pourra travailler dans un établissement visé par le présent décret sans être enregistré au Comité paritaire.

XIV. No employee shall work in an establishment governed by the present decree unless being registered at the Joint Committee.

XV. Tout employé ne faisant qu'une demie journée de travail ou une autre partie de la journée par manque d'ouvrage sera considéré comme un employé supplémentaire et recevra le salaire minimum de \$0.25 cents l'heure.

XV. Any employee working half a day or any other part of the day on account of lack of work shall be considered as an extra employee and shall receive the minimum salary of \$0.25 cents per hour.

XVI. Dans un cas éventuel de maladie, de décès ou de la visite d'un assez grand nombre de personnes à la dernière minute, les patrons des établissements visés par le présent décret pourront servir un client, mais ils devront à chaque fois en avvertir le Comité paritaire.

XVII. a. En dehors des heures réglementaires fixées à l'article IV du présent décret pour les bijoutiers-horlogers, les pharmaciens ne pourront vendre que des produits pharmaceutiques et des bibelots souvenirs, mais non pas des argenteries, montres, bagues et autres articles similaires.

b. De même, en dehors des heures réglementaires fixées à l'article IV du présent décret, pour les épiciers et bouchers, les restaurateurs ne pourront pas vendre les produits ordinairement vendus par les épiciers et bouchers, à l'exception du lait, de la crème, pâtisseries, fruits, dragées, chocolat, tabacs, cigares, cigarettes, liqueurs en bouteille, crème glacée, ainsi que les bonbons, bibelots et souvenirs.

c. De même, les épiciers et bouchers ne pourront en aucun temps servir pour consommation dans leurs établissements des liqueurs douces en bouteille.

XVIII. Les salaires actuellement payés depuis le premier janvier dernier, et qui sont supérieurs aux minima fixés par le présent décret, resteront en vigueur pendant toute sa durée.

XIX. *Durée du décret:* Le présent décret deviendra en vigueur à compter de la publication dans la *Gazette officielle de Québec*, de l'arrêté ministériel approuvant la présente requête et restera en vigueur jusqu'au premier juin 1939; il se renouvellera automatiquement pour une nouvelle année, à moins que l'une des parties ne donne avis à l'autre partie, avant le premier mars précédant la date d'expiration, de son intention d'y apporter des modifications ou d'y mettre fin.

Durant les trente jours à compter de la publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre la demande contenue dans la présente requête.

GERARD TREMBLAY,
Sous-ministre du Travail.

Ministère du Travail,
Québec, ce 16 juillet, 1938.

3585-o

AVIS

Conformément aux dispositions de l'article 5 de la Loi des conventions collectives de travail (1 Geo. VI, chapitre 49, amendée par 2 Geo. VI, chapitre 52), avis est par les présentes donné, par l'honorable William Tremblay, Ministre du Travail, que l'Association des Bijoutiers de la Province de Québec, Section de Québec, et le Syndicat Catholique de l'Horlogerie et de la Bijouterie de Québec, lui ont conjointement présenté une requête à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

L'Association des Bijoutiers de la Province de Québec, Section de Québec;

Et, D'AUTRE PART:

Le Syndicat Catholique de l'Horlogerie et de la Bijouterie de Québec,
soit rendue obligatoire pour les employeurs et les employés de l'industrie visée, suivant les conditions suivantes:

XVI. In an eventual case of sickness, death or the visit of a large number of persons at the last minute, the employers of the establishments governed by the present decree may wait on a client, but, each time, they shall notify the Joint Committee.

XVII. a. Outside the regular hours determined in Section IV of the present decree for jewellers-watchmakers, the druggists shall sell nothing but pharmaceutical products and souvenir trinkets; they shall not sell silverplates, watches, rings and other similar articles.

b. Outside the regular hours determined in Section IV of the present decree for grocers and butchers, the restaurant keepers shall not sell the products ordinarily sold by grocers and butchers, with the exception of milk, cream, pastry, fruits, sugar-plums, chocolate, tobacco, cigars, cigarettes, bottled liquors, ice cream, as well as candies, trinkets and souvenirs.

c. Grocers and butchers shall not serve soft liquors in bottles, in their establishments, for consumption.

XVIII. The wages actually paid since the 1st of January last which are higher than the minimum wages fixed by the present decree, shall remain in force during its existence.

XIX. *Duration of the decree:* The present decree shall come into force from the date of the publication in the *Quebec Official Gazette* of the Order in Council approving the present request and shall remain in force until the 1st of June, 1939; it shall renew itself automatically for another year, unless one of the parties give to the other party, before the 1st of March preceding the date of expiration, a notice of its intention to modify or repeal same.

During the thirty days following the publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive objections which interested parties may desire to make against the provisions contained in the present request.

GERARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, July 16th, 1938.

3586-o

NOTICE

Pursuant to the provisions of Section 5 of the Collective Labour Agreements' Act (1 Geo. VI, chapter 49, amended by 2 Geo. VI, chapter 52), notice is hereby given by the Honourable William Tremblay, Minister of Labour, that "L'Association des Bijoutiers de la Province de Québec, Section de Québec", and "Le Syndicat Catholique de l'Horlogerie et de la Bijouterie de Québec", have jointly presented to him, a request to the effect that the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

"L'Association des Bijoutiers de la Province de Québec, Section de Québec";

And, ON THE OTHER PART:

"Le Syndicat Catholique de l'Horlogerie et de la Bijouterie de Québec",
be rendered obligatory for the employers and the employees of the industry concerned, according to the following conditions:

I. Définitions: Pour les fins de la présente convention, les mots suivants auront la signification qui leur est ci-après donnée :

a. Le mot "compagnon" désigne toute personne qui a complété l'apprentissage requis dans la branche du métier dans lequel elle est employée et qui a obtenu un certificat de compétence conformément à la Loi des conventions collectives de travail.

b. Le mot "apprenti" désigne toute personne qui apprend le métier.

II. Jurisdiction: a. *Jurisdiction territoriale:* La juridiction territoriale de la présente convention comprend le district judiciaire de Québec et les comtés de Beauce, Dorchester, Mégantic, Bellechasse, Montmagny et un périmètre de 50 milles de rayon autour de la ville de Québec.

b. *Jurisdiction industrielle:* La juridiction industrielle de la présente convention comprend tout travail d'horlogerie, de bijouterie, d'orfèverie, de gravure sur métaux, de dorure, d'argenture, de nickelage, de chromage, de galvanisation, d'étaimage, d'oxydation, de polissage, de brunissage, etc. et couvre tout établissement où se fait la vente ou la réparation de ces produits.

c. *Jurisdiction professionnelle.* Cette convention assujettit tout employé préposé à la vente ou à la réparation des produits ci-haut énumérés.

III. Durée du travail: a. Les magasins, ateliers où se fait la vente ou la réparation de l'horlogerie et la bijouterie etc., tels que définis au paragraphe b de l'article II, ne seront ouverts au public que de 8.00 a.m. à 6.00 p.m. excepté le samedi ou veille de fêtes et du 15 décembre au 1er janvier, de 8.00 a.m. à 10.30 p.m. ainsi qu'à la veille de la St-Jean Baptiste et de la Fête du Travail.

b. Les employés ne devront être retenus au magasin ou à l'ouvrage de l'atelier que de 8.00 a.m. à 6.00 p.m. et le samedi ou veille des fêtes de 8.00 a.m. à 10.00 p.m. Il leur sera alloué une heure et demi (1.30) pour les repas.

IV. Taux de salaires: Les taux minima de salaires suivants seront en force dans l'industrie visée:

a. Apprentis horlogers et bijoutiers:

	<i>Par semaine</i>
1ère année.....	\$ 3.00
2ième année.....	5.00
3ième année.....	7.00
4ième année.....	10.00
5ième année.....	12.00

b. Compagnons horlogers et bijoutiers:

1er compagnon.....	23.00
2ième compagnon.....	17.00

c. *Temps supplémentaire:* Tout travail supplémentaire sera payé au taux de temps et demi basé sur les salaires à la semaine.

d. Pour les autres genres d'ouvrages mentionnés dans le paragraphe b de l'article II, à l'exception de la réparation des montres et horloges, le patron et ses employés devront s'entendre entre eux quant aux salaires.

e. Les salaires actuellement supérieurs à ceux mentionnés dans la présente échelle ne devront pas être diminués.

V. Il sera défendu de faire des annonces à prix réduits ayant trait à la réparation des produits inclus dans le paragraphe b de l'article II, soit dans les vitrines, journaux, programmes, etc.

I. Definitions: For the purposes of the present agreement, the following words shall have the significance hereinafter given:

a. The word "journeymen" designates any person who has completed the apprenticeship required in the section of the trade in which he is employed and who has obtained a certificate of competency in conformity with the Collective Labour Agreements' Act.

b. The word "apprentice" designates any person who learns the trade.

II. Jurisdiction: a. *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the present agreement comprises the judicial district of Quebec and the counties of Beauce, Dorchester, Mégantic, Bellechasse, Montmagny and a perimeter of 50 miles of radius around the city of Quebec.

b. *Industrial jurisdiction:* The industrial jurisdiction of the present agreement comprises all works of watchmaking, jewellery, engraving on metal, gold plating, silver plating, nickel plating, chrome plating, galvanization, tinning, oxidizing, polishing, burnishing, etc., and covers all establishment where those products are sold or repaired.

c. *Professional jurisdiction:* This agreement covers all employees attending to the sale or repair of products hereinabove enumerated.

III. Duration of Labour: a. The stores, workshops where the sale and the repair of clocks, watches and jewellery, etc., is made, as defined in paragraph b of Section II, shall be opened from 8.00 a.m. to 6.00 p.m. with the exception of Saturday or holiday eves and from the 15th of December to the 1st of January, from 8.00 a.m. to 10.30 p.m. as well as on the eve of St. John Baptist Day and of Labour Day.

b. The employees shall be retained at work in store or workshop from 8.00 a.m. to 6.00 p.m. and on Saturday or holiday eves from 8.00 a.m. to 10.00 p.m. One hour and one half shall be allowed for meals.

IV. Rates of wages: The following minimum rates of wages shall be in force in the industry concerned:

a. Apprentices watchmakers and jewellers:

	<i>Per week</i>
1st year.....	\$3.00
2nd year.....	5.00
3rd year.....	7.00
4th year.....	10.00
5th year.....	12.00

b. Journeymen watchmakers and jewellers:

1st journeyman.....	23.00
2nd journeyman.....	17.00

c. *Overtime:* All overtime work shall be paid at the rate of time and one half based on the wages by the week.

d. For other works mentioned in paragraph b of Section II, with the exception of the repairing of watches and clocks, the employer and his employees shall come to an agreement between themselves with regard to the wages.

e. The wages actually higher than those mentioned in the present scale shall not be lowered.

V. The employers or the employees shall not have the right to advertise reduced prices for the repairing of products included in paragraph b of Section II, whether in shop-windows, newspapers, programs, etc.

VI. Il sera défendu à quiconque autre que les magasins de bijouterie réguliers de vendre ou réparer des produits inclus dans le paragraphe *b* de l'article II, après les heures stipulées à l'article III.

VII. Il sera défendu à tout commis-voyageur, agent, solliciteur ou autre de vendre les produits inclus dans le paragraphe *b* de l'article II par les portes ou dans les chambres d'hôtel, pensions ou autres endroits, en détail, même aux employés, sans le consentement du patron ou du comité paritaire.

VIII. Tout employé de magasin de bijouterie ou d'atelier de réparation ne pourra solliciter de l'ouvrage en dehors que pour son patron; il devra alors avoir un permis du comité paritaire et se soumettre aux tarifs à forfait ci-après mentionnés.

IX. Toute question litigieuse qui ne serait pas du ressort de cette convention sera soumise à l'appréciation des parties contractantes dont la décision sera finale.

X. Durant la période des fêtes, le patron devra accorder une soirée à ses employés pour les achats personnels.

XI. La garantie d'une montre vendue neuve sera d'une année et celle d'une réparation sera de 3 mois pour une réparation de \$1.50 et plus.

XII. Tarifs à forfait:

Montres:

1 Nettoyage	\$ 1 50
1 Grand ressort	1 50
1 Nettoyage et ressort	2 50
1 Essieu de balance	2 50
1 Nettoyage et essieu de balance	3 50
1 Nettoyage et pierre percée	3 00
1 Pierre	1 50
1 Pierre de plaque	2 00
1 Pierre de plateau	1 50
1 Pierre d'échappement	2 00
1 Cheveu brequet	2 00
1 Pignon ordinaire	2 00
1 Pignon centre	2 50
1 Pignon d'aiguille (centre)	1 50
1 Ressort d'arrêt (click)	1 00
1 Roue d'échappement 3.4	2 50
1 Roue (centre)	2 00
1 Roue d'heure ou de minute	1 50
1 Ressort de réglage (yoke)	1 50
1 Plateau	2 00
1 Vis	0 25
1 Vis à gauche	0 50
1 Aiguille ordinaire	0 25
1 Aiguille lumineuse	0 50
1 Vitre mi-concave	0 50
1 Vitre incassable	0 75
1 Vitre lentille	0 50
1 Vitre ronde	0 50

Boîtiers de montres.

1 Anneau de nickel	0 40
1 Anneau d'argent	0 75
1 Anneau "Gold Field"	0 75
1 Couronne-Bracelet	0 75
1 Couronne de poche	1 00
1 Couronne et une tige suisse	1 50
1 Couronne, tige et "sleeve"	2 00
1 Tige et "sleeve"	1 50
1 "Sleeve"	1 00

VI. No one but regular jewelry stores shall have the right to repair products included in paragraph "b" of Section II, after the hours stipulated in Section III.

VII. No salesman, agent, solicitor or other shall have the right to sell products included in paragraph *b* of Section II at homes, in hotel rooms, boards or other places, in retail, even to the employees, without the consent of the employer or of the joint committee.

VIII. Any employee of jewelry store or repair shop shall not solicit outside work, but for his own employer.

For this purpose he must hold a permit issued by the joint committee and shall comply with the rates by the job hereinafter mentioned.

IX. Any litigious question not contemplated in this agreement shall be submitted to the contracting parties whose decision shall be final.

X. During New Year's holidays, the employer shall allow one evening to his employees for personal purchases.

XI. The guarantee on a new watch sold shall be of one year and the guarantee on a repair shall be of 3 months for a repair of \$1.50 and more.

XII. Rates by the job:

Watches:

1 Cleaning	\$ 1 50
1 Large spring	1 50
1 Cleaning and spring	2 50
1 Balance shaft	2 50
1 Cleaning and balance shaft	3 50
1 Cleaning and boring of stone	3 00
1 Stone	1 50
1 Plate stone	2 00
1 Plateau stone	1 50
1 Escapement stone	2 00
1 Hair spring	2 00
1 Ordinary pinion	2 00
1 Hand pinion (center)	2 50
1 Hand pinion (center)	1 50
1 Stop spring (click)	1 00
1 Escapement wheel, 3.4	2 50
1 Center wheel	2 00
1 Minute or hour wheel	1 50
1 Setting spring (yoke)	1 50
1 Plateau	2 00
1 Screw	0 25
1 Screw to the left	0 50
1 Ordinary hand	0 25
1 Luminous hand	0 50
1 Half-concave glass	0 50
1 Unbreakable glass	0 75
1 Glass lens	0 50
1 Round glass	0 50

Watch cases:

1 Nickel link	0 40
1 Silver link	0 75
1 "Gold Field" link	0 75
1 bracelet crown	0 75
1 pocket crown	1 00
1 Crown and swiss stem	1 50
1 Crown, stem and "sleeve"	2 00
1 stem and "sleeve"	1 50
1 "sleeve"	1 00

Horloges:

1 Nettoyage de réveil.....	\$ 1.00
1 Ressort de Réveil.....	1.00
1 Nettoyage et ressort de réveil.....	1.50
1 Nettoyage horloge—8 jours.....	2.00
1 Nettoyage etc. de grand-père.....	5.00
1 Nettoyage, horloge carillon grand-père.....	5.00
1 Clef de réveil.....	0.25
1 Vitre de Réveil.....	25.50
1 Broche de balancier.....	0.50
1 Aiguille de réveil.....	0.25
1 Aiguille d'horloge.....	0.20
1 Ressort d'horloge—8 jours.....	2.00

Clocks:

1 Waker cleaning.....	\$ 1.00
1 Waker spring.....	1.00
1 Waker cleaning and spring.....	1.50
1 8-day clock cleaning.....	2.00
1 grandfather cleaning etc.....	5.00
1 grandfather chime clock cleaning.....	5.00
1 Waker key.....	0.25
1 Waker Glass.....	25.50
1 Pendulum.....	0.50
1 Waker hand.....	0.25
1 clock needle hand.....	0.20
1 8-day clock.....	2.00

Réparation de bijouterie:

1 Agrandissement de bague—or.....	0.75
1 Agrandissement de bague—argent.....	0.50
1 Rapetissement de bague—or.....	0.35
1 Rapetissement de bague—argent.....	0.25
1 Chaîne de cou—or.....	0.25
1 Chaîne de cou—argent.....	0.15
Boitier 2 crampes—or, argent ou nickel.....	1.00
Boitier en chrome à cuvette (charnière).....	1.00
Boitier en chrome 1 charnière sur cercle.....	1.25
Reposer pierre sur bague.....	35 & 50
Fournir pierre de couleur sur bague.....	0.50
Baisser diamant sur bague.....	0.50
Bague—signet façon dorée, dessus plat.....	2.00
Enchâssement de bague avec griffes—hommes.....	3.50
Signet pour bague d'homme.....	2.50
Enchâssement de bague de dames avec griffes.....	3.50
Jonc uni 10K ou 14K.....	1.50
Jonc refait et gravé.....	2.75
Jonc uni 18K.....	2.00

List of prices for reparation of jewelry:

1 Ring enlargement—gold.....	0.75
1 Ring enlargement—silver.....	0.50
1 Ring shortening—gold.....	0.35
1 Ring shortening—silver.....	0.25
1 Gold neck chain.....	0.25
1 Silver neck chain.....	0.15
Case 2 cramps—gold, silver or nickel.....	1.00
Chrome cap case (hinge).....	1.00
Chrome case, 1 hinge on circle.....	1.25
To set stone on ring.....	35 & 50
To furnish colored stone on ring.....	0.50
To lower diamond on ring.....	0.50
Ring—signet gold plated flat top.....	2.00
Ring setting with claws—men.....	3.50
Ring signet—men.....	2.50
Ring setting with claws—women.....	3.50
Plain guard 10 K or 14 K.....	1.50
Remade and engraved rush.....	2.75
Plain guard 18 K.....	2.00

b. Il est entendu que les employés visés dans le paragraphe c de l'article II ainsi que les gérants devront se conformer aux tarifs à forfait pour la réparation d'horlogerie, de montres et de bijouterie.

c. La réparation d'horloge faite à domicile sera chargée \$1.00 l'heure.

XIII. Les montres et bijoux non réclamés après un an de leur déposition, pourront être vendus pour le paiement de la réparation sans préavis.

XIV. *Apprentissage:* a. La durée de l'apprentissage sera de 5 ans.

b. Tout apprenti commençant l'étude de son métier devra avoir 16 ans révolus et n'être pas âgé de plus de 20 ans et avoir terminé sa 7^{ème} année d'études scolaires, excepté dans les cas particuliers qui seront soumis au comité paritaire.

c. Dès le premier mois d'engagement d'un apprenti, le patron devra avertir par écrit le secrétaire du comité et l'apprenti devra se présenter devant le comité qui jugera ses capacités physiques, ses aptitudes pour ce genre de travail ainsi que son degré d'instruction. Il devra fournir un certificat médical si nécessaire.

d. Les heures de travail des apprentis seront identiques à celles des compagnons.

e. Tout patron qui remerciera un apprenti d'un an et plus d'expérience devra consulter le comité s'il désire en prendre un autre ayant moins d'apprentissage.

f. Tout patron devra prendre note de la date de l'entrée en apprentissage de ses employés.

b. It is understood that all employees contemplated in paragraph c of Section II as well as managers shall comply with the rates by the job for repairing clocks, watches and jewellery.

c. All repair of clocks performed at home shall be charged \$1.00 per hour.

XIII. Watches and jewels not claimed after one year from their deposit may be sold for the payment of the repair without forewarning.

XIV. *Apprenticeship:* a. The duration of apprenticeship shall last 5 years.

b. Any apprentice beginning to learn his trade shall be at least 16 years old and not over 21 and he must have completed his 7th year of elementary education, except for particular cases which shall be submitted to the joint committee.

c. On the first month of employment of an apprentice the employer shall give a written notice to the secretary of the joint committee and the apprentice shall report to the joint committee which shall determine his aptitudes and physical capacities for that sort of work, as well as his degree of instruction. He shall furnish a medical certificate if necessary.

d. The hours of labour of apprentices shall be identical to those of journeymen.

e. Any employer who shall dispense with the services of an apprentice of one or more years of experience shall consult the joint committee if he wishes to take another whose experience is inferior.

f. Any employer shall take note of the date of the beginning of his employees apprenticeship.

g. Les patrons ne pourront prendre qu'un apprenti par cinq compagnons ou moins; s'il leur en faut un deuxième, il faudra six compagnons ou plus dans le même établissement.

XV. Tous les apprentis de même que les compagnons devront se faire enregistrer au bureau du comité paritaire.

XVI. Tous les compagnons ou apprentis que les patrons ne pourront plus employer devront se rapporter au comité qui verra si possible à les faire embaucher.

XVII. *Durée de cette convention:* Cette convention restera en vigueur pour une période de 12 mois à compter de la date de la publication dans la *Gazette officielle de Québec*, de l'arrêté ministériel qui la sanctionne; elle se renouvellera automatiquement pour une autre année à moins que l'une ou l'autre des parties à la convention ne donne avis de son intention de la modifier ou de l'abroger, au moins 60 jours avant l'expiration de la même période.

Durant les trente jours à compter de la publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre la demande contenue dans la présente requête.

GERARD TREMBLAY,
Sous-ministre du Travail.

Ministère du Travail,

Québec, ce 16 juillet 1938.

3587-o

g. The employers shall have only one apprentice per five journeymen or less; should they need a second apprentice, they shall have to employ six journeymen or more in the same establishment.

XV. All the apprentices as well as the journeymen shall have their names registered at the Office of the joint committee.

XVI. All the journeymen or apprentices which the employers cannot further employ shall report to the committee who, if possible, will get them employment.

XVII. *Duration of the agreement:* This agreement remain in force for a period of 12 months from the date of the publication in the *Quebec Official Gazette* of the Order in Council approving same; it shall renew itself automatically for another year unless either of the parties to the agreement give a notice of its intention to modify or repeal same, at least 60 days before the expiration of the same period.

During the thirty days following the publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive objections which interested parties may desire to make against the provisions contained in the present request.

GERARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,

Quebec, July 16th, 1938.

3588-o

Index de la Gazette officielle de Québec, No 28

Index of the Quebec Official Gazette, No. 28

ANNONCEURS:—AVIS AUX..... 2503

ASSURANCES:—

Cie d'ass. mutuelle de la municipalité de
Ste-Brigide..... 2548
New England Fire Ins. Co..... 2549
South British Ins. Co. Ltd..... 2549

AVIS DIVERS:—

Hotel Ausable Chasm and Country Club
Inc..... 2573
L'Association des Cochers Licenciés de
Rimouski..... 2550
Laterrière, village de..... 2570
Le Sanatorium Saint-Georges..... 2550
Lyric Operatic Society..... 2550
Rivière-du-Moulin, village de..... 2571
St-Honoré, commission scolaire de la
paroisse..... 2571
St-Honoré, paroisse de..... 2572
Syndicat des Employés de Pompes
Funèbres..... 2550
The Temple of Service Inc..... 2550

BUREAUX-CHEFS:—

Bonroc Mining Company Limited..... 2550
Hotel Ausable Chasm and Country Club
Inc..... 2551
Matane Oil & Chrome Corporation..... 2551
Montmorency Club Incorporated..... 2551

ADVERTISERS:—NOTICE TO..... 2503

INSURANCES:—

Cie d'ass. mutuelle de la municipalité de
Ste-Brigide..... 2548
New England Fire Ins. Co..... 2549
South British Ins. Co. Ltd..... 2549

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Hotel Ausable Chasm and Country Club
Inc..... 2573
L'Association des Cochers Licenciés de
Rimouski..... 2550
Laterrière, village of..... 2570
Le Sanatorium Saint-Georges..... 2550
Lyric Operatic Society..... 2550
Rivière-du-Moulin, village of..... 2571
St-Honoré, school commission of the
parish..... 2571
St-Honoré, parish of..... 2572
Syndicat des Employés de Pompes Fu-
nèbres..... 2550
The Temple of Service Inc..... 2550

CHIEF-OFFICES:—

Bonroc Mining Company Limited..... 2550
Hotel Ausable Chasm and Country Club
Inc..... 2551
Matane Oil & Chrome Corporation..... 2551
Montmorency Club Incorporated..... 2551

CHARTES—ABANDON DE:—

Cadillac Construction Ltd.....	2552
Falkirk Investments Limited.....	2551
Leader Glove Co., Ltd.....	2552
Manhattan Investments Limited.....	2552

CHARTERS—SURRENDER OF:—

Cadillac Construction Ltd.....	2552
Falkirk Investments Limited.....	2551
Leader Glove Co., Ltd.....	2552
Manhattan Investments Limited.....	2552

COMPAGNIE AUTORISÉE À FAIRE DES AFFAIRES:—

Zenith Molybdenite Corporation, Limited.....	2552
--	------

COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:—

Zenith Molybdenite Corporation Limited	2552
--	------

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—

Examen des candidats à la charge d'inspecteurs d'écoles.....	2553
La Corne, munic. scolaire.....	2553
Malartic, munic. scolaire.....	2553
St-Bernard-sur-Mer, munic. scolaire.....	2554
St-Célestin, munic. scolaire du village.....	2554
St-Émile-d'Auclair, munic. scolaire.....	2555
St-Vincent-de-Paul, munic. scolaire.....	2555
St-Gabriel-de-Gaspé, munic. scolaire.....	2553
Villemontel, munic. scolaire.....	2555

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

Examination of candidates desiring to qualify as school inspectors.....	2553
La Corne, school munic.....	2553
Malartic, school munic.....	2553
St-Bernard-sur-Mer, school munic.....	2554
St-Célestin, school munic. of the village.....	2554
St-Émile-d'Auclair, school munic.....	2555
St-Vincent-de-Paul, school munic.....	2555
St-Gabriel-de-Gaspé, school munic.....	2553
Villemontel, school munic.....	2555

LÉTTRES PATENTES:—

Building Specialties Limited—Spécialités de Construction Limitée.....	2530
Central Clericy Mines Limited.....	2504
Club du Lac Saint-Louis, Inc.—Lake St. Louis Club, Inc.....	2505
Club Mirador Inc.....	2506
Ferndale Limited.....	2508
Ford Shoe Ltd.....	2533
Franceen's Inc.....	2510
H. G. Lepage, Limitée.....	2537
J. J. Brodeur Limitée.....	2513
Journal Sportif, Limitée—Sports News, Limited.....	2538
Matane Oil & Chrome Corporation.....	2541
McKay (Quebec) Exploration (1938) Limited.....	2516
Mouvement National-Corporatiste, Inc.....	2517
Restaurant Taft Inc.—Taft Restaurant Inc.....	2542
Rosario Bérard Incorporée.....	2519
Skid Chek (Canada) Limited.....	2522
Ste. Martine Automobiles, Inc.....	2524
St. Hilaire & Roberge Incorporée.....	2526
Tignish Co. Ltd.....	2543
Walker Holdings Inc.....	2527

LETTERS PATENT:—

Building Specialties Limited—Spécialités de Construction Limitée.....	2530
Central Clericy Mines Limited.....	2504
Club du Lac Saint-Louis, Inc.—Lake St. Louis Club, Inc.....	2505
Club Mirador Inc.....	2506
Ferndale Limited.....	2508
Ford Shoe Ltd.....	2533
Franceen's Inc.....	2510
H. G. Lepage, Limitée.....	2537
J. J. Brodeur Limitée.....	2513
Journal Sportif, Limitée—Sports News, Limited.....	2538
Matane Oil & Chrome Corporation.....	2541
McKay (Quebec) Exploration (1938) Limited.....	2516
Mouvement National-Corporatiste, Inc.....	2517
Restaurant Taft Inc.—Taft Restaurant Inc.....	2542
Rosario Bérard Incorporée.....	2519
Skid Chek (Canada) Limited.....	2522
Ste. Martine Automobiles, Inc.....	2524
St. Hilaire & Roberge Incorporée.....	2526
Tignish Co. Ltd.....	2543
Walker Holdings Inc.....	2527

LÉTTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES

Hydro-Electric Securities Corporation.....	2545
Produits de Ciment Economiques Ltée—Economic Cement Products Ltd.....	2548

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

Hydro-Electric Securities Corporation...	2545
Produits de Ciment Economiques Ltée—Economic Cement Products Ltd.....	2548

LIQUIDATION, AVIS DE:—

La Caisse Populaire de St-Paul-de-Montminy.....	2555
The Paretex Company Inc.....	2556

WINDING UP NOTICE:—

La Caisse Populaire de St-Paul-de-Montminy.....	2555
The Paretex Company Inc.....	2556

MINISTÈRE DU TRAVAIL:—

Association des Bijoutiers de la Province de Québec, Section de Québec.....	2578
Syndicat Catholique et National des Commis de Magog.....	2573

DEPARTMENT OF LABOUR:—

Association des Bijoutiers de la Province de Québec, Section de Québec.....	2578
Syndicat Catholique et National des Commis de Magog.....	2573

MINUTES DE NOTAIRES:—

Meunier, Jean, en faveur de.....	2556
----------------------------------	------

NOTARIAL MINUTES:—

Meunier, Jean, in favor of.....	2556
---------------------------------	------

NOMINATIONS:—		APPOINTMENTS:—	
Diverses.....	2556	Miscellaneous.....	2556
ORDRE DE COUR:—		RULE OF COURT:—	
J.-B. Renaud & Cie vs Duchesne.....	2557	J.-B. Renaud & Cie vs Duchesne.....	2557
SOUMISSIONS:—		TENDERS:—	
Sherbrooke, commissaires d'écoles catho- liques de la cité.....	2559	Sherbrooke, Catholic school Commis- sioners of the city.....	2559
Sorel, cité de.....	2558	Sorel, city of.....	2558
Sorel, cité de.....	2558	Sorel, cité of.....	2558
VENTES, LOI DE FAILLITE:—		SALES, BANKRUPTCY ACT:—	
Chabot, Albert.....	2559	Chabot, Albert.....	2559
Succession Léopold Léger.....	2560	Estate of Léopold Léger.....	2560
Trépanier, Louis.....	2561	Trépanier, Louis.....	2561
Dufresne, Joseph.....	2562	Dufresne, Joseph.....	2562
VENTE POUR TAXES:—		SALE FOR TAXES:—	
Salaberry-de-Valleyfield, cité de.....	2563	Salaberry-de-Valleyfield, city of.....	2563
VENTES PAR LES SHÉRIFS:—		SHERIFFS' SALES:—	
ARTHABASKA:—		ARTHABASKA:—	
Hill vs Bullard.....	2564	Hill vs Bullard.....	2564
BEAUCE:—		BEAUCE:—	
La Commission du Prêt Agricole Cana- dien vs Rancourt.....	2564	The Canadian Farm Loan Board vs Rancourt.....	2564
JOLIETTE:—		JOLIETTE:—	
Curé et Marguilliers de l'Oeuvre et Fabri- que de la paroisse de St-Jacques de L'Achigan vs Dupuis.....	2564	Curé and Churchwardens of l'Oeuvre et Fabrique of the parish of St-Jacques de L'Achigan vs Dupuis.....	2564
Dénoimée vs Desrosiers.....	2565	Dénoimée vs Desrosiers.....	2565
MONTRÉAL:—		MONTREAL:—	
Crédit Foncier Franco-Canadien vs Péloquin.....	2567	Crédit Foncier Franco-Canadien vs Péloquin.....	2567
Derome vs Derome.....	2566	Derome vs Derome.....	2566
La Société des Artisans Canadiens- Français vs Lawes.....	2568	La Société des Artisans Canadiens- Français vs Lawes.....	2568
Malo vs Beauchemin.....	2566	Malo vs Beauchemin.....	2566
Paquette <i>et vir</i> vs Danscreau.....	2567	Paquette <i>et vir</i> vs Dansereau.....	2567
Perkins Electric Co. Ltd. vs Laduke.....	2565	Perkins Electric Co. Ltd. vs Laduke.....	2565
QUÉBEC:—		QUEBEC:—	
Côté vs Héritiers J.-A. Cantin.....	2568	Côté vs Heirs of J. A. Cantin.....	2568
La Société de Prêts et Placements de Québec vs Fortin.....	2569	La Société de Prêts et Placements de Québec vs Fortin.....	2569
SAINT-FRANÇOIS:—		SAINT FRANCIS:—	
Allard vs Morisson.....	2569	Allard vs Morisson.....	2569
TERREBONNE:—		TERREBONNE:—	
Lahaie vs Lemay.....	2570	Lahaie vs Lemay.....	2570